

Femmes

Il y a longtemps, trop longtemps, que nous n'avons pas donné ici la parole aux femmes, même si, le 20 août, une page qui suscite aujourd'hui de vives réactions de Christiane Papon et de Catherine Valabregue a été consacrée à la question du quota qui leur sera désormais réservé dans les conseils municipaux. Mais il va de soi qu'au-delà de cette affaire, à vrai dire, très symbolique, les femmes ont beaucoup à dire quand ce ne serait, avec Myriam Labrique Laroche, que de montrer aux hommes à quel point leur regard, quand il se pose sur leurs compagnes, peut se tromper. De son côté, France Quéré souligne l'énorme changement intervenu dans la réalité du mariage, sans être sûre que le progrès soit aussi grand qu'on l'estime généralement.

Il faut que l'on vous dise ces choses auxquelles vous ne songez pas, qui nous viennent à l'idée quand nous nous regardons. Vous nous faites sourire avec toutes ces évocations qui sont consensuelles, vous chantez nos charmes de mille et une façons, en poème, en chanson, en prose, au théâtre, pages choisies que nous retrouvons dans vos anthologies. Vous êtes lyriques, intarissables, attendrissants. Nous vous jugeons gracieux.

Et nous lisons, entendons, supportons, avec un étonnement amusé, cette manière dont vous vous extasiez devant nos soi-disant beautés. Nous prêtons une oreille distraite à vos discours car nous ne croyons pas tout à fait à toutes ces diques déclarations, à toutes ces gracieuses envolées. Nous pensons, pleines de commisération, que vous êtes de pauvres choses fragiles puisque vous ne pouvez résister à tant d'appâts. Mais, nous sommes cruelles, rouées, subtiles, et nous prenons un malin plaisir à nous venger de vous avoir cédé.

Depuis des siècles, vous nous convoitez, vous nous enlevez, vous nous violez et, cependant, vous ne nous possédez vraiment jamais, car nous sommes des créatures libres, autant que vous-mêmes et nous avons un autre sens de la vie. Vous nous croyez reine ou patain. Nous ne sommes ni l'une ni l'autre, mais des êtres humains qui aspirent à la reconnaissance, sans condition, de leur entité, de leur individualité.

Vous êtes prisonniers d'un mythe : celui de la femme éternelle. Nous sommes prisonnières de la réalité. Où est la différence ?

Souffrances

Nous savons, néanmoins, que nous sommes la lumière du foyer, la flamme qui éclaire, qui brille dans les cœurs, le pilier qui soutient l'édifice. Nous savons, également, que nous sommes « celle » qui console, qui berce, qui endort. Nous savons, par instinct (car nous en abusons), que nous sommes « celle » que l'on appelle, que l'on n'oublie jamais. Alors, cessez de chanter nos corps de toutes les façons, nous avons une âme, un cœur, des pensées... Comment pouvez-vous nous limiter à notre seul aspect extérieur ?

Bien sûr, nous avons besoin de votre admiration comme vous avez besoin de notre tendresse. Cependant, lorsque vous nous poursuivez parce que nous avons de jolies jambes, des cheveux frisés, un air ingénu, qui vous provoquent, nous songeons, de notre côté, au repas qui mijote, aux chaussettes à ravauder, aux évier à nettoyer, à la chasse d'eau qui coule, à la fenêtre qui grince, aux souliers à

Miroir

par MYRIAM LABRIQUE-LAROCHE (*)

acheter. Quand vous tendez les mains pour nous couvrir de caresses, nous guettons les bruits de la maison, les respirations des enfants qui dorment. Et, quand vous voulez nous faire frémir, nous ne pensons qu'à vous faire plaisir. Vous avez créé des lois que nous contestons. Nous avons les nôtres, qu'un jour nous éditerons.

Vous haussez les sourcils ? Vous prenez un air blasé ? Mais, vous ne savez pas tout ! Nous avons une optique de vie que vous ne soupçonnez pas, que vous ne devinez pas, que vous ne comprenez pas. Vous nous voulez douces... Nous sommes volontaires. Vous nous voulez tendres... nous sommes violentes. Vous nous voulez belles... nous n'avons pas le goût de nous coiffer. Vous nous voulez adoucées... nous sommes effacées. Vous nous voulez dociles... nous sommes emportées. Oh ! ce n'est pas nécessairement pour vous contrarier, c'est parce que nous sommes différentes de ce que vous nous avez imaginées.

Parfois, vous avez peur de nous. Vous craignez nos fâcheries, nos cris. Ah ! ne vous bouchiez pas les oreilles, ne prenez pas cette mine d'effroi, nous n'avons pas encore tout dit de nos souffrances. Certes, vous nous souffrez... Mais, vos souffrances à vous sont estimées, on les dit nobles, héroïques, tandis que les nôtres passent pour secondaires, de peu d'importance. Cela nous révolte ! Rassurez-vous, nous ne cherchons pas à occuper la première place, à vous déloger de la vôtre, ce que nous voulons, c'est être à la même hauteur que vous, au même niveau, au même diapason. Nous avons de la patience et nous y arrivons.

Nous sommes vos compagnes, toujours sur la brèche, organisant votre logis où nous n'avons jamais fini de nous activer (surtout, quand nous avons en plus, comme vous, une vie de labeur personnel). Ce que nous n'avons pu réaliser durant le jour, nous devons nous astreindre à le faire à la lumière artificielle, usant nos yeux et nos santés, dans des travaux d'aiguille que vous examinez avec circonspection, je dirais presque avec suspicion, vous trouvant lésés parce que nous ne sommes pas entièrement à votre disposition. Et, si nous avons une nichée, des petits que nous réclamons, nous nous sentons tiraillées, coupables des deux côtés, sans avoir un instant à nous consacrer. Oh ! savez-vous ce qu'est un matin de lumière, un soir de douceur ? Non ! Vous ne songez qu'à vos puissantes machines de

(*) Écrivain.

guerre... Mais, qu'avez-vous à la place du cœur ?

An cours des années qui passent, nous accumulons malentendus sur malentendus. Pourquoi le nier ? Pourquoi feindre de l'ignorer ? Vous savez sans aucun doute que c'est la vérité ! Qu'il suffit de regarder autour de vous pour voir surgir les drames que vous avez suscités ! Notre grand tort à nous, c'est de ne pas assez tenir compte de nous-mêmes, de ne pas assez nous écouter, de ne pas suffisamment suivre nos goûts, nos aspirations, nos idées, mais de répondre d'abord aux vôtres, de crainte de vous peiner. Lamentable erreur. Car nous entassons rancœurs sur rancœurs, nous empilons déceptions sur déceptions, nous croyant plus fortes que nous ne sommes en réalité. Un jour, nous ne pouvons plus contenir tout ce que nous avons enfermé, les digues cèdent, les flots nous entraînent vers le désespoir et le cortège de ses malheurs...

Tout n'est pas triste

Nous sommes vos compagnes, prêtes à partager la lutte que vous menez quand le sol sur lequel nous sommes nées est menacé, quand la terre qui nous nourrit est occupée, quand la nation ou la tribu est en danger, quand votre vie est exposée. Nous sommes courageuses. Avec une étonnante audace qui subjugue l'occupant, nous nous rejoignons sous le feu des mitrailleuses, participant aux combats avec la même vaillance, la même ténacité que les vôtres. Lorsque l'ennemi est repoussé, vous nous renvoyez à nos travaux ménagers. Mais nous avons goûté à l'engagement de nos actes, à la liberté de nos mouvements qui ne peuvent plus s'effacer de nos mémoires. Nous avons trop conscience de nous-mêmes pour nous laisser amoindrir. Aussi, nous attendons de pied ferme le moment de nous affranchir.

Et... quand nous mourons d'épuisement, en silence, parce que le temps d'une nouvelle naissance est arrivé, que nous n'avons plus la force de lutter, écrasées par les trop lourds fardeaux qui nous ont brisées, vous résignez, vous ne pouvez rien pour nous qui vous avez servis avec fidélité. Nous partons avec ce gros chagrin qui nous déchire les entrailles, parce que nous abandonnons ceux que nous ne savons plus élever.

Mais tout n'est pas triste. Il y a des fêtes, des toilettes nouvelles, du khôl autour des yeux, des enfants radieux, nous sommes belles... et vous êtes amoureux. Nous ne pouvons supprimer des siècles de vie commune. S'il fallait nous séparer, que deviendrions-nous dès lors nos destins ?

Le nouveau mariage

par FRANCE QUÉRÉ (*)

QUE voulaient-elles dire, ces jeunes filles de condition modeste, qui, répondant à une enquête, imputaient la croissance du divorce à des « mariages précoces et forcés » ? Rien n'est plus faux et la sociologie l'a bien établi : on se marie tard, et ni parent ni même enfant à naître n'impose plus guère son point de vue ! Or donc était la vérité d'un témoignage unanime et à l'évidence inspiré par des cas personnels ?

Leur exemple sans doute ne prouve qu'une portée relative : beaucoup ne s'y reconnaîtront pas. Mais il faut savoir que pour un certain taux de population, les nouvelles pratiques conjugales ne fournissent pas les avantages communément escomptés : la liberté, l'affinement des choix, la prévention des échecs. De quelles contraintes donc se sentait-on ici victime ?

Les mariages actuels se distinguent des anciens principalement en ce qu'ils remplacent un brusque changement d'état par une série de transitions qui transforment insensiblement un célibataire en personne mariée. Cela commence par la mixité scolaire, puis le premier sentiment s'éveille, suivi d'une affection plus marquée : de celle-ci à l'expérience sexuelle, il n'y a pas loin ; puis, tout naturellement, s'offrent les camps d'adolescents ou les vacances communes. Ensuite, la cohabitation, provisoire ou non, la question ne se pose guère : « on se plaît » et l'on vit ensemble, avec simplicité, dans cette jeune ferveur qui ne regarde qu'à l'instant et à l'instant : le souci de l'avenir vient plus tard, dans une nouvelle intelligence de la vie partagée. Et au-delà, le mariage légal, par beaucoup jugé « insignifiant », et en effet, dès lors que l'union est déjà acquise dans l'ordre des sentiments, des projets, de l'intimité et même des habitudes, le contrat, qui est sans vertu magique, n'apporte qu'un modeste supplément à l'état antérieur.

Une histoire douce et progressive

Qu'observe-t-on ? Le mariage se prépare par menues étapes : aucune n'amorce de changement très sensible par rapport à la précédente. Le couple se construit dans cette succession de progrès, dont la faiblesse exclut les épreuves, les grandes réflexions, les serments, les consultations familiales. C'est une histoire douce et progressive, apparemment sans risque, puisqu'on se flatte de substituer au pari de l'engagement la garantie d'expériences lentement transformées.

Mais voilà : ces filles, à vingt ans, mariées ou presque, avaient conscience de n'avoir pas pris de décision propre. A quel moment de leur histoire l'auraient-elles fait ? Et

qu'avaient-elles choisi ? Il y avait eu cette attente au début, mais leur personnalité en pleine mutation, quelques années après, ne reconnaissent plus leur partenaire et ne se reconnaissent plus elles-mêmes. Les deux étant en effet devenus autres. Des résolutions, il y en avait eu, mais sur des objets partiels, qui ne regardaient pas d'emblée aux conséquences nuptiales. Et cette succession d'états, dans son inapparence monotone, avait comme supprimé la frappe des décisions mémorables. On râlait l'ancien mariage, avec ses disciplines, ses concertations, ses cérémonies, tous usages qui, loin de sacrifier nécessairement à d'hypocrites conventions, secouraient les sentiments, donnaient forme et courage à la volonté. Rites, serments, visites inaugurales, approbation des proches, rien n'est de trop là-dessus, et nul ne peut jouer les esprits forts, disant : « Moi, l'amour me suffit ! »

Car à ces unions insensiblement composées, il manque la vigueur des choix, dont on se rappelle qu'ils ont été véritablement siens. Libérées des anciennes contraintes sociales, ces filles ne se sentaient pas libres et elles assaient le diré. Engagées, mais comme à leur insu, ainsi que dans l'antiquité !

Faux ménages et vrais couples

Telle n'est pas l'expérience de tous, mais un nombre peut-être élevé le vit ainsi, et la corrélation remarquable entre les usages nouveaux et l'augmentation du divorce en témoigne. Il ne faudrait pas imputer celle-ci, selon l'illusion éternelle de la génération aînée jugeant la plus jeune, à une perte de la moralité (ici, l'incapacité à assumer la durée), mais plus vraisemblablement à une véritable crise de la décision, trop lointaine, prise par d'autres que soi ou par un soi autre, émettent en petites finalités, ou carrément dissoute dans la continuité du parcours.

Vient le temps où la conscience fait le procès de cette volonté méconnaissable. Elle veut des actes plus raisonnés et plus libres. Cela ne va pas sans frais : le divorce augmente, sans parler des couples rompus en cours de route, que leur irréalité juridique ne dispense pas des souffrances d'un véritable divorce : il y a peut-être des faux ménages, mais un couple est toujours vrai.

Ce système qui veut pour certains, fait lui aussi ses victimes. Et il est singulier que celles-ci accusent les nouveaux usages avec les propres mots dont on condamne les traditions matrimoniales les plus antiques ! Peut-être en effet les uns et les autres se ressemblent, plus qu'il n'y paraît d'abord !

(*) Écrivain.

LA QUESTION DU QUOTA

La France amputée de moitié ?

par CHRISTIANE PAPON (*)

LA très grande majorité des personnalités politiques proclame aujourd'hui que la participation active des femmes à la vie politique est devenue une nécessité : l'Assemblée nationale a voté, le 27 juillet, à la quasi-unanimité (moins quatre voix...) le quota minimum obligatoire de 25 % de femmes sur les listes municipales, vote qui n'avait d'ailleurs, jusqu'à présent, que l'approbation de réactions... Comment se fait-il que nos vaillants misogynistes se soient si profondément endormis pendant les mois d'été... ?

Mais Le Monde du 20 août semble avoir réveillé les consciences assoupies, et voilà qu'un certain nombre de braves montent au créneau émettant leur opposition au quota, pour l'essentiel, sur deux sortes d'arguments :

- L'un serait d'ordre constitutionnel, ce qui reste évidemment à prouver. En tout état de cause, il existe un vieux axiome de droit qui dit : « pas d'intérêt, pas d'action »...

Dans l'intérêt de qui, ces quelques députés, savants juristes, tellement sourcilieux sur un point de droit si bien ciblé, vont-ils saisir le Conseil constitutionnel ?

Serait-ce dans celui des femmes, dont la volonté quasi unanime est d'être mieux représentées dans les assemblées politiques et notamment au Conseil Municipal ? Elles n'y sont actuellement que 8,4 % alors qu'elles constituent 53 % du corps électoral et 39 % de la population active.

Serait-ce dans l'intérêt de la société ? Mais celle-ci ne peut que s'enrichir du travail des femmes dans la vie de la cité, dans la gestion de la mairie qui n'est autre qu'une maison communale dans laquelle sont débattus les problèmes de loge-

ments, budgets, écoles, voirie, œuvres sociales, crèches, personnes âgées, etc. Les femmes n'ont-elles pas à l'évidence beaucoup à dire et à faire en ces matières ?

- L'autre argument se fonde sur une protestation indignée et pleine de sollicitude... Quoi ? N'ose-t-on pas, par cette loi nouvelle - et scélérate - traiter les femmes - vous, Mesdames, - comme des catégories protégées ?

En réalité, si le quota de 30 % a été demandé par notre mouvement, c'est qu'il est le seul moyen susceptible d'assurer, dès maintenant, une représentation « significative » de femmes dans les conseils municipaux.

Depuis la guerre (le droit de vote a été donné aux femmes pour la première fois en 1945 par le général de Gaulle), il y a eu peu d'amélioration de la représentation féminine dans les assemblées politiques, domaine farouchement et rituellement gardé par les hommes. Au Parlement, les femmes sont aujourd'hui moins de 3 %... dérisoire proportion qui place la France en lanterne rouge de l'Europe...

En effet, de nos jours encore, les investitures sont distribuées par les états-majors locaux et nationaux des grands partis politiques (tous à forte dominante masculine). Les errements du passé servant de point d'appui aux errements du futur, on présente aux élections à risque nul ou faible les valeurs « sûres » et « éprouvées », donc... les hommes, les élections à haut risque étant concédées à quelques femmes. A ce

(*) Présidente de Femme-Avenir.

compte-là, l'histoire se reproduit sans cesse et le cercle étroit des habitudes se reforme.

Pour rompre, dès maintenant, ce cycle répétitif, seul un instrument puissant, c'est-à-dire une loi, peut être efficace.

Il a fallu la loi pour imposer dans toutes les entreprises la participation des travailleurs à la gestion de leur travail (bien que certains patrons n'aient pas attendu la loi pour faire mieux encore dans leurs établissements).

De même, il faut une loi pour imposer dans toutes les communes la participation de femmes à la gestion de leurs cités (bien que certains hommes élus locaux n'aient pas attendu la loi pour faire mieux encore dans leurs communes).

La société politique d'aujourd'hui est - a-t-on coutume de dire - coupée en deux à partir d'un clivage que je n'hésite pas à qualifier de suranné : droite/gauche ; cette même société d'aujourd'hui est de manière tout aussi surannée coupée en deux à partir d'un autre clivage hommes/femmes : les premiers sont représentés dans les assemblées politiques, les secondes ne le sont pas.

Comment nous fera-t-on croire que sans le quota, cette ségrégation de fait, qui dure depuis trente-sept ans, cessera comme par enchantement !

La France d'aujourd'hui traverse une très grave crise politique, économique et sociale : les citoyens et les citoyennes sont menacés dans leur sécurité ; les Françaises et les Français sont toutes et tous appelés à l'effort commun. Comment la France pourrait-elle, dans ces conditions, rester amputée d'une moitié d'elle-même ?

Pourquoi pas 50 % ?

par CATHERINE VALABRÈGUE (*)

EXEMPLAIRE, la page consacrée à « Femmes en politique ». A faire étudier par les enfants à l'école ! Cinq hommes s'expriment, pour une femme qui a visiblement des comptes à régler avec Gisèle Halimi. Les hommes témoignent d'un point de vue très répandu selon lequel peu importe le nombre de femmes élues pour diriger le pays puisqu'elles se comportent comme des hommes lorsqu'elles sont au pouvoir. Et pourtant, si elles parvenaient en trop grand nombre à être élues, il y aurait menace. « Qui nous dit que, plus tard, ce quota n'ira pas en s'enfiant ? » (A. Hayat), et voilà resurgir la grande peur des hommes que les femmes ne prennent leur place, faite d'un « sursex masculin salubre ».

Quant à l'option de M. Valloir pour la femme muse, égarée, je la croyais un peu dépassée, mais il n'en est rien, il voit même le pouvoir des femmes « dans des formes plus subtiles, comme le complotage ». (Une vraie perle à faire commenter par les écoliers.)

Le « sursex masculin », je le verrais plutôt dans une prise de conscience des hommes, qui, faisant leur autocritique, mettraient tout en œuvre pour obtenir une coopération massive des femmes à la gestion du monde, à seule fin de voir ce qui en résulterait.

Un exemple me vient à l'esprit : s'il y avait autant de députés femmes que de députés hommes, est-ce que l'on travaillerait à l'Assemblée nationale jusqu'à une heure avancée de la nuit pour décider du sort des citoyens et des citoyennes de notre pays dans un hémicycle à peu près désert ?

Si les femmes restent minoritaires aux postes de décision, c'est bien, comme le fait remarquer M. A. Lerot, parce que « une politique d'hommes faite par des hommes pour des hommes, ça n'a pas à les intéresser ». N'ayant aucune envie de se conformer au modèle masculin, mais n'en ayant pas d'autre à suivre, elles ne sont effectivement pas encore assez nombreuses à oser être elles-mêmes, avec ou sans l'approbation de leurs compagnons de route.

Il faut ajouter que notre éducation ne nous prépare guère à innover, à en juger par les stéréotypes éculés qui fourmillent dans les livres scolaires du petit enfant, figeant femmes et hommes dans des rôles peu propices à susciter un désir de changement (1).

Et puis, tant qu'on ne pourra s'empêcher de parler des féministes

(*) Écrivain, présidente de l'association Pour une école non sexiste.

comme « d'être excités, qui poussent des cris d'écarohées vives », il faudra doublerment du courage aux femmes pour trouver la force de s'affirmer à leur manière propre.

Il n'y a pas de changement radical qui se fasse à pas feutrés, d'une voix qui ne dérange personne. Les féministes, donc les siens, sont là pour dérangier, et nous continuerons.

Provisoirement, il faut encore encourager les femmes à découvrir qu'elles peuvent mettre au service d'une municipalité, voire de la nation, les qualités qu'elles déploient si bien entre les quatre murs de leur maison. Aussi, tout en regrettant que nous ne soyons toujours là, je suis pour le quota aux prochaines élections. Mais soyons plus hardies. Pourquoi pas 50 % de femmes sur les listes électorales, puisque nous représentons 51 % de la population, et nous ferons notre apprentissage sur le tas. On verra enfin du nouveau.

(1) Une exposition sur le sexisme dans les manuels scolaires, subventionnée par le ministère des droits de la femme et le FIC, circulera bientôt à travers la France.

LE MONDE diplomatique

de septembre

EST PARU

AU SOMMAIRE :

- Les chances de la chirurgie israélienne au Liban.
- Le bras armé des États-Unis.

LA CRISE DU PROCHE-ORIENT

Il s'agit « de concilier les inquiétudes légitimes d'Israël et les droits légitimes des Palestiniens »

déclare M. Reagan

De notre correspondant

Washington. — L'intervention télévisée de M. Reagan ne figurait pas dans les programmes des chaînes américaines. Elle n'avait été annoncée que quelques heures plus tôt, parce que décidée à la hâte. Certes, le discours était en préparation depuis plusieurs semaines et le président voulait le prononcer après le retrait total de l'O.L.P. de Beyrouth et avant le sommet arabe de Pékin. Mais c'est l'annonce d'une réunion extraordinaire du cabinet israélien, après une fuite, qui l'a amené à interrompre ses vacances et à se rendre aux studios de la Maison Blanche (California) : la Maison Blanche ne voulait pas permettre à M. Begin de rejeter, en les désaturant, des propositions qui n'auraient pas encore été publiées. Quatre pays avaient été informés par avance de l'initiative américaine : l'Égypte, la Jordanie, l'Arabie Saoudite et Israël. Pour ce dernier, dont il polioyait les réactions, M. Reagan ne s'était pas contenté d'utiliser la voie diplomatique normale. Il avait personnellement appelé M. Begin et déposé à Jérusalem le secrétaire américain à la défense, M. Weinberger. Pourquoi M. Weinberger ? (qui ne passe pas pour un grand ami de l'État hébreu, peut-être parce qu'il était le plus à même — lui, le dur — de rassurer les Israéliens en les combattant d'assurances).

Le discours présidentiel est présenté à Washington comme « une nouvelle et importante initiative de paix de la part des États-Unis ». Mais on affirme avec insistance et l'entente d'Israël — qu'elle s'inscrit « dans le cadre des accords de Camp David », lesquels restent « le fondement » de la politique américaine. « Nous avons trois préoccupations », expliquait mercredi soir un collaborateur du président. La première est la paix au Proche-Orient ; la deuxième est la sécurité d'Israël et la troisième les besoins légitimes du peuple palestinien.

M. Reagan a lui-même justifié son initiative en soulignant les points suivants : — L'accord intervenu au Liban donne « l'occasion d'un plus grand effort de paix ». Il faut s'attaquer maintenant « aux causes pre-

mières du conflit entre Arabes et Israéliens ».

Les pertes militaires de l'O.L.P. ont été diminuées l'aspiration du peuple palestinien à une juste solution de ses revendications. De même, la nette supériorité militaire de l'État hébreu ne peut, à elle seule, « apporter une paix juste et durable à Israël et à ses voisins ».

Il s'agit maintenant de « concilier les inquiétudes légitimes d'Israël quant à sa sécurité et les droits légitimes des Palestiniens ». Cela ne peut se faire « qu'à la table des négociations ». M. Reagan propose donc un « nouveau départ » et invite les peuples du Proche-Orient à un « nouveau réalisme ». Israël est invité à faire preuve de « magnanimité, sagesse et courage ». Quant aux Palestiniens, ils doivent « reconnaître que leurs propres aspirations politiques sont inextricablement liées à la reconnaissance du droit d'Israël à un avenir sûr ». Enfin, les États arabes sont appelés à « accepter la réalité d'Israël » et à admettre que « la paix et la justice ne peuvent être obtenues que par une négociation ouverte, juste et directe ».

La résolution 242

Si les principes sont clairs, leur traduction pratique est volontairement ambiguë. Selon M. Reagan, Israël doit stopper ses implantations dans les territoires occupés. Il ne lui demande pas de supprimer les quatre-vingt colonies existantes, mais d'en rester là pendant la période de cinq ans prévue par Camp David. Au cours de laquelle les habitants palestiniens de Cisjordanie et de Gaza auront une entière autonomie sur leurs propres affaires. En proposant ce « gel », le président des États-Unis affirme : « D'autres implantations ultérieures ne sont en aucun cas nécessaires pour la sécurité d'Israël et ne font que diminuer la confiance des Arabes ».

Que se passera-t-il après ces cinq années de transition ? M. Reagan précise qu'il ne veut ni d'un « État palestinien indépendant », ni d'un « État arabe », ni d'un « État permanent » de territoires par Israël. L'État hébreu devra s'en retirer, car la résolution 242 du Conseil de sécurité « s'applique à tous les fronts ». Mais cela ne signifie pas forcément que toute la Cisjordanie soit évacuée. On précise à Washington, de source officielle, que des modifications de frontières pourraient intervenir pour assurer la sécurité d'Israël. Ni l'État palestinien, ni l'annexion israélienne. « Il existe une autre voie pour la paix », affirme M. Reagan. Laquelle ? On entre alors dans le flou : « Le statut final de ces territoires doit être décidé par les parties ».

Les États-Unis pensent fermement que l'autopourvoirment des Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza, en association avec la Jordanie, offre la meilleure chance pour une « paix juste et durable ».

Que veut dire l'autopourvoirment ? C'est un terme qui désigne un État qui n'est pas associé avec la Jordanie ? Est-ce à dire qu'une entité nationale palestinienne pourrait s'établir avec sa voisine arabe ? Mais qu'est-ce qui l'empêcherait alors de se constituer en État indépendant, avec l'accord de celle-ci ? Aucune réponse n'est donnée à Washington. Pas plus d'ailleurs que sur l'avenir de Jérusalem, « qui doit rester une ville libre et ouverte à tous les peuples ». Mais dans le statut final devrait être décidée par des négociations.

Les États-Unis veulent jouer un rôle de premier plan au Proche-Orient. Ils estiment d'ailleurs être les seuls à pouvoir le faire. Mais chaque fois que les choses se compliquent, ils se retirent derrière leur rôle de médiateurs. « Nous nous contentons de lancer des idées », expliquait, mercredi soir, un responsable américain. « C'est aux négociateurs qu'il appartient de décider en cours d'un processus qui sera forcément long ».

ROBERT SOLÉ

Vives réserves à Jérusalem

(Suite de la première page.)

Toutefois, jeudi, juste avant la réunion extraordinaire du cabinet, alors que plusieurs membres du gouvernement restaient partisans d'une forte riposte à un rejet pur et simple des « idées » émises par le chef de l'État américain, M. Begin, selon ses proches, préférait, du moins dans un premier temps, éviter les provocations — bien que son tempérament puisse s'annoncer au défi — pour ne pas annuler d'avantage les relations entre Jérusalem et Washington et donner au président Reagan l'occasion de réviser sa position. Le premier ministre envisageait, semble-t-il, de feindre d'ignorer la demande de suggestions américaines en ne les discutant pas point par point. Il paraissait plutôt enclin à rappeler avec fermeté ses positions sur l'avenir des territoires occupés et à faire comprendre ainsi qu'Israël continuerait sa politique en poursuivant notamment le développement des implantations. Mais il aurait refusé de tenir compte des conseils des membres les plus « faucons » de son cabinet, qui l'invitaient à annoncer un projet prévoyant un accroissement considérable du nombre des colonies de peuplement en Cisjordanie au cours des prochains mois.

Le nouveau ministre de la recherche scientifique, M. Yovul Neeman, leader du parti d'extrême droite Renaissance, qui vient de rejoindre la coalition gouvernementale pour la renforcer, a déclaré que le financement de ce projet devait au moins équivaloir au coût de la guerre au Liban (environ un milliard de dollars, selon les premières estimations) et, comme les autres représentants de ce parti — qui est opposé aux accords de Camp David et estime que l'autonomie selon M. Begin est une concession dangereuse, voire

inadmissible, — il a ajouté que le gouvernement devrait immédiatement proclamer l'extension de l'application de la législation israélienne aux territoires occupés, soit l'annexion. Certains, même au sein de la majorité, admettent que les idées émises par le président Reagan ne sont pas très nouvelles et ont été évoquées à plusieurs reprises depuis le sommet de Camp David par l'administration américaine. Mais le président Reagan, depuis son élection, s'est montré assez silencieux sur le sujet, on espérait qu'il puisse en « oublier » quelques-unes ou les corriger dans un sens moins défavorable aux conceptions israéliennes. C'était notamment le cas à propos des implantations que le président Reagan ne considérait plus comme « illégales », contrairement à ce que disait son prédécesseur, M. Jimmy Carter. Vain espoir, car le souhait d'un gel de la politique de colonies, qui est exprimé aujourd'hui à Washington, est inacceptable aux yeux de M. Begin. Tout au plus, d'une part, que l'idée d'un retrait, fut-il partiel, de Cisjordanie, considérée comme parti intégrante de la « terre d'Israël » par le premier ministre israélien.

La satisfaction des travaillistes

Aussi intolérable est l'allusion faite par le président Reagan au statut de Jérusalem, car elle paraît mettre en cause la « réunification » de la ville et le gouvernement israélien ne veut pas entendre parler de la moindre discussion à ce sujet (qui n'est pas mentionné dans les accords de Camp David).

Le rôle qu'entend accorder le président américain à la Jordanie est quelque chose de plus nouveau — la presse israélienne croit savoir que le roi Hussein a été consulté dernièrement par le gouvernement américain et aurait approuvé les idées du président Reagan. Mais M. Begin, tout en sachant que les accords de Camp David prévoient de toute façon une certaine association de ce pays dans le processus de paix, avait récemment scoté cette participation en adoptant les vues du ministre de la défense, M. Ariel Sharon, selon lesquelles la Jordanie « est l'État palestinien ». Ce qui suppose que M. Sharon n'est pas opposé à un changement de régime à Amman.

La volonté américaine d'associer la Jordanie aux pourparlers a réjoui manifestement les dirigeants de l'opposition travailliste car cela rejoint l'esprit de leur « plan » déjà ancien qui prévoit un « compromis territorial » avec le royaume haché-

mite. Au parti travailliste, on ne finissait pas à se croire à ce projet, on n'a pas caché, jeudi, son contentement, au risque de s'attirer les foudres de la majorité. Ainsi, M. Eliahou Ben Elissar, président de la commission parlementaire des affaires étrangères (un proche de M. Begin) a accusé le président du parti travailliste, M. Shimon Peres, d'avoir entraîné les règles de la discipline nationale en encourageant le gouvernement américain, « en cours d'un récent voyage aux États-Unis, à insister sur un accord avec la Jordanie. M. Ben Elissar d'autre part n'a pas hésité à reprocher aux Américains les plus noirs desseins : « En fait, a-t-il déclaré, ils veulent nous voir partir de Judée et de Samarie et du territoire de Gaza. » Et c'est M. Ben Elissar qui a dénoncé le président Reagan parce qu'il ne serait pas vraiment prêt à éviter la création d'un État palestinien indépendant.

M. Ben Elissar a traduit l'amertume de nombreux Israéliens en laissant entendre que les Américains faisaient preuve d'ingratitude envers Israël qui « a tant servi leurs intérêts dans la guerre au Liban ». Dans l'ensemble, les dirigeants de Jérusalem n'ont pas voulu prêter attention aux propos rassurants qu'il a également tenus le chef de la Maison Blanche à leur intention.

Le ministre des affaires étrangères, M. Shamir, a cru bon de rappeler avec force : « Nous ne quitterons jamais la Judée et la Samarie. Avec les accords de Camp David, nous avons déjà atteint la limite des concessions que nous pouvons faire ».

Enfin, les journaux israéliens révoient que l'annonce du contenu du message du président Reagan à M. Begin a été le résultat d'une fuite organisée, et les soupçons se portent une fois de plus pour une telle affaire sur M. Sharon, qui, avec le premier ministre, était le seul à connaître le document au moment où le radio, mercredi matin, a fourni les premières nouvelles sur le « plan » palestinien. M. Sharon aurait souhaité, en agissant ainsi, provoquer les protestations du gouvernement israélien et amener le président Reagan à modifier ses propos dans le discours qu'il devait faire plus tard. Déjà la mois dernier, M. Sharon avait été accusé par certains de ses collègues d'avoir voulu torpiller le plan de M. Habib pour l'évacuation de Beyrouth en faisant révéler que des « diplomates américains » étaient en train de se livrer à des négociations contre les intérêts d'Israël.

FRANCIS CORNU.

A BEYROUTH

Les exigences et le soutien ostentatoire israéliens gênent M. Bechir Gemayel

De notre correspondant

Beyrouth. — Pour accepter la réouverture de l'aéroport de Beyrouth qu'occupe son armée, Israël exige : — d'utiliser une des deux pistes à des fins militaires ; — de contrôler les mouvements des voyageurs conjointement avec la sécurité libanaise et celui des avions à partir de la tour de contrôle ; — le droit d'opérer pour sa compagnie aérienne, El Al.

Rien de moins. Les Syriens, en six années de présence « conflictuelle » à Beyrouth, n'en avaient jamais demandé tant, alors que ne se posait pas sur eux le problème de l'état de guerre qui régnait, officiellement, entre le Liban et Israël. Ils n'avaient jamais obtenu d'être présents en départ et à l'arrivée des voyageurs.

Dans ce domaine, des membres du personnel d'El Al sillonnent les agences de voyage du Sud-Liban et du secteur chrétien, proposant des billets avec 30 % d'escompte. M. Bechir Gemayel, jusqu'à l'aéroport de Ben-Gourion. Le gouvernement libanais a été contraint de rejeter les prétentions israéliennes, qu'il a renoué dans l'immédiat à la réouverture, pourtant viable, de l'aéroport. Il a demandé l'intervention des États-Unis.

Israël a adopté cette attitude peu coopérative, voire provocante, alors même que l'opération d'évacuation des combattants palestiniens et des troupes syriennes s'est achevée à son entière satisfaction : plus tôt que prévu et en englobant, finalement, plus d'hommes que convenu : 14 700 selon les chiffres des services de sécurité libanais, 14 500 (en chiffres ronds) plus 175 blessés selon ceux de Washington. Les deux statistiques qu'il est donc concordantes. Une différence cependant entre elles : Washington fait état, dans ce total, de 3 600 soldats syriens et Beyrouth de 2 700. Le nombre des Palestiniens, 2 200, est compris (2 300 hommes), varie en conséquence entre 11 000, selon Washington, et 12 000, selon Beyrouth.

Reste l'épineux problème des armes lourdes, livrées, partiellement au moins, par l'O.L.P. à

ses alliés du Mouvement national libanais alors qu'elles auraient dû être remises à l'armée libanaise. Toutefois, il touche et la qualité plus le gouvernement de Beyrouth et les dirigeants musulmans que les autorités israéliennes.

Quoi qu'il en soit, les exigences exorbitantes d'Israël dans l'affaire de l'aéroport sont caractéristiques de son attitude. Même si le nouveau président de la République, M. Bechir Gemayel, accablé par ses ennemis d'être « l'homme d'Israël », n'est pas encore en fonction, les entraves au fonctionnement des institutions libanaises le concernent et menacent son autorité naissante. Il apparaît maintenant que le principal problème du futur chef de l'État libanais n'est pas Israël, mais le refus de coopérer — au demeurant ambigu — que lui oppose l'islam libanais.

Depuis dix jours, M. Bechir Gemayel a été l'objet, quotidiennement, d'une ou plusieurs déclarations embarrassantes, soit par leur ton trop bienveillant, soit par leur contenu désobligeant, soit par le diktat qu'elles contiennent.

Ainsi, M. Begin s'est empressé d'être le premier à adresser à M. Gemayel un message de félicitations en le traitant de « cher ami », puis il a annoncé péremptoirement que, dans l'année, il y aurait un échange de visites officielles entre lui et son « ami Bechir ». M. Sharon a affirmé qu'Israël avait assuré l'accession de M. Gemayel au pouvoir par une « césarienne ». Il a annoncé que le futur chef de l'État libanais serait sur son bureau, le lendemain de son entrée en fonction, un projet de traité de paix avec Israël. Le commandant Haddad, qui gouverne une partie du Sud-Liban pour le compte d'Israël, répète inlassablement que M. Gemayel doit son élection à l'État hébreu.

De surcroît, une délégation, présidée par le Père Touma Mchanna, du comité d'études politiques de l'université de Kaslik qui constitue l'équipe de réflexion des partis chrétiens libanais, a été

invitée en Israël. Après avoir envoyé un avion spécial à l'aéroport de Beyrouth pour les transporter, avec d'autres Libanais, le gouvernement israélien leur a réservé un accueil ostentatoirement chaleureux.

A supposer que M. Bechir Gemayel puisse, à terme, conclure la paix avec Israël, il ne saurait le faire après avoir été de la sorte mené « à la hussarde ».

Cela torpille ses tentatives d'entente avec la fraction de l'islam qui lui est hostile. De plus, il lui faut s'assurer que la rupture politique avec le monde arabe qui suivrait un éventuel traité de paix ne serait pas accompagnée d'une véritable rupture économique qui interdirait le Golfe aux Libanais.

Pour freiner les Israéliens, le nouveau président libanais n'a qu'un recours : les États-Unis. Il joue à fond la carte américaine et ne manque pas une occasion de souligner à quel point il compte sur eux.

LUCIEN GEORGE.

M. HUNTZINGER (P.S.) : il faut faire crédit au nouveau président de la République libanaise

M. Jacques Huntzinger, membre adjoint du secrétariat national du parti socialiste chargé des relations internationales, de son retour du Liban où il a participé à une mission de l'Internationale socialiste, a déclaré, mercredi 1^{er} septembre, à P.S. aujourd'hui, bulletin quotidien du parti socialiste : « Bechir Gemayel (nouveau président de la République libanaise) est un homme jeune, éduqué, normalement dans le cadre des dispositions constitutionnelles. Il faut lui faire crédit. Il a très clairement exprimé ses intentions de restaurer un Liban fort, souverain et indépendant. Qu'est-ce que cela signifie dans la pratique ? Restaurer la réconciliation nationale et ce en proposant le gel ou l'oubli du passé par tous, le rétablissement des institutions effacées et l'abandon des passions partitiques ».

DIPLOMATIE

PENDANT LA VISITE DE M. MITTERRAND A ATHÈNES

M. Arafat exprime sa « reconnaissance » pour « l'attitude amicale et courageuse du président et du peuple français »

De notre envoyé spécial

La visite officielle de M. Mitterrand en Grèce se poursuit, ce jeudi 2 septembre, par des entretiens entre le président de la République et M. Papandréou, premier ministre grec. M. Mitterrand devait tenir une conférence de presse en fin d'après-midi. Mercredi soir, reçu par le président de la République hellénique, M. Karamanlis, M. Mitterrand a mis l'accent « sur la dimension méditerranéenne » de la C.E.E.

De son côté, M. Yasser Arafat a exprimé également mercredi dans la capitale grecque, à l'occasion d'une audience amicale et courtoise, à l'égard des Palestiniens du président français.

Athènes. — Le gouvernement grec a bien fait les choses : il s'est employé à éviter que le bref séjour de M. Yasser Arafat, arrivé quelques heures plus tôt à Athènes, ne défilasse la visite officielle du président de la République. Le chef de l'O.L.P. a, toutefois, entretenu les convives de discrétion qui lui avaient été données par M. Papandréou, en recevant mercredi après-midi (après une brève visite de courtoisie) de l'ambassadeur de France) quelques journalistes.

M. Arafat a insisté sur la reconnaissance « des Palestiniens à l'égard de l'attitude amicale et courageuse du président et du peuple français ». Le chef de l'O.L.P. a rappelé que, pendant le siège de Beyrouth, il avait eu lui-même chaque jour, « voire plusieurs fois par jour », un contact direct, soit avec M. Mitterrand, soit avec M. Claude Cheysson (1). M. Arafat a, enfin, indiqué « qu'il aurait souhaité » rencontrer M. Mitterrand à Athènes. Il a toutefois approuvé M. Papandréou lorsque ce dernier, devant la réponse du chef de l'O.L.P., a précisé qu'il « n'était pas raisonnable d'envisager une telle rencontre sur le sol grec ».

Le gouvernement français avait en effet insisté auprès du gouvernement grec pour qu'il évite d'organiser, « même fortuitement », une

telles rencontres. M. Arafat, après avoir exprimé l'espoir d'une visite en France — organisée dans le cadre d'un long programme », a transmis au président de la République, via l'ambassadeur de France, un message oral de remerciement, en souhaitant que la France méditerranéenne le cap de sa politique proche-orientale. M. Mitterrand lui a répondu indirectement pendant l'échange d'allocutions avec M. Karamanlis.

La politique proche-orientale constitue, en effet, l'un des principaux sujets en discussion entre le président de la République et ses hôtes grecs. La Grèce, en effet, par sa position originale au sein de la Communauté européenne (elle est le seul État membre à avoir accordé un statut diplomatique à l'O.L.P.), constitue un « pont » entre celle-ci et le Proche-Orient arabe. « La France et la Grèce ont contribué à l'apaisement au Proche-Orient dans l'idée commune que rien ne sera possible sans reconnaître aux peuples et aux États de la région les droits reconnus par la société internationale », a notamment déclaré M. Mitterrand, avant d'ajouter : « La Grèce est un atout remarquable dans la démarche nécessaire (vers l'apaisement), même s'il n'y a pas d'identité dans la vie quotidienne de nos démarches diplomatiques ».

La rencontre avec M. Karamanlis, mercredi après-midi, a duré une heure. Elle a été suivie d'un dîner au cours duquel le président de la République hellénique a mis l'accent sur la nécessité pour l'Europe « d'accroître le processus de son unification ». La discussion de M. Karamanlis, largement consacrée à la crise mondiale et aux dangers de guerre, était empreinte de pessimisme. M. Mitterrand a répondu par un éloge de la violence : « Dire que le monde est en crise est une évidence ; notre tâche est d'y faire face », a-t-il dit, avant d'invoquer « l'acte de résistance » qui a marqué sa génération. Il a, enfin, rendu hommage aux dirigeants grecs qui resteraient dans l'histoire, et il a expliqué, parce qu'il en « restait la Grèce à la démocratie ».

Europe et Méditerranée

Pour l'essentiel, la première journée de cette visite officielle a été protocolaire. Il est vrai qu'il s'agit surtout, pour les deux pays, de maintenir et de développer des relations qu'aucun contentieux n'assombrit. Cette visite en Grèce revêt une autre dimension, dès lors qu'on la replace dans un contexte plus général. Celui d'une démarche européenne d'abord : l'objectif visé par M. Mitterrand, en visitant chacune des capitales européennes, est de réactiver, avec tous les pays membres ou futurs membres de la Communauté, des relations bilatérales, qui s'étaient relâchées, pour certains, du fait même de l'existence de la Communauté. Il ne faut pas non plus négliger le contexte d'une démarche médi-

terrannée. Dans un entretien publié par le quotidien grec *Ti-Nes*, M. Mitterrand a rappelé que lorsqu'il était premier secrétaire du P.S., il avait lui-même pris l'initiative, en compagnie du chef de file du PASOK, M. Papandréou, d'un regroupement des socialistes d'Europe du Sud. Mercredi soir, répondant à M. Karamanlis, le président de la République a souligné : « Il ne peut y avoir d'Europe qui intègre pleinement sa dimension méditerranéenne... ».

« Il faut intégrer à la vie de l'Europe cette dimension ajoutée, souvent oubliée », a-t-il ajouté, rappelant ainsi un leitmotiv développé auparavant à Lisbonne, à Rome, puis à Madrid.

Cette dimension n'a toutefois pas conduit M. Mitterrand à s'écarter de la demande grecque d'internationalisation du problème chypriote. Cette question, a-t-il souligné, « est l'aboutissement de ceux qui vivent là-bas » avant d'être « l'affaire des peuples de l'Europe ». Cette « nuisance », qui sépare les deux diplomates à propos d'un sujet particulièrement sensible à Athènes, n'est cependant pas de nature à nuire au bon climat des échanges entre les deux pays.

La rencontre avec M. Karamanlis, mercredi après-midi, a duré une heure. Elle a été suivie d'un dîner au cours duquel le président de la République hellénique a mis l'accent sur la nécessité pour l'Europe « d'accroître le processus de son unification ». La discussion de M. Karamanlis, largement consacrée à la crise mondiale et aux dangers de guerre, était empreinte de pessimisme. M. Mitterrand a répondu par un éloge de la violence : « Dire que le monde est en crise est une évidence ; notre tâche est d'y faire face », a-t-il dit, avant d'invoquer « l'acte de résistance » qui a marqué sa génération. Il a, enfin, rendu hommage aux dirigeants grecs qui resteraient dans l'histoire, et il a expliqué, parce qu'il en « restait la Grèce à la démocratie ».

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Il s'agissait de messages transmis par télex, auxquels le président de la République répondait par la voie de l'ambassadeur de France à Beyrouth, M. Paul Marc Henry.

صكزا من الاصل

II. — L'embarras de l'Amérique centrale

sa part, affronte une crise sociale sans précédent. Comment pourrait-il accepter que les Salvadoriens s'intègrent à la vie économique locale, alors qu'il affiche un taux de chômage de 10 % ? Le gouvernement de San-José a vite fait ses comptes : il interdit aux Salvadoriens tout droit à un travail rémunéré — par conséquent, les salaires sont réduits de moitié —, il suspend les dépenses publiques vers le Panama, et fait la coupe oreille aux pressions répétées du H.C.R. qui, lui, souhaite voir les *campesinos* (paysans) salvadoriens intégrés aux divers plans de réforme agraire d'Amérique centrale.

Le Costa Rica, par exemple, qui a fait vœu de ne jamais posséder d'armée et qui témoigne toujours d'un esprit antimilitariste rissimé en Amérique centrale, redoute les effets d'un activisme qu'il aurait le plus grand mal à contenir. L'attaque d'une grande banque de la capitale, en juin, — au cours de laquelle un officier des renseignements a trouvé la mort — par un myriade de personnes, a conduit à un mandat politique, a rappelé au Costa Rica qu'il n'était défendu que par une gendarmerie, forte de dix mille hommes, mal préparée à la lutte antiterroriste. Ce hold-up spectaculaire a servi d'illustration aux Costariciens les plus hostiles à la présence de réfugiés — notamment, à la gauche — du régime. Le résultat, sans doute, est la répression de la répression : le trop grand laxisme des autorités à l'égard des étrangers ».

Parmi ces derniers, bien sûr, les Salvadoriens, que certains accusent d'accroître la criminalité et de propager une influence de gauche dans les campagnes.

• *Noire pays devient peu à peu le Portugal de la seconde guerre mondiale, estime M. Angel Edmundo Solano, ministre, nouvellement désigné, de la sécurité à San-José. Sous prétexte que le Costa Rica reste l'une des rares terres d'asile du continent, tous les terroristes s'y*

contiennent, tous les terroristes s'y donnent rendez-vous. » M. Solano n'a pas de griefs particuliers contre les Salvadoriens, mais son gouvernement souhaite prendre des mesures préventives : les réfugiés sont donc le plus souvent privés du droit de circuler librement, malgré les recommandations du H.C.R.

Les pays d'accueil redoutent davantage encore le risque économique que peut entraîner, pour eux, une surcharge de réfugiés. Le Nicaragua doit faire face aux conséquences dramatiques des inondations du printemps, et règle encore les dettes du régime somoziste. En rupture de tout paiement, le Costa Rica, pour

Pour éviter aux réfugiés d'être réduits tout à fait à un statut d'assistés, l'aide internationale est contrainte de financer ses propres projets de communauté de travail. Caritas, une agence non gouvernementale, a créé, à San-José, des ateliers de tailleurs ou de mécanique, dont rémunèrent elle-même les employés. A l'extrémité d'un faisceau mobile, installé près de la frontière nicaraguayenne, quatre cents familles de paysans salvadoriens se sont lancées, avec le soutien du H.C.R., dans une production agricole sans équivalent dans la région.

Comment résoudre ces contradictions ? Le H.C.R. ne peut que se féliciter de la bonne disposition du Costa-Rica à l'égard des victimes d'une guerre aux effets régionaux. Mais, ce même Costa-Rica s'est engagé, par son adhésion à une charte internationale, à favoriser l'assimilation des exilés. Dans l'incapacité de le faire, il doit laisser la communauté internationale assumer directement, à des tarifs et selon des critères appliqués aux quatre coins du monde, les Salvadoriens sur son sol.

Déjà naît une plainte : les réfugiés vivraient mieux en exil que dans leurs montagnes d'origine. Ils vivraient mieux, surtout, que les populations qui les accueillent et qui s'affaiblissent, dans une certaine mesure, par leur sens de l'hospitalité.

Le H.C.R. envisage de consacrer en 1982 une somme de 17,5 millions de dollars pour son aide aux Salvadoriens. C'est beaucoup plus, affirmant certains, que ce dont l'Amérique centrale dispose, cette année, pour ses propres réformes agraires et la progression de son niveau de vie.

FIN

FIRM

Je suppose que M. Ben-
Zion puisse, à terme, conclure
un accord avec Israël. Il ne saurait
être après avoir été lauréat
du Nobel à la hauteur de
la simple tentative d'entente
avec la fraction de l'État
qui est hostile. De plus, il
est évident que la rupture
entre le monde arabe
et éventuel traité de
paix ne serait pas accompa-
gnée d'une véritable rupture
qui interdirait le dialogue
à l'infinité.

Pour freiner les Israéliens, le
 nouveau président libanais, Ra-
 ouf Khourey, a demandé l'inter-
 vention des Etats-Unis. Il a
 écrit à l'ambassadeur américain
 à Beyrouth pour lui faire
 connaître que son pays ne
 manquait pas une occasion
 de souligner à quel point
 il était mécontent de la situa-
 tion sur le terrain.

LUCIEN GEORGE

HUNTZINGER (P.S.) : il faut
re créditer au nouveau prési-
dent de la République libanaise.

M. Jacques Hainzinger, secrétaire du secrétariat national, a déclaré que les 120 membres des organisations internationales de jeunesse, affiliées au 1^{er} parti socialiste, au 2^e parti social-démocrate, au P.S. autrichien et à la jeunesse du parti socialiste de l'ex-République fédérale d'Allemagne, se réunissent dans le but de discuter questions constitutives au sein de leur ordre. Il a également exprimé l'avis que les jeunes socialistes ne devraient pas se limiter à une participation indépendante, mais devraient participer à cette signification. M. Hainzinger a également déclaré que le 1^{er} parti socialiste et le P.S. autrichien ont l'intention de combiner des programmes de rapprochement des jeunes socialistes et de l'extrême gauche.

Dans des conditions parfois dramatiques, trois cent mille Salvadoriens ont fui leur pays depuis le début du conflit entre l'armée et le Front Farabundo Martí de libération nationale (F.M.L.N.). Au moins la moitié d'entre eux ont d'abord gagné le Honduras, dans des camps de réfugiés humanitaires, où leur sécurité n'est pas toujours assurée. L'engagement de Tegucigalpa s'est engagé, à la demande des mils, à améliorer le sort de ces réfugiés, qui découvrent ensuite l'exil dans tous les pays d'Amérique centrale. (*Le Monde* du 2 septembre).

San José (Costa Rica). Les membres du haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (N.C.R.) ont tous une bonne raison d'être en Amérique centrale. De venir du Nicaragua au Panama, de montrer ostensiblement au Honduras, de piétiner d'impatience au Mexique, et de tenter de forcer la porte du Guatemala.

Ils ont un motif, disons plus secret, plus personnel que l'évidente nécessité de leur présence, pour consacrer leurs efforts, depuis deux ans, à cette partie du monde.

ils n'ont pas pu être commu-
nisme, mais elle de la communauté
internationale qui n'avait pas prêté
surtout d'attention à la montée de l'au-
toritarisme chilien et avait négligé,
avant la chute, en septembre 1973,
le président Salvador Allende, de
préparer l'Amérique latine à un
événement de réfugiés. Quand
ils ont atteint revenus les colons, des mil-
lions de Chiliens avaient fui les re-
sultats. Certains pays voisins les
ont accueillis; renforcés; d'autres les
ont refusés. Mais leur dépla-
cement n'a plus de garanties qu'à des sim-
ples immigrés clandestins. Animés par
une fâcheuse tendance à confondre
le paysan expatrié malgré lui et un
militaire en exil actif.

Devant la froideur du continent, résistance, son incompréhension, l'incertitude ou réelle, des règles humanitaires les plus élémentaires, il avait voulu se résoudre à expédier en catastrophe les Chinois au Canada, en Irlande ou en France, pays bien sûr incertains, mais qui savaient ce que

signifiaient une charte des droits individuels, en somme un statut de réfugié. Terrible échec pour un organisme international qui prône, pour les victimes d'un conflit, des replis en pays riverains ou, à défaut, une intégration humaine et économique dans une même zone linguistique.

L'écho de « la leçon chilienne » revient sans cesse dans les propos tenus par les animateurs des « missions » de Tegucigalpa ou de San José. Comment pourrait-il en être autrement ? Une partie du personnel du H.C.R., actuellement en poste en Amérique centrale, a vécu l'expérience de 1973. Les deux régions présentent, en outre, de telles ressemblances, des réflexes si voisins vis-à-vis des réfugiés, que la crainte d'un entre-soi, d'un jacobinisme,

Mieux préservée que l'Afrique ou l'Asie, l'Amérique centrale n'avait, il est vrai, que peu l'habitude d'un d'un autre échec est, ici, sensible.

Les massifs de populations pour faits de guerre civile ou de conflits militaires, comme l'H.C.R. a décidé de lancer, en 1980, une action en faveur des victimes des combats du Salvador. La senile charte régionale, la convention de Caracas de 1954, ne garantissent l'asile que des élites intellectuelles, des opposants politiques en exil. Les paysans des montagnes, les habitants des frontières, poursuivant peu sûres, étaient simplement au lot des migrants économiques que du nord empruntent la Transaméricaine depuis le début du siècle.

Encore récemment, le Honduras et le Costa Rica ont supporté le poids de quelque 60 000 Nicaraguayens, jusqu'en 1979, sans se poser la question de la conformité avec le droit et la morale internationales. Les réfugiés se fondaient discrètement et se faisaient oublier, aussi bien au Honduras qu'au Costa Rica. Encore en 1982, quand 30 000, 50 000 ou 60 000 Salvadoriens ont déjà entrepris un exode douloureux, l'Amérique centrale découvre, incrédule, les obligations liées à ce supplément de charge humaine. Les réfugiés sont pourtant près de 100 000 au Mexique, sans doute, au Guatemala, 20 000, au Nicaragua, 15 000 au Costa Rica, bientôt 10 000 à Belize, déjà

plusieurs milliers au Panama. Et les Guatémaltèques, qui furent d'autres combats, sont plus de 15 000 au Mexique, presque autant au Honduras.

Le phénomène touche la région toute entière, mais les principes défendus par le H.C.R. sont accueillis différemment selon les cas. Il y a, en cette matière aussi, les bons et les mauvais pays. Les pays avancés, ceux qui font de l'assistance une affaire d'Etat : la Costa-Rica, le Nicaragua et Panama, qui ont déjà ratifié la convention de l'O.N.U. sur les réfugiés. Ceux auxquels on a arraché la promesse d'une prochaine signature : le Mexique, la Honduras et Belize. Enfin, qui entendent rejeter tout engagement : le Guatemala.

Exil sans surveillance

C'est le cas extrême. Les autorités de Guatemala refusent d'identifier les Salvadoriens sur leur territoire et déclinent l'offre d'assistance du H.C.R., peu désireux de donner du libre accès à des équipes internationales, qui pourraient observer aussi la qualité des droits individuels offerte au Guatémaltèque. L'exil, au Guatemala, reste donc clandestin et sans protection. Selon certaines informations, plusieurs milliers de Salvadoriens auraient déjà été refoulés et on signalerait plusieurs décès.

La Guatemala conteste notamment la conception internationale selon laquelle tout ressortissant, quel qu'il soit, a le droit de pénétrer généralement d'un pays qui s'assure plus la sécurité des individus — peut être déclaré réfugié. Nul besoin pour cela d'avoir franchi précipitamment une frontière. Il suffit d'être dans l'impossibilité de renouer avec son pays d'origine, selon le H.C.R., largement le cas des Salvadoriens. Le nouveau gouvernement du général Efraim Ríos Montt, qui reste très favorable à la junte salvadorienne, n'est évidemment pas de cet avis : la guerre est terminée, les réfugiés guatémaltèques ne sont plus nécessaires. La Guatemala, à ce point de vue, ne considère pas les dizaines de milliers de réfugiés revivendrán à re-

connaître, de fait, la gravité de la situation au Salvador.

Mais, au-delà de cette prise de position politique, demeure une divergence d'analyse plus profonde. Le Guatemala, les Etats-Unis et parfois le Mexique, préfèrent considérer ceux que le H.C.R. nomme des réfugiés comme de simples migrants, envers lesquels on a bien sûr moins de responsabilités. Sur lesquels on a, au contraire, quelques moyens de pression : les équipes internationales d'assistance font état de milliers de «détentions», de *déportations* même, dit-on, puisque le H.C.R. a plusieurs fois dénoncé les rapatriements de force de Salvadoriens organisés par les Etats-Unis. Dans le même ordre d'idées, le Mexique ne

grand pays, phare de l'humanisme, nous déçoit », nous déclare M. Charles-Henri Bazoché, responsable du H.C.R. à Tegucigalpa, qui regrette que Mexico ne soit vraiment hospitalière qu'aux hommes politiques et aux intellectuels. Le Mexique, notamment, refuse de multiplier les statuts de réfugiés et aurait même expulsé, en juin dernier, près de deux mille ressortissants guatémaltèques.

L'intervention internationale rencontre heureusement plus d'échos dans la partie méridionale de l'Amérique centrale. Le Nicaragua et le Costa Rica, qui a accueilli le siège régional du H.C.R., sont kous pour la qualité de leur attention aux réfugiés salvadoriens.

Souvent l'origine des « zones libérées » du nord du Salvador, une grande partie des réfugiés ne cache pas ses sympathies pour le Front Farabundo Martí de libération nationale et constitue peu à peu une diaspora agissante que certains régimes, même modérés, jugent trop remuante. Des affiches révolutionnaires ornent les murs des « maisons communes » des camps du Nicaragua ou des ateliers autogérés de San José. Et les délégués élus des communautés en exil revendiquent ouvertement leur appartenance au mouvement de la résistance salvadorienne. Chaque groupe de réfugiés a

Fattitude amicale « français »

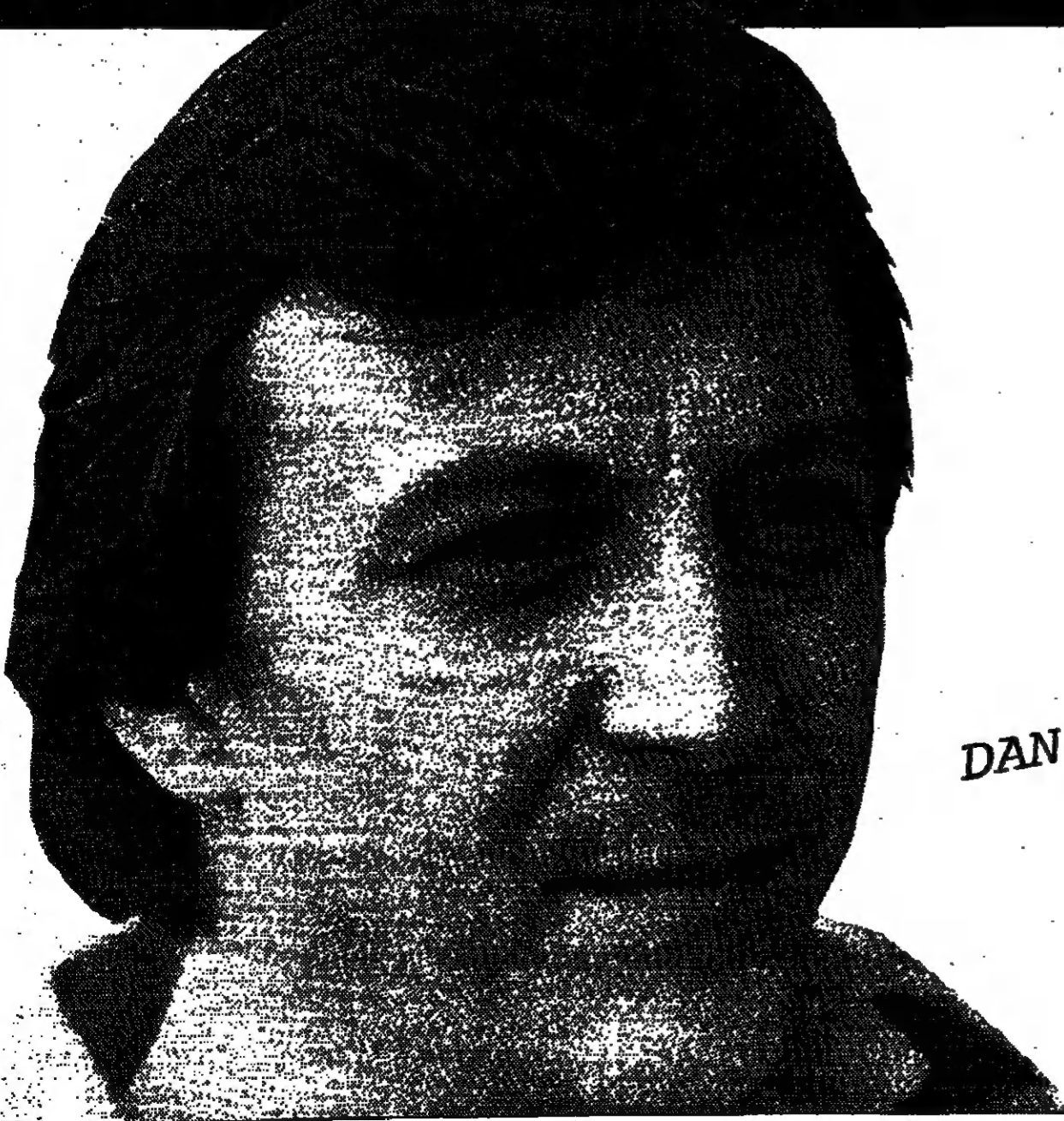
nationale. Dans un entretien à
 Paris le quotidien grec annonce
 que Mikis Theodorakis, le chef
 du mouvement communiste de
 la Grèce, a récemment écrit
 au général de Gaulle pour
 lui exprimer sa sympathie et
 lui offrir un livre de sa composition.

Cette démission ne pouvait é-
 chapper à l'interprétation d'un
 geste provocateur à l'égard des
 dirigeants du parti communiste
 et du régime soviétique. « C'est la
 fin de la ligne de l'Union sovié-
 tique », déclara le ministre de
 l'Intérieur, A. Gromyko, « c'est
 la fin de la ligne de l'Union so-
 viétique ». Cette déclaration fut
 interprétée dans le monde entier
 comme une déclaration de guerre
 à l'Union soviétique. Les dirigeants
 du parti communiste et du régime
 soviétique ont réagi avec une
 violence sans précédent. Les
 dirigeants du parti communiste
 ont déclaré que cette démission
 était une trahison et que le
 régime soviétique était en danger.
 Les dirigeants du régime sovié-
 tique ont déclaré que cette dé-
 mission était une trahison et que
 le régime soviétique était en dan-
 ger. Les dirigeants du parti com-
 muniste et du régime soviétique
 ont réagi avec une violence sans
 précédent. Les dirigeants du parti
 communiste ont déclaré que cette
 démission était une trahison et
 que le régime soviétique était en
 danger. Les dirigeants du régime
 soviétique ont déclaré que cette
 démission était une trahison et
 que le régime soviétique était en
 danger.

JEAN-MARIE COLOMSANI.

[illegible]

COMMENT LA DST A EMPECHE L'ASSASSINAT DE VIRGIL TANASE



DANS ACTUEL CE MOIS CI.

ACTUEL

AMÉRIQUES

Mexique

Le gouvernement a nationalisé les banques privées à l'exclusion des établissements étrangers

De notre correspondant

Mexico. — S'il avait pu donner un titre à son existence et dernier rapport annuel présenté, le 1^{er} septembre, devant le Congrès réuni en session extraordinaire, M. Lopez Portillo l'aurait sans aucun doute intitulé « la révolution retrouvée ». La nationalisation des banques et l'institution du contrôle des changes sont perçues ici comme le plus grand événement politique depuis la « mexicanisation » du pétrole décrétée par le président Lazaro Cardenas en 1938.

Le président a rappelé son choix, formulé en 1976, de lancer le pays dans une croissance rapide « afin d'éclaircir les possibilités d'emploi, unique formule qui permette à un pays en voie de développement de couvrir les nécessités de base de sa population et surtout de mettre en marche un processus de justice dans la distribution des revenus ». Le Mexique ayant du pétrole, ne pas s'en servir est une « non solution », mais il faut pouvoir l'extraire et l'exploiter, et pour ce faire, il faut de l'argent que seule peut donner... le pétrole on l'exporte.

Le Mexique est sorti de ce cercle vicieux en devenant l'un des pays les plus endettés du tiers-monde (76 milliards de dollars). Or, à partir de 1981, la situation est devenue grave du fait de la baisse du prix du pétrole et de l'augmentation des taux d'intérêt. Au même moment, le Mexique était victime de la chute des prix des autres matières premières qu'il exportait et de son voisinage avec la plus grande puissance économique du monde, qui choisissait, elle, la lutte contre l'inflation, au risque de la récession.

Evasion des capitaux

Les mesures prises depuis le début de 1982 : la dévaluation du 17 février, le programme d'austérité gouvernementale du 30 avril et l'insécurité du double taux de change le 5 août avaient pour but de faire face à la crise. Selon M. Lopez Portillo, elles ont porté leurs fruits : réduction du déficit de la balance des paiements courants et surtout confiance de la communauté financière internationale qui vient d'accorder au pays certaines facilités de crédit. Ce qui permet ainsi au chef de l'Etat mexicain d'affirmer : « Nous avons résolu la crise de liquidités à court terme ».

Toutefois, dans son discours, M. Lopez Portillo a reconnu son incapacité à restaurer la confiance

dans le peso et la responsabilité des Mexicains dans la disparition des réserves en devises du pays. « Un groupe de Mexicains, conseillés et appuyés par les banques privées, a-t-il dit, a sorti plus d'argent du pays que les entreprises qui nous ont exploités depuis le commencement de notre histoire ».

Les chiffres avancés sont considérables. Il apparaît, sur la base de sondages et d'enquêtes réalisées à l'étranger, que 22 milliards de dollars sont sortis des trois dernières années, essentiellement pour l'acquisition à crédit de biens immobiliers, lesquels ont engendré à leur tour des dettes équivalant à 30 milliards de dollars, auxquels il faut ajouter les 12 milliards de dollars déposés dans les banques mexicaines ou étrangères. Total : 42 milliards de dollars. Or l'ensemble de la dette extérieure mexicaine s'élevait en juillet à 76 milliards de dollars.

Le choix est, selon M. Lopez Portillo, entre « l'abandonisme et la spéculation » de certains Mexicains, aidés, voire encouragés, par les banques privées et « la production et l'emploi », priorités qu'il avait assignées à son gouvernement.

« L'Etat mexicain n'a jamais, a-t-il dit, exproprié pour le plaisir d'expropriation, mais pour des raisons d'utilité publique. En l'occurrence, le gouvernement n'élimine pas seulement un intermédiaire mais un instrument qui a plus que suffisamment prouvé son manque de solidarité avec les intérêts du pays et de l'appareil productif ».

Manifestation de soutien

Pour le reste, les indications sont d'ordre très général : aide spéciale aux habitants des zones frontalières ; appel au patriotisme de ceux qui ont sorti des dollars pour qu'ils les rapatrient, faute de quoi, dans un mois, des sanctions pourraient être prises à leur encontre ; appel à la négociation avec les Etats-Unis, auxquels il est rappelé que pour les Mexicains la lutte des capitaux est « beaucoup plus grave que le trafic de drogue ne l'est pour eux ». « Où est le problème ? comment n'exporterions-nous pas des bruts si les capitaux qui pourraient leur donner un emploi, ici, n'y sont pas ? Rappel enfin à la communauté internationale pour la mise en place d'un « système compensatoire » de crédit.

Le président dispose de quatre

jours, jusqu'à la réouverture des banques, pour inspirer confiance aux Mexicains qui, d'ailleurs, n'ont pas tardé à réagir. L'appui des syndicats et des partis de gauche ne fait aucun doute. Le parti socialiste unifié mexicain (ex-parti communiste) et d'autres organisations indépendantes du parti révolutionnaire institutionnel (P.R.I.) au pouvoir, ont appelé à une grande manifestation de soutien, le vendredi 3 septembre. Il est probable que le P.R.I. et la Confédération des travailleurs mexicains (C.T.M. - officialistes) lancent un mot d'ordre de même nature.

En revanche, les premières réactions du secteur privé sont extrêmement vives. M. Avendro, président de l'Association des banquiers mexicains, a déclaré que les mesures prises « aggraveront la crise et ne résoudront rien », estimant en outre que les accusations portées contre les banques privées étaient « injustes et injurieuses ». Pour sa part, M. Añel, président du patronat, a déclaré qu'il demandait un référendum pour que « tous les Mexicains et non pas un seul homme, décide ».

Enfin, toutes les organisations du secteur privé de l'Etat du Nuevo-Leon, où se trouve la ville de Monterrey, deuxième centre industriel du pays, ont décidé de s'opposer à la nationalisation. Certaines réactions de l'étranger risquent de ne pas être moins violentes, surtout celles du gouvernement des Etats-Unis et du Fonds monétaire international, avec lequel le Mexique est en négociation pour l'obtention d'un crédit de 4,5 milliards de dollars. Il semble que ce soient précisément les conditions posées par le F.M.I. qui ont poussé le chef de l'Etat à décider de nationaliser la banque et d'instaurer le contrôle généralisé des changes.

FRANCIS PISANI.

ASIE

Chine

SOUTIGNANT LA PORTÉE « HISTORIQUE » DU XII^e CONGRÈS

M. Deng Xiaoping veut raffermir les rangs du parti autour des hommes qu'il a placés aux postes de commande

De notre correspondant

Pékin. — Attendu depuis presque deux ans, le douzième congrès du parti communiste chinois, qui s'est ouvert le mercredi 1^{er} septembre à Pékin, risque d'être quelque peu décevant, sur le plan des idées, si les jours qui viennent n'apportent pas plus d'innovations que les textes ou les extraits de textes diffusés au cours des deux premières séances de travail n'en ont comporté.

Il est vrai que seule l'allocution d'ouverture de M. Deng Xiaoping, le grand orateur du parti, a été jusqu'à maintenant intégralement reproduite par l'agence Chine nouvelle. Le rapport que le président du parti, M. Hu Yaobang, a présenté au nom du comité central, en revanche, n'est encore que très partiellement connu (le Monde du 2 septembre).

S'il convient donc de réserver son jugement dans l'attente des documents, et en particulier des interventions des quatre grands vétérans (M.M. Deng Xiaoping, Ye Jianying, Li Xiangnan et Chen Yun), il est cependant permis de faire une première constatation : le tandem Deng Xiaoping - Hu Yaobang, selon toute apparence, tient bien les choses en main. Dans le domaine des grandes orientations idéologiques d'abord : c'est contre le dogmatisme que la parti a victorieusement combattu ces dernières années et c'est toujours de ce côté-là qu'il convient de regarder avec vigilance si l'on veut éviter le renouvellement des erreurs « gauchistes » vigoureusement dénoncées par M. Hu Yaobang dans son rapport. Plus prudent ou plus habile, M. Deng Xiaoping s'est abstenu de trop caractériser la nature et la cause des « sérieux revers » infligés au parti dans la construction du socialisme au cours de quelques vingt années de « développement tortueux » qui suivirent le huitième congrès en

1956. Mais toute son allocution était clairement inspirée par l'idée que le parti chinois doit absolument rompre avec ce passé-là. Son hommage à Mao, au demeurant, a été minimal, le nom de l'ancien dirigeant n'ayant été prononcé qu'une fois, à quoi il faut ajouter une unique référence à la pensée de Mao Zedong.

A l'égard des dirigeants les plus proches de Mao, tels M. Hua Guofeng, l'homme est au consensus. Le successeur du Grand Timonier ne figure-t-il pas, à sa place, dans le présidium du congrès ? Mais le silence de M. Deng Xiaoping sur le vingt et unième congrès, qui consacra, en 1977, la prise de pouvoir de M. Hua, les critiques lancées par M. Hu Yaobang contre ce même congrès, indiquent clairement que ce consensus ne doit pas être compris comme un oubli du passé. Mais un tel accord sur le fond. Dans son éditorial de mercredi le Quotidien du peuple, n'a-t-il pas lancé, lui aussi, une attaque contre « les principaux responsables du comité central de cette époque (parmi eux, notamment, M. Hua Guofeng) qui persistaient dans les deux années inconcevables (c'est-à-dire dans l'approbation de toute action du président Mao) » ?

La corrosion des idées décadentes

Le vice-président du parti a, d'autre part, et c'est un point important, explicitement affirmé la volonté de la Chine sociale de « poursuivre avec constance la politique d'ouverture au monde extérieur et d'approfondir les échanges avec les pays étrangers sur la base de l'égalité et de l'avantage mutuel ». Dans ce contexte, il était prévisible que M. Deng insiste en garde contre

« la corrosion des idées décadentes venues de l'étranger ». Mais l'avertissement aurait pu être plus rude, compte tenu de la campagne menée ces derniers mois contre le « libéralisme bourgeois ». M. Deng, du reste, n'a pas lui-même employé cette expression. Enfin, en établissant une sorte de comparaison entre le rôle joué par le congrès de 1945 (c'était le septième), qui prépara et précéda la fondation de la République populaire, et ce congrès-ci, le vieux dirigeant a suggéré qu'il donnât à la victoire, qu'il s'avoue aujourd'hui, après plus d'un demi-siècle de luts, une portée véritablement historique.

De même, en effet, que le septième congrès avait consolidé l'unité qui s'était réalisée autour de Mao après bien des divisions internes et un vaste mouvement d'épuration dans le parti, de même le douzième congrès doit-il, dans l'esprit de M. Deng Xiaoping, permettre de raffermir les rangs autour de lui-même et des hommes — ses successeurs désignés — qu'il a contribué à mettre en place aux postes de commande depuis son retour au pouvoir en 1977, dans l'espoir de faire définitivement entrer la Chine dans l'ère moderne.

Le Quotidien du peuple écrivait mercredi sur le même sujet : « Dans un certain sens, le douzième congrès réunit pour le développement de la cause de la modernisation socialiste la même portée historique que le septième congrès, pour la victoire de la cause révolutionnaire de la démocratie nouvelle ». Dans cet esprit, la campagne pour la « rectification du style des cadres », menée depuis deux ans parmi les cadres politiques du pays, a déjà écarté nombre de brebis galeuses ou d'hommes trop récalcitrants devant les nouvelles orientations, et l'on s'attend que cette campagne continue, voire s'accroisse, après le douzième congrès. M. Deng n'a d'ailleurs fait une des principales tâches du parti pour le proche avenir.

Le schéma ainsi esquissé souffre cependant au moins d'un vice de construction. M. Deng Xiaoping, en 1982, est nettement plus âgé qu'en 1945. M. Deng en 1945. Le rajeunissement de la longue marche n'avait alors atteint que la moitié du gué. Si la première phase de sa vie révolutionnaire était sur le point de s'achever, la seconde n'avait pas encore vraiment commencé. Or, elle allait durer encore une trentaine d'années. A l'avenir, il est évident qu'il y aura un tel espoir est évidemment interdit à M. Deng Xiaoping. En proposant de se retirer « en seconde ligne » avec l'ensemble de la « vieille garde » dans une commission de conseillers, le vice-président du parti montre bien qu'il est tout à fait conscient du problème et de la nécessité d'assurer la transition. Il reste à savoir si ceux qui sont en train de recueillir son héritage, et en particulier M. Hu Yaobang, ont la capacité ou la possibilité de poursuivre durablement l'œuvre à peine commencée.

MANUEL LUCBERT.

A TRAVERS LE MONDE

Berlin-Ouest

● GREVES DE LA PAIX. — Deux membres du Mouvement du 3 juin, organisation terroriste d'extrême gauche, ont été arrêtés le 30 août en raison de leur implication dans la fabrication d'une bombe destinée à être utilisée lors d'une manifestation de protestation contre la guerre du Vietnam. Les deux hommes, âgés de 21 et 23 ans, ont été arrêtés par la police fédérale. Ils sont accusés d'avoir fabriqué une bombe destinée à être utilisée lors d'une manifestation de protestation contre la guerre du Vietnam. Les deux hommes, âgés de 21 et 23 ans, ont été arrêtés par la police fédérale. Ils sont accusés d'avoir fabriqué une bombe destinée à être utilisée lors d'une manifestation de protestation contre la guerre du Vietnam.

Iran

● DOUZE EXECUTIONS. — Douze condamnés à mort ont été exécutés dans plusieurs villes d'Iran la semaine écoulée, selon le journal Téhéran. Les condamnés étaient des opposants à la révolution islamique. Les exécutions ont été réalisées par la police révolutionnaire. Les condamnés étaient des opposants à la révolution islamique. Les exécutions ont été réalisées par la police révolutionnaire.

Swaziland

● UNE CEREMONIE FUNERAIRE. — L'honneur du roi Sobhuza II, décédé le 21 août, a été rendu le 24 août, à Swaziland. La cérémonie a été présidée par le prince Mswati. Elle a été marquée par la présence de nombreux dignitaires étrangers. La cérémonie a été marquée par la présence de nombreux dignitaires étrangers.

Mozambique

● L'AMBASSADE DE BULGARIE à Maputo a reconnu, mercredi 1^{er} septembre, que six ressortissants bulgares, des coopérants, avaient été capturés par le centre du Mozambique, ainsi que l'avait affirmé le porte-parole à Lisbonne du mouvement rebelle armé Résistance nationale du Mozambique (le Monde du 2 septembre). — (U.P.I.)

Philippines

● NOUVELLES ARRESTATIONS DE SYNDICALISTES. — Au moins vingt-trois syndicalistes ont été arrêtés par l'armée sous l'accusation d'avoir fomenté un « complot », a-t-on appris, mercredi 1^{er} septembre, de source militaire, à Manille. Ces dirigeants ouvriers sont accusés d'avoir voulu préparer une vague d'assassinats au moment de la visite aux Etats-Unis du président Marcos à la fin du mois. Des parlementaires américains ont demandé au président Reagan d'annuler cette visite en raison du non-respect de la démocratie par M. Marcos. Des syndicalistes avaient déjà été arrêtés en mars dernier. — (U.P.I.)

République Sud-Africaine

● L'EVEQUE DESMOND TUTU, secrétaire général du Conseil des Eglises d'Afrique du Sud (SACC), dont le passeport avait été saisi en avril 1981, recevra un titre de transport provisoire afin de participer à une conférence aux Etats-Unis, a annoncé, mercredi 1^{er} septembre, Pretoria. Le même jour, l'évêque Tutu déposait devant une commission chargée d'enquêter sur l'utilisation et la provenance des fonds du SACC, un violent démenti à l'égard du gouvernement sud-africain dans les affaires de l'Eglise. — (A.F.P.)

Yémen du Sud

● LE COLONEL ALI ANTAR, NUMERO DEUX DU GOUVERNEMENT. — Le colonel Ali Ahmed Nasser Antar a été élu, mercredi 1^{er} septembre, à Aden, au nouveau poste de vice-président du présidium du Conseil suprême du peuple (la plus haute instance du Yémen du Sud). Par ailleurs, M. Abdelaziz El Ouali a été élu ministre des affaires étrangères à la place de M. Salem Saleh, élu mardi au secrétariat du comité central du parti socialiste yéménite. — (A.F.P.)

Tchad

● ACCUSATIONS CONTRE LA LIBYE. — Le colonel Kadafi a envisagé d'apporter une aide matérielle au colonel « indigne » Kérouk, a-t-il affirmé, mercredi 1^{er} septembre, à Paris. M. Ali Ahmed Nasser, conseiller à la présidence du Conseil d'Etat tchadien, qui a annoncé l'arrestation de Kérouk (le Monde du 2 septembre), a-t-il affirmé, mercredi 1^{er} septembre, à Paris. M. Ali Ahmed Nasser, conseiller à la présidence du Conseil d'Etat tchadien, qui a annoncé l'arrestation de Kérouk (le Monde du 2 septembre), a-t-il affirmé, mercredi 1^{er} septembre, à Paris.

Inde

● La visite officielle de Mme Gandhi, en U.R.S.S., aura lieu du 20 au 26 septembre, a-t-on indiqué de source officielle, mercredi 1^{er} septembre, à New-Delhi. Cette visite devait initialement avoir lieu en juin, mais son report avait été annoncé. Le premier ministre indien s'était rendu aux Etats-Unis, à la fin du mois de juillet. — (Reuters, U.P.I.)

INSTITUT MONTAIGNE 92200 NEUILLY
la réussite au Bac
PAR LA RIGUEUR DE L'ENCADREMENT
ET DES PROFESSEURS DE HAUT NIVEAU
Directeur : Michel de JUST
Secondes à terminales. Rentrée 18 sept. Cours de vacances : 1^{er} 711 sept.
7, rue Saint-Pierre, à 100 m. M° Sablons - 624.24.74 ou 637.55.76

Sté Paris Renov
FABRICANT - INSTALLATEUR
PRIX DIRECT D'USINE
Contre le froid et le bruit
changez vos vieilles fenêtres
(bâti compris)
MENUISERIE EN P.V.C. (polychlorure de vinyle)
• Les fenêtres RENOV S 1 se posent en une journée
• Sont faites sur mesures • S'adaptent à tous les styles
• Sont déductibles des impôts
10 ANS DE GARANTIE
Offre exceptionnelle (limitée jusqu'au 11/11/82)
Ex. de prix : Pour changer une fenêtre de 1 m 85 de haut x 1 m de large équipée en double vitrage IBER ST-GOBAIN 4/6/4 ou en glace de 3 mm, comptez 2.950 F T.T.C. posée
DEVIS GRATUIT - POSE PAR GRANDE BANLIEUE
Sté PARIS-RENOV - 22, RUE FONTAINE
75009 PARIS - Tél. : 526.60.00
CRÉDIT GRATUIT 3 MOIS

SCIENCES PO. Préparations
Documentation sur demande
• Stage intensif d'été
• Stage annuel
• Stage parallèle
IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd Saint-Michel, Paris 6^e
Téléphone : 633.51.23/2323.65.71/254.45.71

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

الجزيرة

du XII^e CONGRÈS
rangs du parti
des de commande

Le test de la fonction publique

(Suite de la première page.)

La fonction publique peut être également un champ important pour la mise en œuvre des méthodes de gestion les plus élaborées. La prise de décision rationnelle dans le secteur public et dans la fonction publique nécessite que l'on dépasse les critères usuels de la gestion capitaliste. Plus complexe que dans le secteur privé (qui, au demeurant, appelle lui aussi de nouveaux critères), elle ne saurait se satisfaire d'un indicateur aussi frustre que le taux de profit à court terme. Elle requiert la mesure d'une efficacité sociale multidimensionnelle et, partant, une « rationalisation des choix » d'un type nouveau.

Ces impératifs d'efficacité impie, dans une économie moderne, une souplesse d'adaptation et un esprit de responsabilité qui appellent naturellement l'impératif de démocratie. Cela a conduit le gouvernement à engager un programme de réformes administratives réalistes et ambitieuses. Il ne s'agit pas de bavarder sur les simplifications administratives : durant le seul mois d'août, une cinquantaine de commissions inédites ont été supprimées et la procédure des enquêtes publiques a été démocratisée. Une loi sur la procédure administrative est en préparation ; elle utilisera les normes juridiques existantes et constituera un véritable code des relations entre les usagers et l'administration. Dès l'automne, des opérations pilotes dites « administration à votre service » (A.V.S.), expérimentent à la base, dans plusieurs départements, de nouveaux systèmes d'information et de conseils au public, ainsi que des comités de liaisons administrations-usagers.

Ces réformes répondent à une orientation de principe et à une volonté résolue que le ministre de la fonction publique ne manque jamais de rappeler : l'administration et les fonctionnaires n'ont pas leur finalité en eux-mêmes ; ils ne valent que par la qualité et l'efficacité du service rendu au public.

Une grande référence sociale

La fonction publique est enfin une grande référence sociale, notamment en matière d'emploi, de remise en ordre des traitements et de promotion des droits des travailleurs.

La solution du problème du chômage réside dans la création d'emplois productifs et non, bien sûr, dans la fonctionnarisation des chômeurs. Toutefois, l'État se doit d'apporter sa contribution à la lutte pour l'emploi et de permettre en même temps un meilleur équipement administratif du pays : 107 000 emplois

auront été créés de 1981 à 1983 dans la fonction publique sur les 130 000 (210 000 pour l'ensemble des emplois publics) correspondant aux engagements du président de la République.

Par ailleurs, la durée hebdomadaire réglementaire du travail a été abaissée en une seule fois de deux heures (fait sans précédent), la cinquième semaine de congés annuels généralisée, l'activité à temps partiel étendue, des possibilités de cessation anticipée ou progressive d'activité introduites par ordonnances.

En outre, l'adoption par le conseil des ministres du 7^e septembre de textes résultant d'une large concertation avec les organisations syndicales engage le processus de titularisation des 343 000 agents non titulaires dont les gouvernements précédents avaient fait une véritable fonction publique parallèle. Cette réforme sera menée à bon fin en deux ans pour les catégories les plus défavorisées ; en quatre ans pour les autres.

Un modèle mathématique de gestion prévisionnelle globale des effectifs est en cours d'élaboration, afin de rendre la discussion sur les missions et moyens de l'administration plus claire et plus rigoureuse.

En matière de salaires, l'action gouvernementale a un double aspect : celui de l'évolution du pouvoir d'achat, celui de la structure même du système de rémunérations.

Les mesures prises en juin dernier se traduisent dans l'immédiat par une perte de pouvoir d'achat. Mais la volonté du gouvernement d'élaborer le dispositif salarial de la fin de l'année 1982 et de l'année 1983 en accord avec les représentants des intéressés ne fait pas de doute. Les organisations syndicales de fonctionnaires sont successivement entendues en ce moment et les discussions s'engageront bientôt avec pour objectif le maintien du niveau moyen du pouvoir d'achat, accompagné de mesures significatives en faveur des bas salaires renforcant celles qui ont été acquises dès le 1^{er} janvier 1982, et d'un effort de solidarité des plus hautes rémunérations, dans le cadre d'un système d'augmentations salariales anticipées et préfixées.

Par ailleurs, la politique salariale est menée avec cohérence et continuité dans le sens de la remise en ordre souhaitée par les organisations syndicales de fonctionnaires, avec notamment la réduction des écarts hiérarchiques, l'intégration dans le traitement des dispositions utiles dans le passé comme parrainage à l'amélioration des bas salaires, la publication des traitements les plus élevés (échelles supérieures), jusqu'à tenir compte, une meilleure information sur les primes et indemnités tendant à une transparence complète (même si de fortes résistances, que nous combattons, continuent de se manifester), la simplification des grilles indiciaires, la poursuite de l'intégration de l'indemnité de résidence et de la suppression des zones.

Dans le domaine des droits nouveaux des progrès spectaculaires, dont les intéressés pourrout bientôt mesurer les effets, ont été réalisés. Pour que le fonctionnaire soit pleinement responsable, il faut que, dans le respect du principe de neutralité du service public, il soit réellement libre.

Sept décrets, parus au *Journal officiel* du dimanche de la Pentecôte, ont comblé un grand vide juridique et confié aux fonctionnaires un système de droits sociaux et syndicaux qui est le plus avancé existant actuellement dans notre pays. Mentionnons : l'heure mensuelle d'information syndicale sur le temps de travail, l'accroissement des prérogatives et moyens des organisations syndicales et des organismes paritaires, l'institution de comités d'hygiène et de sécurité et d'une médiation laïque, la liberté d'organisation des syndicats entraînant la reconnaissance de la section syndicale, etc.

Dans le même temps, la transparence de l'administration a été améliorée par la publication, pour la première fois, des résultats des élections professionnelles et par

Le *Rassemblement pour la défense de la Guyane* (R.D.G.) et l'*U.D.F. de Guyane*, ont décidé de soumettre aux agents économiques du département un projet de société libérale pour la Guyane, en vue du congrès qui réuniront ces deux formations le 19 novembre prochain.

l'adoption d'un rapport détaillé sur la fonction publique en 1981. La législation antérieure mise en place par les gouvernements précédents est en voie d'abrogation. Les dispositions autorisant des discriminations sexistes ont été supprimées. Des mesures sont prises ou en préparation pour l'emploi des handicapés, les activités physiques et sportives, la culture. La réforme du système de formation des fonctionnaires vise à accroître l'efficacité de l'administration, à rendre son recrutement plus conforme à la réalité sociale, et à favoriser son décloisonnement.

D'ores et déjà, un ensemble cohérent de réformes concrètes, élaborées dans une large concertation avec les organisations syndicales représentatives, tendent à débarrasser la fonction publique de ses défauts essentiels, en engageant dans une rénovation démocratique fondée sur la responsabilité la liberté des serviteurs de la nation.

Et, au-delà de ce qui a été fait en quinze mois, il faut poursuivre, n'en déplaise aux nostalgiques de la fonction publique domestiquée.

ANICET LE PORS.

Prochain article :

LA PERSPECTIVE

la technique PICARD évolue

1 CLE + 1 CODE PROTECTION RENFORCÉE

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi matin 1^{er} septembre, au palais de l'Élysée sous la présidence de M. Mitterrand. Au terme des travaux, le communiqué suivant a été rendu public.

● DÉVELOPPEMENT DES INVESTISSEMENTS ET PROTECTION DE L'ÉPARGNE

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi reprenant les dispositions d'ordre législatif de l'ensemble des mesures pour le développement des investissements et la protection de l'épargne, dont les grandes orientations avaient été exposées au conseil des ministres du 25 août dernier.

● LA FORMATION SYNDICALE DES AGENTS DE L'ÉTAT

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi relatif à l'attribution aux agents de l'État du congé pour la formation syndicale. Il allège les conditions d'attribution de ce congé, destiné à permettre la formation des cadres des organisations syndicales, sur celles qui sont actuellement en vigueur pour les travailleurs couverts par le code du travail.

● TITULARISATION DES AGENTS NON TITULAIRES DE L'ÉTAT

Le conseil des ministres a adopté

un projet de loi relatif à la titularisation des agents non titulaires de l'État, qui représentent aujourd'hui 20 % du total des effectifs.

Les emplois correspondant aux besoins permanents de l'État devront désormais être occupés par des agents titulaires. Les exceptions à ce principe ne pourront être autorisées que dans des cas indispensables pour le fonctionnement du service public et suivant une procédure très stricte qui empêchera la reconstitution d'une « fonction publique parallèle ».

En second lieu, le projet de loi fixe les conditions de l'intégration dans la fonction publique des agents de l'État non titulaires actuellement en fonction, et qui en feront la demande. Ceux-ci bénéficieront de la prise en compte de leur ancienneté au service de l'État et de garanties concernant leurs rémunérations et leurs conditions d'avancement dans les corps d'accueil. Les règles adoptées pour ces titularisations, qui s'étaleront sur plusieurs années, ont été conçues de telle sorte que les fonctionnaires déjà titulaires ne soient pas lésés.

Un décret ouvrira dès 1982 les pos-

sibilités de titularisation en faveur des agents auxiliaires de l'État des catégories C et D ; quatre-vingt mille d'entre eux pourront, s'ils le souhaitent, être titularisés dans les deux prochaines années selon les principes définis par le projet de loi.

● PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1983

Le gouvernement a adopté le projet de loi de finances pour 1983, présenté par le ministre délégué chargé du budget. Dans le contexte actuel de crise internationale, ce projet traduit quatre choix : le renforcement de notre potentiel économique, la maîtrise de la dépense publique, la solidarité, la simplification fiscale.

(Lire pages 1 et 2 de 21 à 25.)

● LA SITUATION INTERNATIONALE

Le ministre délégué chargé des affaires européennes a rendu compte au conseil des ministres de la situation au Liban, en soulignant que l'évacuation de Beyrouth-Ouest par les combattants palestiniens et syriens se déroulait de façon satisfaisante.

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT
ENSEIGNEMENT PRIVE
AVENIR ASSURE
secrétariat de direction
secrétariat médical
40, RUE DE LIEGE - 75008 PARIS
Tél. : 387.58.83. M^o : Liège - Europe - St-Lazare

POUR LE 8^e CENTENAIRE DE NOTRE-DAME

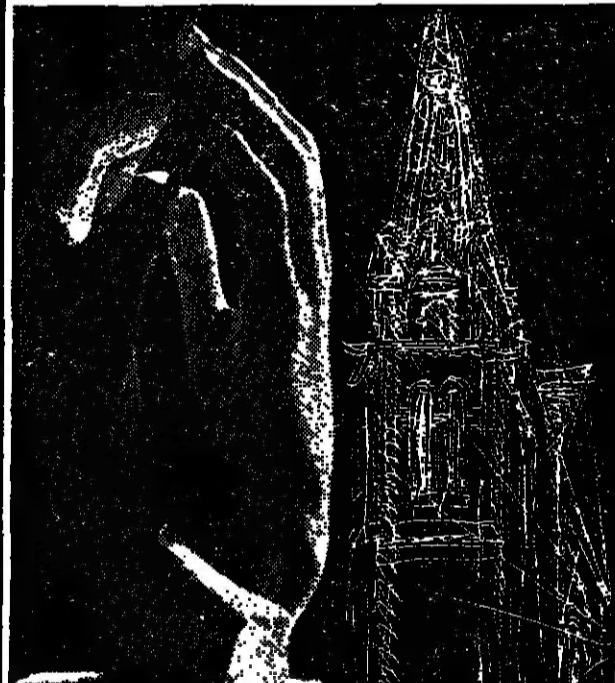
"Une cathédrale ce sont deux mains qui s'unissent en prière".
(Rodin)

Auguste Rodin, génie de la sculpture, a écrit ce seul livre : *Les Cathédrales de France*.

19 Mai 1182 :

Tout Paris est en liesse. On consacre la cathédrale de Notre-Dame pour laquelle ont travaillé les plus grands architectes de l'époque et des milliers de compagnons : tailleurs de pierre, sculpteurs, maçons, vitriers, charpentiers. Son architecture nouvelle bouleverse les idées reçues, mais les fidèles ressentent profondément l'impression d'envolée vers le ciel traduite par la hauteur des voûtes et le jeu de lumière de la nef. L'art gothique a trouvé son épanouissement.

Pour fêter cet événement, Jean de Bonnot imprime le seul livre d'Auguste Rodin, génie de la sculpture : *Les Cathédrales de France*. C'est plus qu'un livre, c'est son testament spirituel.



Jean de Bonnot publie en édition d'art les **Cathédrales de France d'Auguste Rodin**. C'est le seul livre écrit par ce génie de la sculpture. C'est aussi son testament spirituel.

Attention : le livre paraîtra dans 6 mois environ. Les souscriptions sont ouvertes. Ne pas joindre de règlement.

"Je liegue aux Français leur plus grand trésor artistique : *Les Cathédrales de France*". (Rodin)

Cet ouvrage d'art est actuellement en impression. Il sera relié au fur et à mesure des demandes, la date de la poste faisant foi. Le tirage est limité aux seuls souscripteurs. Dès aujourd'hui, vous pouvez envoyer votre bulletin, sans aucun engagement de votre part : les 1600 premiers souscripteurs recevront un exemplaire du tirage de tête.

Pour ce grand livre d'art : prix éditeur.

Une œuvre de cette importance réclamait une édition de grand prestige. Dans ce livre, il n'y a aucune magie, seulement un soin patient apporté à chaque détail. Le papier est fabriqué lentement par une machine dite à la "forme ronde", inventée au XVIII^e siècle. Par ce procédé, les fibres de la pâte s'entremêlent naturellement et forment un papier solide et sonnant. Aucun blanchiment chimique : les feuilles gardent leur couleur naturelle ivoire. Un

filigrane que vous pouvez apercevoir en transparence garantit sa qualité.

Nous utilisons toujours les anciens outils du relieur : tranchet, massicot, fers à dorer gravés à la main. Les cahiers sont assemblés et cousus avec du fil résistant. Les coins du cuir sont repliés à la main avec un os de bœuf.

Description de l'ouvrage.

1 vol. grand in-quarto (21 x 27 cm). 730 pages environ, 138 dessins de Rodin. Papier chiffon filigrané aux canons. Reliure pleine cuir d'une seule pièce. Dos à l'or fin 22 carats, plats repoussés à l'or et à l'argent. Tranches filigranées et signet tréflés assortis. La reliure de ce livre a reçu le prix Aspre de Rome 1982, pour la plus belle reliure artistique de l'année. En effet, l'artiste Ingo Avolta a réussi à exprimer merveilleusement, en argent et or véritable, le symbolisme profond de la cathédrale. Une doublure invisible du dos assure une résistance supplémentaire.

Nos décors sont gravés à la main, 183 cm² de feuille d'or véritable, tirés 22 carats, sont utilisés pour chaque volume.

Garantie à vie

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petites détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'ouvrage est et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot

CADEAU

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront, avec cet envoi, une estampe originale représentant un paysage.

Cette gravure de 14 x 21 cm est une véritable petite œuvre d'art, numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera précieuse, quelle que soit leur décision.

Jean de Bonnot.

Prêtez-moi ce livre S.V.P.

à envoyer à JEAN DE BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Cui, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours *Les Cathédrales de France d'Auguste Rodin*, en un seul volume 21 x 27 cm, auquel vous joindrez mon cadeau.

J'attendrai néanmoins le temps nécessaire pour qu'il puisse être relié (environ 6 mois).

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir ; mais je conserverai, de toute façon, la gravure que vous m'offrez.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 345 F (+22,80 F de frais de port).

Nom Prénoms

Adresse complète

Code postal Ville

Signature 1

Je déclare sur l'honneur que tant mon adresse que ma signature sont conformes.

SCIENCE PO. Préparations

Stage intensif de 10 jours
Stage annuel de 30 jours
Stage permanent

100, rue de la Harpe - 75005 PARIS
Tél. : 33.1.27.27.27

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger

Compteur 1200-747 St. Lazare

NADAUD 18/24, rue Tiphaine 75015 PARIS
M. 579.82.37 et 337.71.18 +
enseignement privé laïque Métro La Motte Picquet Grenelle

ISEEC
Institut des sciences économiques et commerciales
Gestion - Comptabilité - Commerce Int'l
Préparation bac G2, G3, BTS

Le Monde

société

JUSTICE

A la demande des parents des victimes de la catastrophe de Beaune

Deux pages de «Hara-Kiri» devront être «occultées»

Le président du tribunal de Paris, M. Marcel Caratini, a ordonné en référé, mercredi 1^{er} septembre, aux responsables de «Hara-Kiri» de retirer les exemplaires de ce mensuel encore en circulation et de ne les rediffuser qu'après «occultation» de deux pages. Ces deux pages

Il avait gardé sa tête, M. Georges Bernier, alias le professeur Choron, mais avec plus de conviction, de mercredi, devant M. Caratini. Tout près du journaliste humoriste, se trouvaient, il faut le dire, les représentants des familles, des femmes et des hommes en deuil, encore effondrés par le chagrin, qui n'ont pas pu supporter dans les kiosques de leur ville cette plaisanterie sur leurs enfants disparus. «C'était pour admettre, dit Choron, la bêtise et l'hypocrisie, car l'accident de Beaune, comme ceux de 6-7 ou du C.E.S. Pallaron, était prévisible. On n'envoie pas la nuit, sous la pluie, sur des routes, des enfants, comme ce fut le cas. Quant au reste, à la présentation, ce n'est, selon la défense, que l'esprit de Hara-Kiri, le style, le ton qui, depuis 1982, plaisent à un certain public.

«Il n'y a pas d'atteinte à la vie privée, expliqua M. Claude Barbillon, l'avocat et l'ami du professeur Choron. Les familles sont anonymes sur les photos. Ce ne sont pas des photos de drame. — Alors, demande l'avocat de l'Association pour la défense des intérêts matériels et moraux des familles des victimes, M. Roland Wey, ce montage avec des parents devant des cercueils et cette bulle «Une mère n'y

contenaient des montages photographiques évoquant la catastrophe de Beaune, le 31 juillet, et la mort de quarante-quatre enfants. Il a refusé d'ordonner la pure et simple saisie qui lui était demandée par l'association des familles des victimes.

«Les figures nudités pages». La magistrat a considéré ces pages comme «offensantes pour la douleur et la dignité des familles concernées par la catastrophe». — C. C.

PROTESTATIONS

Pour l'équipe de Hara-Kiri, qui a décidé d'interjeter appel, l'ordonnance n'est «en réalité qu'une véritable assise du numéro puisqu'il n'est pas possible matériellement d'exécuter une telle décision. Comment en effet retirer cent quatre vingt mille numéros sur quatre mille points de vente et blanchir deux pages au moyen d'un procédé technique qui reste à inventer ? En 1980, toutefois, Mme Giscard d'Estaing avait poursuivi Hara-Kiri (Le Monde daté 3-4 février 1980), pour un montage photographique où elle apparaissait nue sur les genoux d'un écrivain. Une ordonnance de référé avait alors fait injonction au responsable du journal de retirer immédiatement la couverture incriminée et de faire cacher par un encrage noir la totalité de l'image. Toutefois, l'ordonnance, pour des raisons matérielles, n'avait été exécutée qu'en partie.

POLICE

Au «Journal officiel»

DES POUVOIRS ÉTENDUS POUR M. FRANCESCHI

Le Journal officiel du jeudi 2 septembre publie le décret relatif aux attributions de M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique.

M. Franceschi a ainsi compétence sur «l'ensemble des questions concernant la sécurité publique», «sous l'autorité» et «par délégation» de M. Gaston Defferre. En conséquence sont mis à sa disposition, au sein du ministère de l'Intérieur, «la direction générale de la police nationale et l'ensemble des services qui lui sont rattachés».

Le décret confirme surtout le droit de regard de M. Franceschi sur la Direction générale de la sécurité extérieure (D.G.S.E., ex-S.D.S.E.), qui jusqu'à présent, dépendait exclusivement du ministre de la Défense (Le Monde du 31 août). «Pour l'exercice de ses attributions», précise-t-il, M. Joseph Franceschi fait appel à la Direction générale de la sécurité extérieure. Il en tient informé le ministre de la Défense. Cette décision est conforme à la volonté de centraliser et de mieux coordonner le travail des services chargés, à un degré ou à un autre, du travail de renseignement : D.G.S.E. d'une part, Direction de la surveillance du territoire et Direction centrale des renseignements généraux d'autre part, qui, elles, dépendent directement du secrétaire d'Etat.

«DÉCOUVERTS» PAR LES SERVICES D'ESPIONNAGE

Les Irlandais de Vincennes étaient surveillés depuis plusieurs mois par la D.S.T.

Les trois Irlandais arrêtés samedi 28 août à Vincennes (Val-de-Marne) et «découverts» par la D.G.S.E. étaient en fait connus de certains services de police française depuis plusieurs mois. Ainsi, la direction de la surveillance du territoire (D.S.T.), comme nous le laissons entendre mardi (Le Monde du 1^{er} septembre), suivait les allées et venues de Michael Plunkett et de Mary Reid dans la capitale et surveillait Stephen King à chacun de ses séjours en France.

Les enquêteurs de la D.S.T. avaient acquis la conviction que les deux activistes irlandais avaient choisi la France, d'abord pour échapper à certains de leurs amis de l'I.N.L.A. auxquels paraissait les opposer un désaccord, que pour préparer des attentats, et que leur présence, de leur point de vue, ne constituait donc pas un danger important.

Selon certaines informations, Mary Reid, qui affirme ne pas être membre de l'I.N.L.A. mais simplement de l'alle politique de cette organisation, le parti irlandais républicain socialiste (I.R.S.P.), s'apprêtait même à demander le statut de réfugié politique aux autorités françaises. Si cette version était confirmée par l'Instruction du M. Jean Perle, le magistrat de Créteil (Val-de-Marne) à qui a été confié le dossier, il apparaîtrait que ce groupe de militants irlandais tenait en fait, de s'éloigner du milieu nationaliste actif d'Irlande.

Les trois Irlandais ne seront pas entendus, en tout cas, sur les raisons de leur présence en France dans l'immédiat par M. Person. Le magistrat doit auparavant prendre connaissance des divers éléments du dossier, notamment des expertises balistiques qui seront confiées au laboratoire du R.K.A. (Bundes Kriminalamt) de la République fédérale d'Allemagne. Parmi les documents saisis et placés sous scellés judiciaires, dont la traduction n'est pas achevée, les policiers de la brigade criminelle auraient trouvé des écrits littéraires de Mary Reid et deux cent cinquante photos de famille.

Les inculpés incarcérés dans trois prisons

Les inculpés ont été incarcérés dans trois prisons différentes : Michael Plunkett à la prison de la Santé, Mary Reid à Fleury-Mérogis, et Stephen King à Fresnes. Seuls, les deux premiers sont pour l'instant assistés d'un avocat — M. Eric Allain du barreau de Créteil. — Stephen King n'ayant pas encore désigné un défenseur. Kalan, le fils de la jeune femme, âgé de neuf ans, a été placé provisoirement dans un foyer de l'Aide sociale à l'enfance du Val-de-Marne.

FAITS ET JUGEMENTS

Désespoir meurtrier

Étaient-elles vraiment insurmontables, ces difficultés financières auxquelles faisait face M. Georges Billore, trente-six ans, plombier à Champvert (Nièvre). A ses yeux, sûrement. Mercredi 1^{er} septembre vers 8 h 30 du matin, un passant voyant l'atelier du plombier en flammes, appelle les pompiers. Ceux-ci parviennent rapidement à circonscrive le feu. On découvre alors que de l'essence a été répandue sur le sol et qu'un dispositif relié à la minuterie devait faire sauter le brûleur de la chaudière.

Dans la maison adjacente, on trouve le corps de Mme Yolande Billore, trente-quatre ans, et des enfants, Raphaël, douze ans, et Olga, quatre ans. Tous trois sont morts étranglés dans leur lit. Point de trace de Georges Billore. Il a cependant laissé une lettre où il parle de ses intentions et de ses difficultés financières. Il annonce également une autre lettre qui dira où il se trouve. Depuis mercredi matin les gendarmes de Decize le recherchent. Sa bicyclette a été trouvée près du canal du Nivernais. Jeudi dans la matinée, aucune lettre n'avait encore été reçue.

Tentative d'évasion au palais de justice de Beaune

Beaune. — Arrivé d'un car, un détenu, Francis Jacottin, vingt-cinq ans, a tenté de prendre en otage, mercredi 1^{er} septembre, au palais de justice de Beaune (Cote-d'Or), le juge d'instruction M. Eric Gilet, dans le cabinet duquel il était entendu pour la double évasion de la centrale de Liancourt (Oise), le 28 mars.

Rapidement maîtrisé par les gendarmes, Jacottin a tout de même réussi à blesser le magistrat au menton et à la main. Après avoir reçu des soins à l'hôpital de Beaune, le juge d'instruction a tenu à mettre hors de cause les quatre gendarmes qui avaient escorté le détenu depuis la prison de la Santé. Les fouilles réglementaires ont été effectuées. Selon le magistrat, Jacottin aurait tenté une évasion même avant de quitter la centrale.

Beaucoup de précautions sont prises au palais de justice de Beaune, concernant les comparutions de détenus. C'est ainsi qu'une audition concernant cette même affaire avait été annulée, car un troussin de clés de voiture avait été trouvé dans la salle d'attente réservée aux détenus, et on avait craint qu'une évasion n'ait été préparée.

Francis Jacottin est soupçonné

d'avoir été l'organisateur de l'évasion de deux hommes condamnés à perpétuité, Michel Mackymovics et Raymond Guérin. Pour échapper aux gendarmes qui les avaient arrêtés, ces deux hommes avaient mené de faire sauter la voiture où ils se trouvaient en compagnie d'un otage, Mme Laurence Benoit, de Saint-Saint-Maxime (Oise). Au début mai, ces deux repris de justice et tous ceux qui avaient participé à la préparation et à l'exécution de cette évasion avaient été arrêtés par les inspecteurs de la Brigade de recherche et d'intervention (B.R.I.) à Anisay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). — (Corresp.)

M. Sarre (P.S.)

veut interdire la vente de «Suicide mode d'emploi»

M. Georges Sarre, député socialiste de Paris, a demandé récemment au ministre de la Justice, s'il envisage de prendre des mesures pour démontrer et empêcher la mise en vente de ce livre Suicide mode d'emploi, de Claude Guillon et Yves Le Bonnier, publié par les éditions Alain Moreau, et qui contient, suivant les auteurs, une liste de recettes pratiques pour se donner une «mort douce».

Étant donné que les auteurs «écritient, de façon irresponsable, à la recherche facile d'un sensationnel morbide», le député socialiste ajoute : «Depuis sa mise en vente au public, des suicides et tentatives de suicide ont lieu dont toutes directes du contenu de ce livre. Devant ces événements tragiques, qui sont autant de drames individuels qui auraient pu être évités, il est permis de s'interroger gravement sur les dangers d'une publication qui met entre les mains d'êtres désespérés, constitue une invitation à accomplir le geste irréversible».

Il y a quelques semaines, M. Badinter avait déjà indiqué au ministre de la Santé, M. Jack Ralite, que l'intérêtrogés sur la même question, que, dans l'état actuel du code pénal, aucun passage de ce livre ne tombait sous le coup de la loi, qui punit par exemple de la peine ou de l'interdiction à la vente. Le ministre ajoutait cependant que la commission de révision du code pénal avait entamé une réflexion sur la possibilité de réprimer légalement l'aide au suicide.

Réagissant à la question écrite de M. Sarre, M. Alain Moreau s'est étonné qu'un «sa de gauche» réagisse de cette manière, ajoutant : «Je regrette de devoir rappeler à Georges Sarre que la liberté d'écouter ne se partage pas en bons ou mauvais sujets».



Quand César vint au monde, rejeton débile d'une famille patricienne déchue, Rome était démolie par les discordes et les rivalités politiques et les soulèvements militaires.

César pleure d'envie devant la statue d'Alexandre le Grand

Jeune homme de santé médiocre, souffrant de crise d'épilepsie, prodigue et efféminé, César paraissait avoir comme seuls penchants l'élégance et les plaisirs. Rares furent les esprits qui surent deviner dans ce mauvais sujet le futur maître de Rome et le fondateur de l'Empire.

Seul Sylla, le tyran, ne s'y trompa pas et voulut le faire mettre à mort. Il prophétisa : «dans César se cachent plusieurs Marius». En effet, sous ses apparences mondaines et débauchées, il était habité par une ambition brillante et sans limites.

En Espagne, nous relate Suétone, on l'avait vu pleurer d'envie devant la statue d'Alexandre le Grand «car à son âge, celui-ci avait déjà conquis le monde». Plus tard, il s'était juré : «je cherchais ma chance jusqu'au fond de l'eau».

Enfin la fortune frappe à la porte de César : le Sénat romain le charge du gouvernement des Gaules, plus pour l'éloigner de Rome que pour le récompenser.

Cette Gaule «héroïque et rebelle»

En huit ans, César soumet 300 nations, prend d'assaut 800 villes. Un million de valeureux guerriers gaulois périront, autant que de Français à la guerre de 14-18 pour une population sept fois inférieure !

Avec une précision remarquable et un style de grand écrivain, César informait régulièrement le Sénat de ces mouvements et de ses victoires. Plus tard, il réunira ses rapports dans un seul ouvrage auquel il donnera le titre de «De Bello Gallico» : la Guerre des Gaules. Même Cléopâtre, ennemi de César, reconnaîtra dans son livre «Brutus» que cette œuvre «a fait et rédigée dans un style si parfait et naturel qu'il a enlevé aux historiens sensés l'idée d'écrire sur le même sujet».

En deux volumes d'art Jean de Bonnot publie la «Guerre des Gaules» de Jules César

C'est le premier livre de l'histoire de notre Patrie.



César s'était juré en regardant combattre ces légionnaires : «je chercherai ma chance jusqu'au fond de l'eau».

Avec Napoléon l'Histoire a aimé se répéter

Deux mille ans plus tard environ, dans une petite ville de la Corse, naît un autre rejeton de famille noble déchue. Petit frère, d'une pèlerine mortelle, il sera un jeune officier sans commandement et sans avenir jusqu'au moment où, pour l'éloigner de Paris, le Directoire lui donnera le commandement d'une armée affamée et en guenilles, l'Armée d'Italie. Bonaparte en fera l'outil pour la conquête du pouvoir.

Combien de fois Napoléon a-t-il médité sur l'œuvre de César. Combien de nuits entières passées à étudier ses manœuvres d'attaque et de défense, ses actes politiques, ses ruses et ses projets ambitieux.

Quand Waterloo eut abattu les

sigles impériaux, le prisonnier de Sainte-Hélène dicta à son fidèle Marchand ses «Réflexions sur la Guerre des Gaules de César». Parues en 1835, introuvables aujourd'hui, nous publions, réunies dans leur intégralité, les écrits de ces deux hommes si semblables dans leur destin de conquérants et de fondateurs d'empires.

Description de l'ouvrage

2 volumes in octavo (14x21 cm), 975 pages au total, 87 illustrations, 10 cartes géographiques. Deux autres documents y sont reproduits : la vie de César par Plutarque et un remarquable ouvrage d'identification des noms des villes et des sites gaulois. Papier chiffon filigrané aux canons. Reliures plein cuir vert antique coupées d'une seule pièce. Motifs à froid et à l'or sur le dos et les plats. Tranches supérieures dorées aussi à l'or fin tiré 22 carats. Nos décors sont gravés à la main. 78 cm² de feuille d'or pur ont été utilisées pour chaque volume.

Garantie à vie

Il vaut mieux avoir peu de livres mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur des satisfactions inépuisables. Le ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails qui prennent de la valeur chaque année car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi j'em engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

CADEAU

Les souscripteurs qui recevront leur bulletin dans la semaine, recevront une estampe originale. Cette gravure de 14x21 cm est numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise quelle que soit leur décision.

Jean de Bonnot

Prêtez-moi ce livre S.V.P.

à envoyer à JEAN de BONNOT

7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Où, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours, le premier volume de «La Guerre des Gaules» de Jules César, auquel vous joindrez mon cadeau.

Si ce premier volume ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai de toute façon la gravure que vous m'offrez.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 156 F (+12,10 F de frais de port). Dans ce cas, vous m'enverrez le deuxième et dernier volume au même prix, le mois suivant.

Nom Prénoms

Adresse complète

Code postal Ville

Signature 1

Je déclare sur l'honneur que tout mon adresse que ma signature sont conformes.

AGENCES : PUB : COPIES COULEURS
Qualité photographique professionnelle
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS 12^e ☎ 347.21.32

MÉDECINE

Les progrès de la médecine nucléaire

Un puissant moyen pour détecter les lésions du cerveau

Le troisième congrès de médecine et de biologie nucléaire qui s'achève à Paris, ce jeudi 2 septembre, aura permis aux spécialistes d'évaluer certaines des nouvelles perspectives qui s'ouvrent à une discipline en pleine mutation. En particulier, médecins biologistes, radiochimistes et physiciens auront pu constater l'ampleur des investigations diagnostiques qu'il sera possible de réaliser à l'avenir, en particulier dans le domaine du cœur, du cerveau et dans celui du dosage « in vitro » de bon nombre de substances, notamment hormones.

Organiser à Paris le troisième congrès de médecine nucléaire, c'était aussi renouer avec l'histoire d'une discipline née de la découverte successive en France de la radioactivité naturelle, puis artificielle (le monde du 30 août). Des travaux menés à Paris avant la seconde guerre mondiale, singulièrement la découverte par Frédéric et Irène Joliot-Curie que des atomes pouvaient devenir radioactifs artificiellement, n'étaient pas nées immédiatement l'idée d'une application médicale, diagnostique ou thérapeutique. Néanmoins, la voie était ouverte. La guerre devait interrompre les recherches dans ce sens, notamment à l'Institut du radium et au Collège de France.

C'est aux États-Unis, à Berkeley, qu'à la faveur de la guerre, ces travaux prirent une dimension nouvelle. La construction de piles atomiques — nécessaires à la fabrication de la bombe — ouvrit la voie à la production d'énormes quantités de neutrons. Ces neutrons pouvaient être, entre autres, utilisés comme particules « bombardantes » qui permettraient de fabriquer des « radio-isotopes » artificiels, c'est-à-dire des substances radioactives injectables dans l'organisme et qu'il serait possible de « suivre » grâce à des détecteurs placés à l'intérieur du corps humain. Depuis la guerre, parmi les appli-

cations civiles de l'énergie atomique, a ainsi figuré l'émergence de la médecine nucléaire.

En trente-cinq ans, celle-ci devait être marquée par plusieurs étapes décisives : de 1945 à 1960, l'essentiel de ses applications fut limité aux explorations de la thyroïde grâce à l'affinité de cette glande avec l'iode radio-actif. A partir des années soixante apparurent successivement des gammes-caméras qui permettaient d'obtenir des images d'une qualité jusqu'alors inégalée, puis de nouveaux radio-isotopes à vie courte, utilisables pendant des périodes très brèves, tel que le technétium, ou qui offraient toute garantie d'incertitude.

Depuis quelques années, les applications de la médecine nucléaire se sont considérablement élargies en parallèle avec l'évolution de la radiologie « classique », avec l'apparition du scanner et grâce au couplage avec l'informatique qui est aujourd'hui la règle. A présent, quantité d'examen (pulmonaires, hépatiques, cardiaques, etc.) peuvent être entrepris grâce au concours de la médecine nucléaire.

Dosages d'hormones

C'est sans doute dans le domaine de la connaissance du cœur et du cerveau que cette discipline sera à l'avenir la plus fructueuse. Les radio-isotopes à vie courte, administrés en une seule fois par voie intraveineuse, permettant, en effet, d'évaluer avec précision le débit cardiaque, l'intégrité des cellules du myocarde et la qualité de leur irrigation. Ainsi pourra être évité de plus en plus le recours aux méthodes classiques moins facilement acceptées par les malades, telles que l'introduction d'une sonde.

Dans le domaine du cerveau, le progrès a été tout aussi à l'avenir, la mesure du débit sanguin cérébral, la mesure de la pression intracranienne, la mesure de la pression du liquide céphalo-rachidien, etc. La médecine nucléaire permet, en effet, par l'injection de marqueurs radioactifs, d'apprécier l'état vasculaire du cerveau. Ainsi, l'injection

d'une nouvelle substance radioactive, l'iodo-émphétamine, permet-elle, depuis environ un an, de franchir la barrière hémato-méningée qui protège le cerveau et d'apprécier les différences de vascularisation des zones cérébrales.

D'autre part, seront mieux connus à l'avenir certains aspects du fonctionnement chimique du cerveau. Ainsi, l'injection de glucose marqué par des isotopes à vie courte permettra d'évaluer la consommation de cette substance par les cellules cérébrales, ce qui fournit de précieux renseignements sur la biochimie de l'encéphale.

Ainsi, la médecine nucléaire offre-t-elle des perspectives non seulement dans la détection des tumeurs, mais aussi dans la mise en évidence de maladies qui ne s'accompagnent d'aucune lésion anatomique, mais résultent de troubles métaboliques.

L'un des champs les plus prometteurs présentés au congrès de Paris concerne, enfin, le dosage *in vitro*, c'est-à-dire la mesure, dans le sang, les urines, le liquide céphalo-rachidien, de substances aussi variées que des médicaments, des hormones ou des substances allergènes. On sait, en effet, mesurer, par exemple, des hormones qui permettent d'évaluer la quantité de la même hormone, non marquée, dans les humeurs du malade. Ainsi se définit la radio-immunologie, qui a valu le prix Nobel de médecine, en 1977, à Mme Rosalyn Yalow (États-Unis), présente au congrès de Paris. Cette méthode permet de détecter, outre les insuffisances thyroïdiennes — généralisées chez les nouveau-nés, de retard de développement mental, — mais aussi la présence du virus de l'hépatite virale B, l'immunoglobuline E, principal support des phénomènes allergiques, etc.

Comme l'ont souligné l'ensemble des congressistes, la médecine nucléaire ne se développe pas au détriment des disciplines qui l'ont précédée, telles que la radiologie ou plus récemment la scintigraphie, mais en symbiose avec elles pour affiner encore les méthodes de diagnostic.

CLAIRE BRISET.

Les résultats préliminaires d'une enquête nationale

Les anesthésies seraient responsables chaque année de 5 000 accidents graves, dont 1 250 décès

L'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) a rendu publics, ce jeudi 2 septembre, les résultats préliminaires d'une enquête sur les accidents médicaux dus aux anesthésies. Cette enquête a été menée par un groupe de travail mis en place en 1977 à la demande de Mme Simone Veil, alors ministre de la Santé. Elle établit des statistiques à partir de plus de 190 000 anesthésies pratiquées entre avril 1978 et mars 1982 et apporte, pour la première fois en France, de nombreuses informations en matière d'anesthésiologie.

Il aura donc fallu plus de cinq ans pour que les premiers résultats de l'enquête sur les accidents médicaux dus aux anesthésies soient rendus publics. Un délai dû à la lourdeur méthodologique du travail mais aussi à l'incertitude ressentie il y a quelques mois au ministère de la Santé au vu des premiers résultats partiels. Or, est-il en définitive ? L'enquête a porté sur cent quatre-vingt dix mille trois cent quatre-vingt-neuf anesthésies pratiquées pour moitié dans des établissements publics et pour moitié dans des établissements privés entre mai 1978 et mars 1982. Elle a été de type prospectif, c'est-à-dire que les données ont été recueillies avant que l'on sache si une complication surviendrait ou non.

Tous les types d'anesthésie étaient retenus (générale, loco-régionale ou locale) lors des interventions chirurgicales ou des examens complémentaires (radiologiques ou endoscopiques). On a à la fois recensé les incidents (événements anormaux de gravité mineure, de type cardio-vasculaire, respiratoire, etc.) et les accidents majeurs : décès ou séquelles graves handicapantes (troubles cardiologiques, paralytiques, coma, etc.). N'ont cependant été retenus que les incidents et les accidents survenus au cours de l'intervention et dans les vingt-quatre heures suivantes pour lesquels les liens de causalité avec l'anesthésie pouvaient être — totalement ou partiellement — établis.

Un échantillon d'établissements hospitaliers avait été constitué, représentatif de l'ensemble de la

Elle permet aussi de calculer les risques encourus par les patients : 1 accident grave pour 718 anesthésies et un décès pour 2 855. Compte tenu du caractère représentatif de l'échantillon choisi et sur la base des 3 600 000 interventions chirurgicales réalisées chaque année en France, on peut en déduire que les anesthésies sont responsables annuellement d'environ 5 000 accidents graves, dont 1 250 décès.

Les résultats de l'enquête seront présentés au meeting de l'Académie européenne d'anesthésiologie organisée à Paris du 4 au 6 septembre.

On aura donc fait plus de cinq ans pour que les premiers résultats de l'enquête sur les accidents médicaux dus aux anesthésies soient rendus publics. Un délai dû à la lourdeur méthodologique du travail mais aussi à l'incertitude ressentie il y a quelques mois au ministère de la Santé au vu des premiers résultats partiels.

Il apparaît que 84 % des anesthésies sont réalisées par des interventions chirurgicales ; viennent ensuite les explorations diagnostiques (5,3 %) et les accouchements (moins de 4 %), dont la moitié pour césarienne. En grande majorité, les anesthésies sont programmées : seules 17 % sont pratiquées en urgence. Dans l'ensemble retenu, les anesthésies générales représentent 90 % des actes. Dans près de huit cas sur dix, les patients ne souffrent pas d'autre perturbation organique que celle qui nécessite l'acte chirurgical, et les centres hospitaliers régionaux (établissements publics) recrutent plus de malades gravement atteints que les établissements privés ; ils réalisent aussi, en proportion, plus d'interventions en urgence.

Sur les 190 000 cas étudiés, on a enregistré 255 accidents, dont 66 décès, soit environ 1 accident pour 718 anesthésies et 1 décès pour 2 855. D'une manière générale, la fréquence des accidents et des décès est étroitement liée à l'état de santé des patients et au degré d'urgence.

Le chapitre concernant la fréquence des accidents selon le type d'établissements est plus difficile à résumer. On y relève cependant que, quel que soit l'indice de gravité considéré, c'est dans les établissements publics autres que les centres hospitaliers régionaux que les accidents sont les plus fréquents. Près de la moitié des accidents surviennent dans les vingt-quatre heures qui suivent l'intervention. C'est, en d'autres termes, souligner l'importance de la surveillance lors de la période de « réveil » où, le plus souvent, le médecin anesthésiste n'est pas présent.

JEAN-YVES NAU.

(1) La Lorraine et le Grand-Ouest-Boulonnais ont refusé de participer à cette enquête. La Corse n'avait pas, dans un premier temps, été comprise dans le champ d'étude.

CRITIQUES

Les études scientifiques sont faites pour être critiquées. Celle présentée aujourd'hui par l'INSERM n'échappera pas à la règle, ne serait-ce qu'à cause de son sujet et du prochain meeting de l'Académie européenne d'anesthésiologie, qui sera présidé à Paris par le professeur Jean Lassus (Paris). La méthodologie de cette étude a déjà été, à dire vrai, contestée avant même que ses conclusions préliminaires ne soient rendues publiques. Ces dernières, telles qu'elles sont présentées, ne sont, au total, guère alarmistes par rapport aux fréquences des décès calculées à l'étranger à partir d'enquêtes similaires.

En revanche, on ne manquera pas de regretter que l'enquête ait été limitée à la période des vingt-quatre heures qui suivent l'anesthésie. Une récente étude britannique s'intéressait, elle, à la période des six jours qui suivent l'intervention chirurgicale, ce qui se traduit par une augmentation du taux des complications recensées.

D'autre part, certains spécialistes reprochent aux pouvoirs publics de n'avoir pas connu-

nié les estimations provisoires de l'enquête française. Ces estimations qui portaient sur six régions (Nord, Provence-Côte d'Azur, Basse-Normandie, Champagne, Auvergne, Rhône-Alpes) établissaient une nette différence entre les accidents et les décès selon le type d'établissements accueillant les patients. Les hôpitaux publics étaient, là, à risque égal, particulièrement mal classés.

Il conviendrait enfin d'expliquer pourquoi l'enquête INSERM, qui porte sur cent quatre-vingt-dix mille anesthésies, n'a trouvé « aucun décès » chez les femmes de moins de cinquante-cinq ans — alors que, dans une communication au meeting scientifique parisien, par les professeurs Geneviève Barrie (Paris) et Michael Rosen (Cardiff), on établissait que le nombre minimal de morts de parturientes est estimé, en France, pour 1980, à cinquante-sept (sans inclure les hôpitaux publics non universitaires) et que trois femmes sur quatre des suites d'une anesthésie dans les seuls hôpitaux universitaires. — J.-Y. N.

SPORTS

TENNIS

LE CHAMPIONNAT DES ÉTATS-UNIS A FLUSHING-MEADOW

Les malheurs de Gerulaitis

Journée pluvieuse, dure journée pour les têtes de série du championnat des États-Unis, mercredi 1^{er} septembre : Gerulaitis et Clero ont été éliminés au premier tour respectivement par l'Allemand de l'Ouest Buehning et l'Australien Warwick, le premier en trois sets, le second au tie-break de la cinquième manche. Tausner et Tentscher n'étaient pas à la fête respectivement contre le Suédois Hjertquist et l'Américain Gurfein avant l'interdiction de leurs matches. Après avoir sauvé une balle de set dans la première manche, Connors vint

facilement à bout de son compatriote Boro-wiak souffrant d'un genou. Quant à McNamee, son match contre Tim Gullickson fut interrompu d'abord par une panne de projecteur puis par la pluie, sur le score de 3-3.

Mauvaise journée aussi pour les Français : Christophe Roger-Vasselin et Sophie Amich ont été éliminés, tandis que Catherine Tanvier a abandonné après s'être donnée une légère entorse à la cheville, contre Tracy Austin qui menait 6-2, 4-1.

De notre envoyé spécial

Square Garden, deux revendeurs californiens ont été arrêtés alors qu'ils négociaient l'achat de 144 000 dollars de cocaïne à un agent de la répression des stupéfiants en mission. Comme les deux hommes n'avaient pas de somme, ils avaient pris contact avec un certain Tony Goble, qui aurait proposé d'avancer personnellement 30 000 dollars au nom de Gerulaitis.

La part de cocaïne qui devait revenir au champion de tennis devait notamment servir à pourvoir les invités d'une « party » donnée dans un hôtel new-yorkais après la finale des Masters. C'est du moins ce qu'ont déclaré les revendeurs californiens à l'agent fédéral qui a enregistré leurs propos. Toutefois, Gerulaitis n'a pas rencontré Tony Goble pour lui remettre l'argent. Les deux revendeurs ont été arrêtés en janvier, et Goble quelques semaines plus tard. Tous les trois ont mis en cause le joueur de tennis qui a été placé sous surveillance policière pendant quelques semaines. Bien que ses liens avec Tony Goble ne fassent pas de doute, la complicité de Gerulaitis dans ce trafic de cocaïne n'a pas été établie. Entendu à titre de témoin par un procureur, il doit comparaître prochainement devant un jury. Après sa défaite contre Buehning, le cinquième joueur mondial a catégoriquement refusé d'aborder cette affaire. Un de ses avocats a proclamé par ailleurs son innocence.

Reste qu'il est difficile de ne pas faire des rapprochements : il y a deux ans, précisément, Yonick Noah avait déclaré que certains joueurs utilisaient des stupéfiants dans une interview au magazine *Roll and folk* qui fit alors grand bruit. Ses propos

déclenchèrent une levée de bouilliers chez les tenants des tentatives qui jurent leurs grands dieux que l'usage d'excitants ou de tranquillisants était impossible en tennis. Noah en fut réduit aux excuses. Officiellement donc, il n'y avait pas de problèmes. Pourtant, l'emploi de cocaïne par les sportifs professionnels, aux États-Unis, est un secret de polichinelle. Récemment, un magazine sportif, *Sports Illustrated*, lui consacra un numéro spécial. Et le problème était d'ailleurs si peu d'actualité que l'Association des joueurs professionnels (A.T.P.) a créé très discrètement une commission chargée d'aider les « victimes » de la cocaïne à se désintoxiquer. Les déclarations de la justice de Gerulaitis, innocent ou coupable, n'auront pas été une expérience négative : désormais, il est clair que l'argent n'est pas la seule menace qui pèse sur le tennis.

ALAIN GIRAUDO.

FOOTBALL

La crise de l'A.S. Saint-Etienne

M. ROGER ROCHER DEMANDE LA CONVOCATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Le tribunal de grande instance de Saint-Etienne a, mercredi 2 septembre, rendu son verdict sur la demande de M. Roger Rocher, président de l'Assemblée générale de l'Association sportive de Saint-Etienne, de convoquer pour le samedi 4 septembre par M. Roger Rocher pour être légalement réunie.

L'ancien président du club stéphanois demande l'application des statuts qui prévoient la tenue d'une telle réunion lorsqu'elle est demandée par le quart des membres. M. Rocher dispose de huit cent cinquante-quatre lettres sur les deux mille trois cents mandats que compte l'Assemblée générale. M. Rocher, président de l'Association sportive de Saint-Etienne, a demandé la tenue d'une telle réunion lorsqu'elle est demandée par le quart des membres. M. Rocher dispose de huit cent cinquante-quatre lettres sur les deux mille trois cents mandats que compte l'Assemblée générale.

L'affaire de la caisse noire de Saint-Etienne, qui selon certains indiquerait, avoisinerait 10 millions de francs, a pris une dimension politique quand M. Roger Rocher a révisé (le Monde du 26 août) qu'il avait aidé financièrement M. Michel Dorzière, ancien ministre, ancien maire de la ville, membre du bureau national du parti radical, et M. Lucien Narvich, président (R.F.R.) du conseil de la Loire, à l'occasion de campagnes électorales.

CYCLISME

Le 5 septembre en Grande-Bretagne

BERNARD HINAULT PARTICIPERA AU CHAMPIONNAT DU MONDE

Bernard Hinault a fait savoir qu'il participerait au championnat du monde sur route, dimanche 5 septembre, à Goodwood (Grande-Bretagne). Sanctionné par la Fédération française de cyclisme (F.F.C.) avec quelques autres coureurs pour avoir refusé il y a plusieurs semaines d'un contrôle antidopage lors d'un championnat, le champion français avait néanmoins décidé de ne pas bouder la compétition mondiale. Cette attitude lui avait valu d'être critiqué par certains

coureurs et l'avait amené, paradoxalement, à envisager de renoncer au championnat du monde. La décision du ministère de la Jeunesse et des sports de réunir le 7 septembre à Paris le conseil pour traiter les problèmes de santé des athlètes, les pressions exercées par M. Bailly, directeur technique national, et par M. Jacques Augé, conseiller sportif de l'équipe de France pour le championnat du monde sur route, ont conduit Bernard Hinault à revenir sur sa décision.

FAITS DIVERS

Un assassin récidiviste

De notre correspondant

Nancy. — « L'assassin vous emmerde, il préfère vivre au soleil qu'à l'ombre ! » avait écrit voici quelques jours sur un bout de carton Jean Rondoux, soixante-trois ans, au chômage depuis plusieurs années. Cet écrivain vengeur, il l'avait ensuite placé sur la porte de son logement situé au huitième étage d'un immeuble du 13, rue de la Seille à Champ-le-Bœuf, une des bandes de la délinquance de Nancy. Mercredi 1^{er} août, aux premières heures du jour, les policiers ont découvert le mot cette fois dans l'appartement des Rondoux en même temps que deux corps : celui de Thérèse, trente et un ans, l'épouse, et celui de Christelle, cinq ans, toutes deux exécutées — d'une balle de 22 long rifle dans la tête. La deuxième enfant du couple, Suzanne, deux ans et demi, épargnée par son père, était sur les lieux lorsque les policiers alertés téléphoniquement par l'assassin arrivèrent sur place. Celui-ci ne courra pas longtemps : réfugié dans la maison inoccupée de ses beaux parents, il sera arrêté jeudi à l'aube.

Drame de la dépression, croit-on alors, avec, en demi-teinte, des relents d'alcoolisme et de chômage. « Cela devait arriver », commente une voisine des étages inférieurs en apprenant le double assassinat vers 8 heures. Car « lui » avait déjà depuis longtemps dans l'immeuble sa réputation : celle d'un assassin !

En 1964, il avait assassiné sa première femme et tenté d'asphyxier ses six enfants. A l'époque, Jean Rondoux était un agriculteur quadragénaire, qui venait de reprendre la ferme de son père, près de Calais. Une réputation de travailleur taciturne, fermier en mai 1964, par l'acquisition du vol de sacs d'engrais. Désemparé, Jean Rondoux décide alors non pas de se supprimer, seul mais d'entraîner sa son insu toute sa famille dans la mort, en ouvrant le gaz, dans la nuit du 2 au 3 mai. Sa femme se réveille trop tôt, il l'a été alors à coups de barre de fer avant que

sa fille aînée ne donne l'alerte. La Cour d'assises du Pas-de-Calais le condamnera à dix ans de réclusion criminelle. Il sortira sept ans plus tard, libre de refaire sa vie. Celle-ci reprend, semblait-il, en Lorraine, où il se marie avec Thérèse, une jeune Yennaise. « Une handicapée mentale », affirme mercredi matin une voisine.

De fait, le tueur n'a pas laissé le même souvenir à Bouffres-aux-Dames, un village rural situé à quelques kilomètres de Nancy. Les Rondoux y occupèrent trois ans durant un petit pavillon. « On le voyait souvent à la manivelle des peintures de l'atelier pour son cheval et peindre un paysage. »

Chômage, vie marginale, boisson, querelle de voisinage et découverte d'un passé fort lourd, finiront pas envahir les Rondoux. « On se fera sauter et puis avec », avait lancé la semaine dernière Thérèse Rondoux à son immeuble. Elle avait tort.

سكرا من الامن

CARNET

DÉFENSE

Naissances

— M. F. Dubois Dayne, M. J. Prins, M. A. Ligonat, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils, Simon, chez leurs petits-enfants, M. et P. BALEYKUNDE, 41, rue de Jussieu, Paris, 12, avenue de Saxe, Lyon, 30, rue du Calvaire, Saint-Clément.

— M. François Lafont, avocat à la Cour et Mme née Rothé, M. J.-P. Rothé, professeur honoraire à l'université de Strasbourg et Mme M. Jacques Lafont, avocat à la Cour et Mme, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils et petit-fils, Laurent, le 10 août 1982, Montpellier, 2, rue Paladine.

— M. Jean-Marc FAIVIN et Mme née Cécile Seydoux, faisant à Grogère la joie d'annoncer la naissance de Arthur, le 18 août 1982.

Décès

— Mme André Baud, son épouse, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, la douleur de faire part du décès de M. André BASSI, de l'école polytechnique, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, survenu à Lille dans sa quatre-vingt-quatrième année. Ses obsèques auront lieu, le vendredi 3 septembre, à 10 heures, en l'église Saint-Sixte de Lille, 25, rue de l'Hôpital militaire, 59000 Lille.

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Jean-Pierre BONNIN, journaliste, reporter-photographe, survenu, le 31 août 1982, à l'âge de quarante-huit ans, de la part de : Françoise Bonnin, son épouse, M. et Luc Bonnin, ses fils, Le capitaine de vaisseau et Mme René Bonnin, ses parents, Le colonel Laurent, son beau-père, Ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, Sa famille et ses amis. La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu, le samedi 3 septembre 1982, à 18 heures à Aixier, 97000 Pointe-à-Pitre, 50, chemin Vert, 97100 Bécasse.

— M. et Mme Georges Darmon, leurs enfants, Mlle Dolly Darmon, M. et Mme Alfred Bocca, leurs enfants, Les familles Darmon, Bocca, Bocca, Bocca, Darmon, M. Monchalin, Mme, Saffier et autres, font part du décès de Mme Henriette DARMON, née BOCCARA, Les obsèques auront lieu, vendredi 3 septembre, à 16 heures, au cimetière de Neuilly, rue de Vigny (la Déesse, entrée 7), 34, rue Pierre-Demours, Paris 16017.

— Mme Louis Hamel, M. et Mme Philippe Duval, M. Jérôme Duval, ont la douleur de faire part du décès de M. Louis HAMEL, maître de Saint-Georges-de-Bouailly, professeur honoraire du lycée de Piau, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, commandeur des Palmes académiques. Les obsèques ont eu lieu, le 26 août 1982, 80720 Saint-Georges-de-Bouailly, 14610 Nyon.

— Mme Charles Hanriot, son épouse, M. Pascal Hanriot, son fils, Les familles Hanriot, Sabel et les amis, ont la tristesse de vous faire part du décès de M. Charles HANRIOT, survenu à Provins, le 25 août 1982. Les obsèques seront célébrées en l'église Notre-Dame-de-Vincennes, le vendredi 3 septembre à 10 h 15, 15, rue de la Harpe, 95300 Vincennes.

— 78 Mont-Saint-Aignan, M. Philippe Mendras, son épouse et ses enfants, M. et Mme Philippe Fourches, et leurs enfants, Parents, frère et sœur, Docteur et Mme Paul Mendras, et leurs enfants, Beaux-parents, beaux-frères, belles-sœurs, font part du décès de Mme Philippe MENDRAS née Elisabeth ROUCHIER, survenue accidentellement, le 26 août 1982, à 8 h (Maroc) dans sa vingt-huitième année. Les obsèques religieuses auront lieu, le samedi 4 septembre 1982, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Merci, 78000 Mont-Saint-Aignan. Un registre à signature Mendras Hen de condoléances, 78000 Mont-Saint-Aignan, 71, chemin des Cortes, 78000 Boissy, 115, rue du Champ-des-Obis.

— Mme René Moreuil, ses enfants, M. et Mme François Moreuil, M. et Mme Jean-Loup Moreuil, M. et Mme Marie Moreuil, et ses petits-enfants : Raphaëlle, Gaëlle, Elise, Laurent, Mathieu, Marion, Anne-Gabrielle, Anne, Mme Evariste Assaro, ont la douleur de faire part du décès de M. René MOREUIL, chevalier de la Légion d'honneur, médaille des Evénements 1939-1945, ancien directeur de l'Office de l'Algérie à Paris, président d'honneur du CEFAC, et du CEFAGI, vice-président de l'U.P.L.S., survenu, le 31 août 1982. Les obsèques ont eu lieu, le 3 septembre 1982, à Paris dans l'intimité. Cet avis tient lieu de faire-part. 7016 Paris.

Remerciements

— Mme Emilie Desbrières, Mme Annie Desbrières, M. et Mme Louis Desbrières, M. et Mme Charles Calbet, leurs enfants et petits-enfants, Parents et alliés, très touchés par les très nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées à la suite du décès de M. Emile DESSIERES, prient tous ceux qui se sont associés à leur peine de trouver ici l'assurance de leur sincère reconnaissance.

Anniversaires

— En ce 3 septembre 1982, Jérôme Kanfer, Glélie-Auréliette et Alfred Abraham, rappellent à leurs amis, la quarantième anniversaire de la mort de M. Jérôme KANFER, membre du Comité central du parti socialiste juif « Bund », leur politique à « Notre Parole » et à « Notre Parole ».

Communications diverses

— L'Association des journalistes européens, dimanche 5 septembre, à 14 heures à la Gendronnière, 41120 La Motte, une cérémonie sur la tombe de Maître Talien Desbrières, à laquelle participera Maître Egoïste Hala, supérieur du temple Zen de Shijai au Japon.

VISITE OFFICIELLE

DE M. HERNU

AU BRÉSIL ET AU PÉROU

Le ministre de la Défense, M. Charles Hernu, se rendra, du samedi 5 au mardi 14 septembre, en séjour officiel en Amérique latine et en Guyane. Depuis la signature du protocole de coopération de la défense dans cette région du monde, le ministre prend une tournée particulière après le Brésil et le Pérou.

M. Hernu aura notamment des entretiens avec les autorités politiques et militaires du Brésil et du Pérou, auxquelles il remettra un message particulier du président de la République française. À l'ordre du jour de ces rencontres figurent notamment la coopération militaire avec la France, les deux pays visités ayant déjà acheté des matériels français.

Le ministre de la Défense termine son périple en Guyane où il devrait assister au lancement, prévu pour le 10 septembre à Kourou, de la fusée européenne Ariane. M. Hernu étudiera sur place la possibilité de renforcer les effectifs et les moyens du 3^e régiment étranger d'infanterie qui participe aux travaux d'agrandissement de la base spatiale de Kourou.

NOMINATIONS MILITAIRES

Sur proposition du ministre de la Défense, M. Charles Hernu, conseil des ministres du mercredi 1^{er} septembre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● ARMEMENT. — Sont promus : ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe Gabriel Colin ; ingénieur général de deuxième classe, l'ingénieur général de deuxième classe Pierre Amy ; sous-directeur des écoles et de la formation à la direction des personnels et des affaires générales de l'armement, l'ingénieur général de deuxième classe Paul Julien.

● AIR. — Sont promus : général de division aérienne, le général de brigade Michel Ghesquière ; général de brigade aérienne, le colonel Christian Guignard.

L'EXOGET NE SERA PAS PRÉSENTÉ A FARNBOROUGH

Contrairement à des informations de source britannique de la fin de septembre, le missile Exocet, utilisé par l'aviation française lors du conflit des Malouines, ne sera pas exposé par la France au salon international de l'aéronautique de Farnborough, où l'avion porteur du missile français, le Super-Étendard, sera présenté au sol (et non en vol) aux autorités britanniques.

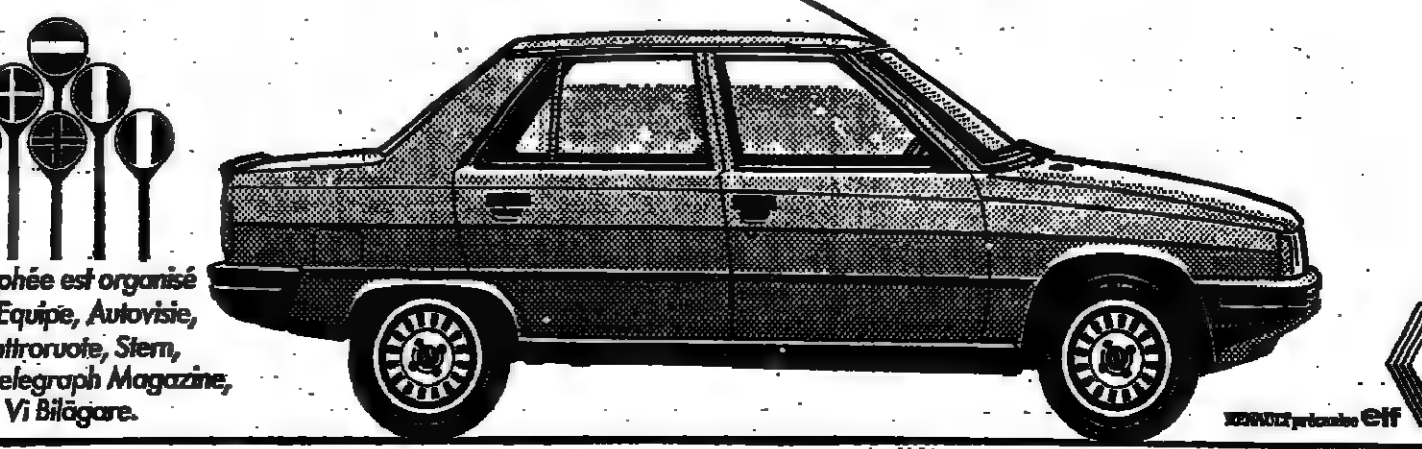
COPIES GEANTES NOIR BLANC SUR XEROX 2800. SOUS-PLANS, CALQUES, COPIES, LARGES 62 CM. LONGUEUR LIMITÉE. RÉDUCTION 1/20. 1200 PLANS, COPIES, CALQUES, AFFICHES, POSTERS. TRAVERS 38. PARIS 12^e 3347.21.32. TX 220064 F.

L'ALLEMAGNE A VOTÉ, L'ITALIE A VOTÉ, L'ANGLETERRE A VOTÉ, LA SUÈDE A VOTÉ, LA FRANCE A VOTÉ, LA SUISSE A VOTÉ, LA HOLLANDE A VOTÉ, L'AUTRICHE A VOTÉ, LE DANEMARK, LE PORTUGAL ONT VOTÉ...

Quand 52 journalistes de la presse automobile européenne doivent départager 10 voitures pour élire la voiture de l'année, les jugements sont sévères, il n'y a qu'une seule élue. En 1982, c'est la Renault 9. De Stockholm à Palerme, de Madrid à Vienne, pour 16 pays d'Europe, il n'y a qu'une seule voiture de l'année 82 : la Renault 9. (Modèle présenté : Renault 9 GTS : 49700 F. Prix dès en main au 1.03.82, millésime 83.)

10 CANDIDATES, 1 ELUE:

LA RENAULT 9 EST LA VOITURE DE L'ANNEE 1982.



Le trophée est organisé par l'Equipe, Autovisie, Quattroruote, Stern, Sunday Telegraph Magazine, Vi Bilagare.

INFORMATIONS « SERVICES »

LOISIRS

Les promenades de la Société de protection de la nature

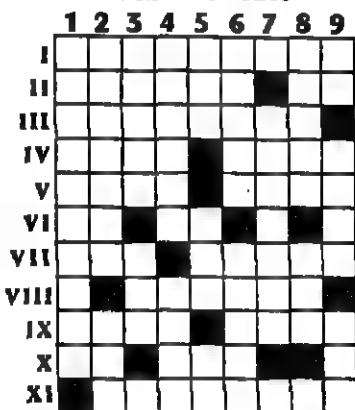
La Société nationale de protection de la nature organise des promenades guidées en province et en Ile-de-France.

EN PROVINCE
LOIRAINNE : ÉTANGS DE MOSELLE, 25 et 26 septembre 1982. - Étangs de la Sarre, le Linder, forêt de hêtres du Romersberg, maison du maître à Mar-sal.
PROVENCE : MONTAIGNE DU VERDON, 30 octobre au 2 novembre 1982. - Flore méditerranéenne, migrateurs et hivernants.
CHAMPAGNE : 6 et 7 novembre 1982. - Le lac de la forêt d'Orient et le lac du Der.
PROVENCE : CAMARGUE, 11 et 14 novembre 1982. - La Camargue, premier d'hivernage canards en France, avec plus de cent cinquante mille individus de toutes espèces; visite des Alpilles.
PICARDIE : LA BAIE DE LA SOMME, 11 et 12 décembre 1982. - L'estuaire picard le plus riche grâce à la création de réserves d'habitats et d'hivernants.
PROVENCE : L'ESTEREL, en hiver, du 27 au 30 novembre 1982.

BERRY : Étangs et Brenne, 11 et 12 janvier 1983.
PAYS-BAS : Canards et oies hivernant à Zélande, 12 au 14 février 1983.
VENDEE : Baie de l'Aiguillon et Ile de Ré, 11 et 12 mars 1983.
UN DIMANCHE EN ILE-DE-FRANCE
 Val de Seine, boucle de Moisson, 3 octobre.
 Forêt de Rambouillet, 17 octobre.
 Val de Seine, Montesson et La Bassée, 31 octobre.
 Étangs de Yvelines, 21 novembre.
 Dismas aquatiques hivernant sur les plans d'eau du sud-ouest de l'Ile-de-France, canards, hérons, grèbes... reux dans les bois. Rendez-vous à la gare du Plessy-en-Yvelines.
 Forêt de Rambouillet, 21 décembre.
 Val de Seine, forêt d'Armainvilliers, 19 décembre.
 S.N.P.N., 57, rue Carver, B.P. 405, 75221 Paris Cedex 05. Tél. 01-47-73-73-73.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3266



HORIZONTALEMENT

I. Repose dans un gîte fangeux ou sur un lit de velours. - II. Richement avec un caractère d'absolutisme. - III. Association organisée par le vol. - IV. Bouillie. Moutre pour crème anglaise. - V. Petite émergence au sein d'Amphitrite. Les qui s'y concentrent auraient plus de Jupiter. - VI. Milieu de droles. Proposition. - VII. Annonceur. - VIII. Elle défend la liberté. - IX. Fixa bon œil pour avoir son pied. L'invité des orgies romaines. - X. Participe passé. Ses ne plus guère prisés de nos filles. - XI. Telle une recette propre à faire les lardons.

VERTICALEMENT

1. Impossible là où on peut le faire et interdit là où cela serait possible. - 2. Agent de perception chargé de recueillir les déclarations. Refusa cuisine et, par-là même, de sa table. - 3. Théâtre d'un combat de mouture sur cuivre, par exemple. Des Belges y boivent santé. Fin pour finir. - 4. Berceau de la fille d'un héros. Exprimant un sentiment plus burnais. - 5. Un « bouchon de carafe » sur monture en cuivre, par exemple. Des Belges y boivent santé. Fin pour finir. - 6. Berceau de la fille d'un héros. Exprimant un sentiment plus burnais. - 7. Peut, en quelque, qualifier les faux frères. - 8. Joue un rôle important sur les planches. peut l'importer d'une magistrature votée. - 9. Préposition. Couché sur laquelle on s'étend rarement. Maurice, Dominique ou Victoria.

Solution du problème n° 3267

Horizontalement

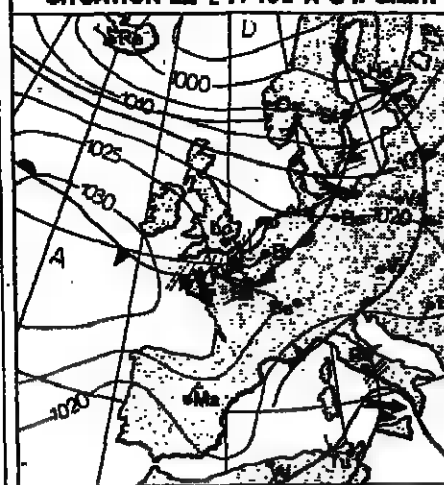
I. Cinéma-roman. - II. Scarioles. - III. Soja. Amas. - IV. Scarioles. - V. Eu. Quatre. - VI. Clou. Av. - VII. Remède. Se. - VIII. Orade. Ain. - IX. Valet. - X. Taurine. - XI. Erminette (outil de tonnelier).

Verticalement

1. Casse-croûte. - 2. Inoculer. Ar. - 3. Naja. Omnium. - 4. Etarquée. RI. - 5. Ro. Ou. Devin. - 6. Oxalate. Ane. - 7. Mimer. Alet. - 8. Anastasie. - 9. GUY BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 2.9.82 A 0 H G.M.T.



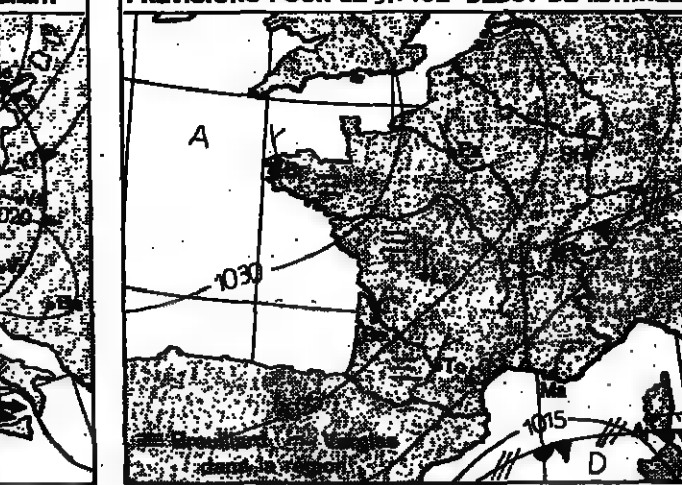
Evolution probable du temps en France entre le jeudi 2 septembre à 12 heures et le vendredi 3 septembre à 24 heures :

Une vaste zone de hautes pressions s'étendra de Terre-Neuve à la France et à l'Europe centrale. Les perturbations circulant sur l'Atlantique seront rejetées vers le nord des Britanniques. Sur la France, la bande nuageuse s'éliminera vers l'Est en perdant de son activité.

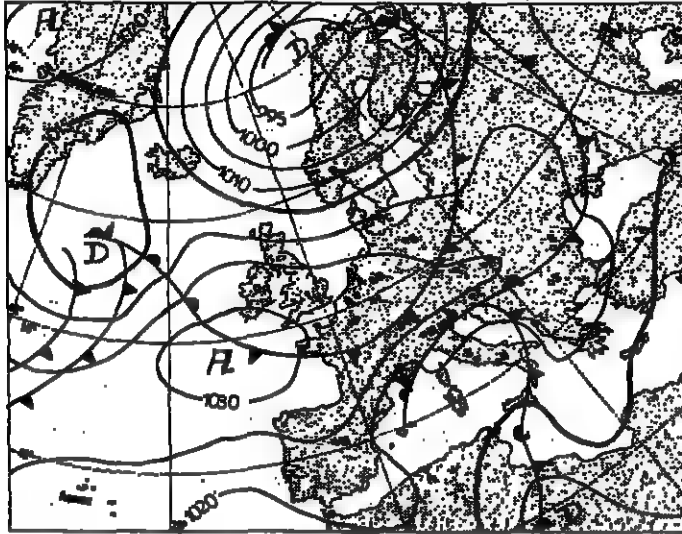
Sur la nuit du jeudi au vendredi, la météo sera très brumeuse. Les bancs de nuages se désagrégeront au matin et il fera beau après-midi. Sur la moitié sud, mis à part quelques bancs de brouillard près de l'Atlantique, beau temps du matin au soir.

La pression atmosphérique redra au niveau de la mer de Paris, le 3 septembre à 8 heures, de 1016,0 millibars, soit 762,1 millibars de mercure.

PRÉVISIONS POUR LE 3.9.82 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 3 SEPTEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 1^{er} septembre; le second, le minimum de la nuit du 1^{er} au 2 septembre) : Alaccio, 24 et 11 degrés; Biarritz, 20 et 12; Bordeaux, 21 et 9; Bourges, 20 et 12; Brest, 17 et 14; Caen, 18 et 16; Cherbourg, 17 et 11; Clermont-Ferrand, 19 et 5; Dijon, 19 et 8; Grenoble, 19 et 13; Lille, 19 et 14; Lyon, 11 et 8; Marseille-Marganne, 24 et 14; Nancy, 19 et 10; Nantes, 18 et 16; Nice-Côte d'Azur, 24 et 18; Paris-Le Bourget, 20 et 15; Pau, 22 et 8; Perpignan, 23 et 17; Rennes, 20 et 15; Strasbourg, 20 et 10; Tours, 21 et 15; Toulouse, 21 et 11; Poitiers-Poitou, 20 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 23 et 18 degrés; Amsterdam, 17 et 13; Berlin, 22 et 23; Berlin, 20 et 14; Bonn, 18 et 13; Bruxelles, 18 et 14; Jérusalem, 30 et 22; Lisbonne, 33 et 23; Londres, 18 et 10; Luxembourg, 18 et 11; Madrid, 28 et 13; Moscou, 26 et 15; Nairobi, 22 et 11; New-York, 23 et 14; Palma-de-Majorque, 25 et 17.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 2 septembre :

DES DÉCRET

Relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, chargé de la sécurité publique.

Portant classement parmi les sites classés dans le département de l'Essonne.

UN ARRÊTÉ

Fixant la répartition des postes à pourvoir au sein de la commission nationale de planification, sur proposition des organisations socio-professionnelles.

par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Lemaire, directeur de la

Hubert Beau-Méry (1944-1982)

Jacques Ruffin

Imprimerie de "Monde"

5, rue de l'Industrie PARIS-IX

Reproduction interdite sans autorisation

sauf accord de l'administration.

Paritaire journaux et publications, n° 57 437.

ISSN : - 2037.

OFFICIERS

MINISTÉRIELS

et ventes

par adjudication

de M^{re} JOSSE, avocat, 42, boulevard de la Liberté, 93300 DRAGUIGNAN

Tel. (04) 88-00-22 - VENTE SUR SAISIE IMMOBILIÈRE au plus offrant et dernier enchérisseur, au Palais de Justice DRAGUIGNAN

Le JEUDI 23 SEPTEMBRE 1982, à 14 H 30

DROIT DE CONSTRUIRE sur 64 851/100 000^e de la P^{te}

du sol n° 31 950 m² dans un Ensemble sis à

FRÉJUS - Quartier Valescure - bon climat

Mise à Prix : 4 400 000 FRANCS

PARIS EN VISITES -

SAMEDI 4 SEPTEMBRE

Le musée Marmottan, 15 heures, 2, rue Louis-Bouilly, Mme Bouquet.

Rue Richelieu, 15 heures, devant la Comédie-Française, Mlle Garnier-Ahlberg.

Hôtel Sully, 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, Mme Vermeersch (Casse nationale des monuments historiques).

Revoir Delacroix, 14 h 30, musée du Louvre, porte Denon (Approche de l'art).

Monferrand, 15 heures, métro (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

Crédit Lyonnais, 19, place Vendôme (Histoire et archéologie).

Le Parc-Lachaise, 11 heures, entrée boulevard de Ménilmontant (P.Y. Jais).

Saint-Germain-l'Auxerrois, 15 heures, Paris (Les Visites).

L'île Saint-Louis, 15 heures, angle Pont-Marie, quai de Bourbon (Mme Roman).

Quartier du Temple, 10 h 30, métro Temple (Mme Rouch-Gain).

Le Grand Orient de France, 14 h 45, métro Cadet (Tourisme culturel).

Le Marais, 14 h 30, 2, rue de Sévigné (Le vieux Paris).

FORMATION

PERMANENTE

DÉMOCRATIE LOCALE.

Les Amis de la terre organisent du 3 au 5 septembre un stage de formation à la gestion de la commune, d'information sur les incidences du partage des compétences dans l'exercice de la démocratie locale et d'étude de la nouvelle loi électorale.

Le stage se déroulera du

jour entre 10 h et 18 h, au FIAP,

4, rue de la République, 75010 Paris, tél. : 770-02-32.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Par arrêt en date du 1^{er} décembre 1980, la 9^e chambre de la cour d'appel de Paris a condamné :

SILVIAN BELMA, femme SIMON, née le 22 mars 1928 à Paris (Seine), épouse de M. BELMA (Moumou), demeurant à Neuilly-sur-Seine, 48, rue du Château, à huit mois d'emprisonnement avec sursis et 3.000 F d'amende pour fraude fiscale et possession d'écritures inexactes.

SIMONIE AUREL, née le 1^{er} janvier 1906 à Buzarest (Roumanie), demeurant à Neuilly-sur-Seine, 88, rue du Château, à quinze mois d'emprisonnement avec sursis et 20.000 F d'amende pour fraude fiscale et possession d'écritures inexactes.

Par arrêt en date du 2 juillet 1982, la 1^{re} chambre de la cour d'appel de Paris a condamné :

CHATELAIN, née le 1^{er} janvier 1937 aux Pavil-

lons-Boulogne (18), demeurant à Paris-9^e, 30, rue de Méromont, à huit mois d'emprisonnement avec sursis pour fraude fiscale et omission de possession d'écritures.

Entrée des mandats de la cour d'appel de Paris :

Par jugement de la 1^{re} chambre de la cour d'appel de Paris en date du 1^{er} décembre 1980, rendu le 18 mai 1981, la requête de M. le Procureur de la République, Christophe BINE, né le 27 août 1902 à Paris 18^e, demeurant à Neuilly-sur-Seine, 48, rue du Château, a été déclarée coupable de dénonciation calomnieuse.

BLANC, professeur au lycée Pasteur, et condamné pour peine principale à la présente insertion.

Par arrêt en date du 2 juillet 1982, la 9^e chambre de la cour d'appel de Paris a condamné :

PROUDET YOLANDA, née le 1^{er} février 1924 à Lille (59), épouse de M. EDONARD-DELLAIE, Paris 17^e, à quatre mois d'emprisonnement avec sursis et 3.000 F d'amende pour fraude fiscale.

RACAPPE Guy, né le 28 août 1958 à Angers (49), demeurant 38 bis, rue Saint-Barthélemy, à Boulogne, à huit mois d'emprisonnement avec sursis et 30.000 F d'amende pour fraude fiscale.

BLAZIN Jacqueline, née le 14 janvier 1923 à Paris 18^e, demeurant 22, rue Choron, Paris 9^e, à cinq mois d'emprisonnement avec sursis et 3.000 F d'amende pour fraude fiscale.

Le Monde

Le Monde Dimanche de l'été

■ sommaire ■ numéro du 1^{er} septembre

- Les voyeurs de l'écriture. Une enquête de graphologues.
- Les petits bonheurs : Photo de famille au hameau, par Daniel Schneider.
- Les bibliothèques de la Bibliothèque nationale, par Yvonne Rebeyrol.
- La France à table : la Normandie, par Jack Auger.
- Singer ou la gloire de l'exil, interview de Pierre Dommergues.
- Douze leçons de philosophie : Religion et idée de l'infini, par Emmanuel Levinas.

LA PAGE JEUX, LES RUBRIQUES « DEMAIN », « ÉTRANGER », « POÉSIE », « AUDIOVISUEL », « ACTUALITÉ DU DISQUE »...

Le feuilleton : Dix petits nains, par Pierre-Jean Remy. Chapitre XII. - Du sang, de l'huile et de l'huile cassés.

L'illustrateur de la semaine : Claude Lapointe.

ARLEQUIN

RÉSULTATS OFFICIELS DU TIRAGE DU 10 SEPTEMBRE 1982

Les numéros à payer sont indiqués sous chaque colonne pour un billet entier

Tous les billets terminés par 03 gagnent 70 F dans toutes les séries

Tous les billets terminés par 03 gagnent 300 F dans toutes les séries

Tous les billets terminés par 30 gagnent 200 F dans toutes les séries

Numéros gagnants dans toutes les séries

Somme à payer

0234 1234 2234 3234 4234 5234 6234 7234 8234 9234

0234 1234 2234 3234 4234 5234 6234 7234 8234 9234

0234 1234 2234 3234 4234 5234 6234 7234 8234 9234

0234 1234 2234 3234 4234 5234 6234 7234 8234 9234

0234 1234 2234 3234 4234 5234 6234 7234 8234 9234

0234 1234 2234 3234 4234 5234 6234 7234 8234 9234

0234 1234 2234 3234 4234 5234 6234 7234 8234 9234

0234 1234 2234 3234 4234 5234 6234 7234 8234 9234

0234 1234 2234 3234 4234 5234 6234 7234 8234 9234

0234 1234 2234 3234 4234 5234 6234 7234 8234 9234

0234 1234 2234 3234 4234 5234 6234 7234 8234 9234

0234 1234 2234 3234 4234 5234 6234 7234 8234 9234

0234 1234 2234 3234 4234 5234 6234 7234 8234 9234

0234 1234 2234 3234 4234 5234 6234 7234 8234 9234

0234 1234 2234 3234 4234 5234 6234 7234 8234 9234

0234 1234 2234 3234 4234 5234 6234 7234 8234 9234

0234 1234 2234 3234 4234 5234 6234 7234 8234 9234

0234 1234 2234 3234 4234 5234 6234 7234 8234 9234

0234 1234 2234 3234 4234 5234 6234 7234 8234 9234

0234 1234 2234 3234 4234 5234 6234 7234 8234 9234

0234 1234 2234 3234 4234 5234 6234 7234 8234 9234

0234 1234 2234 3234 4234 5234 6234 7234 8234 9234

0234 1234 2234 3234 4234 5234 6234 7234 8234 9234

0234 1234 2234 3234 4234 5234 6234 7234 8234 9234

0234 1234 2234 3234 4234 5234 6234 7234 8234 9234

0234 1234 2234 3234 4234 5234 6234 7234 8234 9234

0234 1234 2234 3234 4234 5234 6234 7234 8234 9234

0234 1234 2234 3234 4234 5234 6234 7234 8234 9234

0234 1234 2234 3234 4234 5234 6234 7234 8234 9234

DICTIONNAIRES
LE ROBERT

JOURNAUX LITTÉRAIRES D'AILLEURS

Les « papes » de la critique allemande



E

Une pleine « révolution cultu-

A la gauche de Die Zeit :

Fritz Raddatz

Die Zeit, un journal qui respecte

Hambourg, un papier-journal

Fritz J. Raddatz, le chef de

Frankfurter Allgemeine :

les écrivains de Reich-Ranicki

Frankfurter Allgemeine :

de la critique allemande,

Frankfurter Allgemeine :

Frankfurter Allgemeine :

Frankfurter Allgemeine :

Frankfurter Allgemeine :

Frankfurter Allgemeine :

de la critique allemande,

Frankfurter Allgemeine :

Frankfurter Allgemeine :

Frankfurter Allgemeine :

Frankfurter Allgemeine :

Frankfurter Allgemeine :

de la critique allemande,

Frankfurter Allgemeine :

Frankfurter Allgemeine :

Frankfurter Allgemeine :

Frankfurter Allgemeine :

Frankfurter Allgemeine :

de la critique allemande,

Frankfurter Allgemeine :

Frankfurter Allgemeine :

Frankfurter Allgemeine :

Frankfurter Allgemeine :

Frankfurter Allgemeine :

Réponse au « Spiegel » à propos de Jünger

P

« Ce n'est que le 11 mars, après

« Je considère Ernst Jünger

lettres étrangères

Le dernier paladin

Une truculente époque

Quand Nigel Loring, jeune

sement lui, Sir Chandos,

conteur est toujours présent,

C. S. Lewis pour tous

Clive Staples Lewis (ne

pourquoi le chrétien,

En 1954, le

S

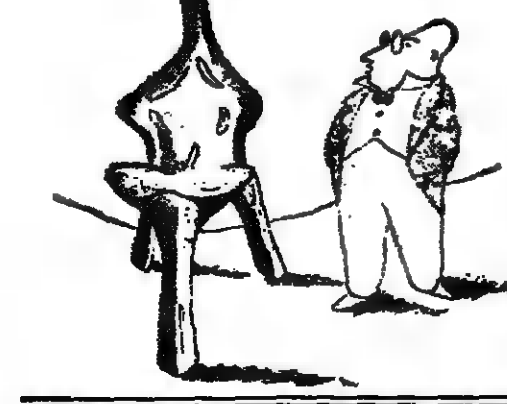
pas seulement de l'excitation

dans une espérance irrédécible.

LES ARTS DECORATIFS

1940-1980.

Philippe Garner.



Un panorama général des travaux



Le mal de la Terre

comme un

de la Terre

1500

Le Monde

économie

LE PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 1983

« Un budget très sélectif qui doit muscler l'économie »

Changement de décor et changement de ton pour ce lever de rideau sur le projet de budget 1983. Aux salles de commission de la rue de Rivoli, actuellement en réfection, le ministre chargé du budget a préféré les sous-sols de l'Assemblée nationale. Est-ce la solennité des lieux où le fait que M. Laurent Fabius vienne de « plancher » pendant deux heures devant la commission des finances, toujours est-il que le contraste est frappant entre ces propos qui tombent parfois un peu à plat et l'atmosphère des grands jours qui avait marqué la présentation à la presse de la première loi de finances d'un gouvernement de gauche, à l'automne 1981.

Il est vrai que les organes d'information s'avaient bien vite habitués et qu'on ne peut pas leur faire deux fois de suite le coup de l'impôt sur les transactions en or... Il est vrai, surtout que l'idée d'une relance « qui doit d'abord redresser la situation économique et inverser la courbe du chômage » ne fait plus recette aujourd'hui, dans un contexte de crise internationale, marquée par une véritable guerre économique, ainsi que l'a reconnu M. Fabius, mercredi 1^{er} septembre.

Si la France « a tenu le choc », comme l'a affirmé le ministre, il semble bien qu'elle ait opté pour un profil beaucoup plus lent, avec un taux de croissance

contenu à 2 % pour 1983 (3,3 % l'année précédente) et un accroissement de 1,6 % de la consommation des ménages (contre 2,3 % en 1982). Un point positif : l'évolution prévisionnelle des prix à la consommation est maintenue à 8 % et la pression fiscale à 18,3 %.

Face à ce schéma au tracé bien glorieux, on a défini quelques principes, le premier d'entre eux étant de « dépenser mieux avant de dépenser plus ». Pour ne pas être en reste, l'Etat « montrera l'exemple en engageant un considérable programme d'économies et en recherchant plus d'efficacité de la dépense publique ». Les dépenses de fonctionnement seront réduites de 1,5 % en 1983, soit 1,5 % de moins que l'année précédente. Le « train de vie » des administrations s'en trouvera réduit de 8 %, ce qui représente une économie de quelques 15 milliards de francs. Pour illustrer son propos, M. Fabius a cité le cas de son propre ministère, où le simple fait de transformer en « vols vacances » les vols de ses collaborateurs sur lignes régulières a entraîné 5 millions de francs d'économie.

Si l'Etat y arrive, il n'y a pas de raison pour que les autres agents économiques n'en fassent pas autant et la toise a donc été abaissée sur l'ensemble des dépenses fiscales dont le total avoisinait 881 milliards de francs, soit une progression de 11,8 % alors que ce même chapitre avait augmenté de 27,5 % en valeur

l'année dernière (et de 11 % en volume) pour totaliser 788 milliards de francs.

Fort des économies ainsi réalisées, le gouvernement entend donner la priorité au renforcement de l'appareil productif et à l'emploi. Ainsi, le budget civil consacré à la recherche augmentera de 17,8 % au lieu de 14,1 % en 1982 et les crédits à l'industrie progresseront de 23,7 %. De même, les crédits destinés à soutenir directement l'emploi passeront de 31,5 % à 35,5 % de l'effort sera poursuivi en faveur du logement et des grands travaux à travers le fonds spécial qui vient d'être créé. Cet effet, a précisé M. Fabius, ajoutant qu'au total, les autorisations de programme incluses dans le chapitre « dépenses » connaîtront une croissance de 22 % en 1983 contre 8,4 % seulement pour les crédits de fonctionnement.

Côté « recettes », l'heure est au statu quo et à la simplification. Pas de créations intempestives, mais, en contrepartie, la suppression de certains impôts (sur les transactions en obligations, sur les certificats de résiliation) et la simplification des prélèvements, notamment celle « tour de Babel fiscale » que constituait la législation sur les plus-values. Au nom de la « stabilité fiscale dans la stabilité de la pression fiscale », cette dernière atteignant 18,3 % du produit intérieur brut, soit les tranches de l'impôt sur le revenu seront revalorisées de 12,3 % et une tranche à

65 % sera instituée dans le même temps où sera ramené de 10 à 7 % la taxe instaurée l'année précédente sur les hauts revenus.

An total, les recettes s'élèveront à 766 milliards de francs, en progression de 8,7 % seulement, et le déficit budgétaire à 117,8 milliards de francs, en augmentation de 23 % sur 1982 (95,4 milliards) contre 20 milliards en 1981. « régulation économique spécifique », afin d'éviter les dérapages en cours d'année. Ce déficit comprend une contribution de 7,5 milliards de francs aux fins d'équilibre de la Sécurité sociale.

Il reste dans la limite de 3 % du PIB telle que l'a définie le président de la République, soit un taux légèrement supérieur à celui de la Grande-Bretagne (2,3 %), mais inférieur à celui de la R.F.A. (3,1 %), compris les « Laïnder », les Pays-Bas (6,3 %), la Belgique (11,1 %) ou encore l'Italie (12,6 %) a rappelé le ministre.

Après le « budget de transition » présenté l'année dernière, le projet de loi de finances 1983 constitue « un budget d'avenir », conclut M. Fabius, mettant l'accent sur l'effort accompli en matière de financement des entreprises publiques et privées dont le financement devrait se trouver grandement facilité par la réforme de l'épargne en faveur des placements à long terme.

SERGE MARTI.

Un formidable pari

(Suite de la première page.)

Il faut savoir que ce budget 1983 est un exceptionnel effort de réduction des charges de l'Etat, l'impasse aurait été de 200 milliards de francs l'année prochaine. Mais sous son angle, le budget 1983 apparaît modeste, même si on ne peut pas dire qu'il est juste d'ajouter que le ministre du budget, M. Laurent Fabius, a eu son premier bienvenue à l'Assemblée nationale, la fin de 1981 - le virage qu'imposait notre situation (la meilleure preuve n'est-elle pas dans quelques mois, lorsque sera connu le déficit de 1982, qui ne devrait pas dépasser 105 à 110 milliards de francs).

L'intégration du budget dans la politique économique d'ensemble est un dur rappel aux ministres du temps. Il y a un an, les caisses de l'Etat donnaient à l'équipe nouvellement arrivée le pouvoir d'impression - sans limite - sans

prise modérée, peut-être passagère, sûrement marquée par une concurrence acharnée entre grands pays.

Faible croissance

Le taux de croissance de 2 % en volume prévu pour l'année prochaine, s'il apparaît faible, est déjà optimiste en ce qu'il postule une reprise de la croissance des affaires. Tel qu'il est, le budget de 1983 est - globalement considéré - un budget en ce qui concerne l'activité économique, encore qu'il faille dans un domaine où les jugements plus ou moins précis des économistes ont des effets des jugements mis en jeu (881 milliards de francs), les déficits, la façon de les financer (par épargne ou par création monétaire), les montants des dépenses elles-mêmes, les efforts à analyser et à prévoir.

Un moyen parmi d'autres de juger les efforts d'un budget est de comparer l'augmentation des dépenses publiques annoncées (11,8 %) à celle envisagée du produit intérieur brut (+11,1 %).

A première vue, l'effort 1983 paraît en fait un peu plus modeste que celui de l'année précédente, à la dérive des prix qu'à l'expansion, qui risque de dépasser l'inflation de 1,5 %. Ce dernier chiffre est en fait bien que la France ne pourra plus, pendant quelques années, tabler sur une croissance supérieure à celle de ses voisins, à cause de son taux d'inflation, à cause des efforts faits pour le réduire.

Une chose au moins est sûre : le budget n'est plus l'arme privilégiée de relance dont on se servait autrefois lorsqu'il arrivait au pouvoir. Pour avoir trop été trop vite, les marges de manœuvre laissées dans ce domaine par le gouvernement précédent, l'équipe de M. Mauroy se retrouve au point sec, dans une situation mondiale et intérieure fort déprimée.

En ce contexte, un réel - et probablement salutaire - effort de sélection des dépenses a été fait pour favoriser certaines actions jugées prioritaires. La recherche (+21 %), l'industrie (+24 %), les investissements publics (+22 % en autorisation de programmes) voient leurs crédits augmenter beaucoup plus vite que la moyenne (+11,8 %). Et M. Mauroy et M. Fabius accordent à l'épargne longue, pour la tourner vers l'industrie, des avantages égaux et parfois même supérieurs à ceux qui existent à l'étranger. Le sort réservé à l'impôt fiscal, vilipendé par les socialistes lorsqu'ils étaient au pouvoir, est significatif.

Sans doute aurait-il fallu, en sens inverse, réduire un peu plus les avantages fiscaux toujours accordés au logement pour rendre parfaitement cohérente la volonté d'industrialisation. Le très mauvais état de santé du bâtiment ne l'a pas permis. Il n'est resté pas moins vrai que le discours socialiste sur l'habitat s'est concrétisé heureusement, que

les conséquences financières en ont été et que les nombreux Français l'ontendront sans doute favorablement.

La pause

Un budget marquant une pause est une extrême rareté en matière de finances. La pause réalisée par M. Delors fin novembre et que M. Mauroy s'était efforcé de reproduire, est bien là. Rien, ne figure notamment dans le projet sur le régime des droits de succession qui - au sein du parti socialiste - avaient suggéré de modifier pour y introduire un peu plus de justice.

Si l'on trouve-t-on dans le budget un réel effort de justice fiscale, la redistribution. Le meilleur exemple en est fourni par l'allègement de la taxe sur le revenu qui passe de 10 à 7 % et qui ne jouera plus qu'au-dessus de 200 000 F d'impôt dû en 1983 au lieu de 250 000 F l'année dernière. De plus, le calcul de cet allègement se fera maintenant sur la partie d'impôt dépassant 28 000 F, contre 15 000 F cette année.

Si l'on trouve-t-on une opération avec le barbare de l'impôt sur le revenu, qui ne touchera que les hauts revenus, disposant de revenus élevés (+20 000 F par mois pour un célibataire, +45 000 F pour un couple), on voit qu'un transfert de charges non négligeables va s'effectuer des cadres supérieurs vers les autres salariés. Quand on sait le niveau de ces uns et des autres, on ne peut que juger justifié un tel glissement.

Ceci dit, le budget de 1983 est tout sauf celui des grandes réformes. Les uns s'en consolent peut-être en se rappelant que pas mal de choses ont déjà été faites.

ALAIN VERNHOLES.

LE PROJET DE BUDGET POUR 1983 COMPARE AU PRECEDENT

(en millions de francs)

| | Loi de finances 1982 | Projet de budget pour 1983 | | Différence par rapport à 1982 | |
|---|----------------------|----------------------------|---------------|-------------------------------|--|
| | | Montant | | | |
| | | | (en millions) | (en %) | |
| I - OPERATIONS DEFINITIVES | | | | | |
| 1) Dette Publique | 53 679 | 58 376 | + 4 697 | + 8,75 | |
| 2) Budgets civils | | | | | |
| Fonctionnement (titres II et III) | 262 729 | 264 829 | + 2 100 | + 0,8 | |
| Investissement | 261 711 | 264 829 | + 3 118 | + 1,2 | |
| Equipe-ment civil | 66 215 | 74 482 | + 8 267 | + 12,5 | |
| Solde des dépenses d'investissement | - 317 | - 237 | + 80 | + 25 | |
| Total pour les dépenses civiles | 596 655 | 664 161 | + 67 506 | + 11,3 | |
| 3) Budgets militaires | | | | | |
| Dépenses militaires ordinaires (Y compris pensions) | (88 898) | (97 936) | + 9 038 | + 10,2 | |
| Dépenses militaires en capital | (54 392) | (60 930) | + 6 538 | + 12,0 | |
| Total pour les dépenses militaires | 144 392 | 158 866 | + 14 474 | + 10,0 | |
| 4) Total des opérations définitives (1 + 2 + 3) | 788 469 | 881 166 | + 92 697 | + 11,8 | |
| 5) Recettes nettes | 766 599 | 766 056 | - 543 | - 0,07 | |
| 6) Solde des opérations définitives (4 - 5) | - 2 870 | - 115 110 | + 112 240 | + 39,1 | |
| II - OPERATIONS TEMPORAIRES (Solde) | - 11 646 | - 2 633 | + 9 013 | + 77,2 | |
| III - SOLDE GENERAL (I + II) | - 14 516 | - 117 743 | + 103 227 | + 714,0 | |

LES RESSOURCES DE LA NATION

| | 1981 | 1982 | 1983 |
|---|-------|-------|-------|
| ● RESSOURCES DE LA NATION : (en volume et en pourcentage) | | | |
| Produit intérieur brut marchand | + 8,2 | + 1,7 | + 2,0 |
| Impôts | - 1,5 | + 2,0 | + 3,0 |
| ● EMPLOI DES RESSOURCES DE LA NATION : | | | |
| 1) Consommation des ménages | + 1,7 | + 2,1 | + 2,6 |
| 2) Investissement | - 2,3 | + 0,3 | + 0,8 |
| Dont : | | | |
| - F.R.C.F. (*) des entreprises | - 3,5 | + 0,4 | + 1,5 |
| - F.R.C.F. des ménages | - 1,1 | - 1,0 | - 1,0 |
| 3) Exportations | + 4,6 | + 0,4 | + 0,3 |
| (*) Formation brute de capital fixe | | | |
| 1) Hausse des prix (en pourcentage) | | | |
| - De l'Etat (décembre à décembre) | 14,0 | 10,1 | 8,0 |
| - Du P.I.B. marchand | 11,5 | 12,1 | 8,9 |
| 2) Accroissement du P.I.B. marchand (en volume et en pourcentage) | 11,7 | 14,0 | 11,1 |
| 3) Pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages (supplément en pourcentage) | + 2,0 | + 1,7 | + 0,9 |

TAGORA

diesel turbo



Une offre exceptionnelle!

voitures, modèle 82 disponibles, au prix de revient!

NEUBAUER

M. GERARD 821.60.21

Un cocktail quand la nuit commence

Le Negroni.
1/3 Campari.
1/3 Dubonnet Gin.
1/3 Martini rouge.
1/2 tranche d'orange.
Servir glacé.
recette de Fosco Scarselli
par le Comte de Montebello

PREFECTURE DE L'ISERE

AVIS

Le Préfet, Commissaire de la République du Département de l'Isère, communique :

Une enquête administrative est en cours de réalisation présentée par Electricité de France, en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la ligne à 225 kV CHAMPAGNIER-VAUJANY et la ligne à 225 kV CHAMPAGNIER-CORDEAC et lignes à 63 kV CHAMPAGNIER-PEAGE DE VIZILLE et SAINT-GUILLEME-ROUPIEROUX.

Conformément au décret n° 77.1141 du 12 octobre 1977, le dossier présenté par Electricité de France comporte une étude d'impact.

Pour deux mois à partir du 10 SEPTEMBRE 1982, le public pourra prendre connaissance aux lieux, jours et heures ci-après :

- l'édifice de la Préfecture de l'Isère à GRENOBLE, place de Verdun, tous les jours sauf samedis, dimanches et jours fériés, de 9 heures à 11 heures et de 14 h 30 à 16 h 30 ;
- aux Mairies de :
- CHAMAGNIER, tous les jours sauf samedis, dimanches et jours fériés, de 9 heures à 12 heures ;
- VIZILLE, tous les jours sauf samedis, dimanches et jours fériés, de 10 heures à 12 heures et de 14 h 30 à 16 h 30 ;
- ALLEMONT, tous les jours sauf samedis, dimanches et jours fériés, de 9 heures à 11 heures et de 14 h 30 à 16 h 30 ;
- OZEN-OSANS, tous les jours sauf samedis, dimanches et jours fériés, de 9 heures à 11 heures et de 14 h 30 à 16 h 30 ;
- VAUJANY, tous les jours sauf samedis, dimanches et jours fériés, de 9 heures à 11 heures et de 14 h 30 à 16 h 30 ;
- LIVET-ET-GAVET, tous les jours sauf samedis, dimanches et jours fériés, de 9 heures à 12 heures ;
- SECHILLENNE, tous les jours sauf samedis, dimanches et jours fériés, de 14 heures à 16 heures ;
- MONTCHABOUD, tous les jours sauf samedis, dimanches et jours fériés, de 14 heures à 19 heures ;
- JARRIE, tous les jours sauf samedis, dimanches et jours fériés, de 9 h 30 à 11 h 30 et de 14 h 30 à 16 h 30 (annexe de la Mairie) ;
- CHAMPAGNIER, tous les jours sauf samedis, dimanches et jours fériés, de 9 h 30 à 11 h 30 et de 14 h 30 à 16 h 30 ;

- à la Direction Interdépartementale de l'Industrie - Région RHONE-ALPES, Division Contrôle de l'Electricité, 3, rue de la Liberté à GRENOBLE, tous les jours sauf samedis, dimanches et jours fériés, de 9 heures à 11 heures et de 14 heures à 16 heures.

Il pourra faire part de ses observations éventuelles sur un registre prévu à cet effet.

LES DÉPENSES

Rigueur et sélectivité

Les dépenses définitives progressent de 11,8 % dans le projet de budget pour 1983, soit beaucoup moins rapidement qu'en 1982 (+ 27,7 % dans le budget initial de cette année par rapport à 1981).

Ce freinage spectaculaire s'explique surtout par l'évolution de deux postes. D'une part, celle de la dette publique, dont la charge n'augmente que de 8,75 % contre 42,2 % en 1982. D'autre part, la compression extrême des dépenses de fonctionnement qui s'élève de 8,4 %, ce qui équivaut, si l'on tient compte de la hausse des prix, à une stagnation en volume. Sur le premier point - celui de la charge de la dette publique - la décompression annoncée s'explique par une vision très optimiste de l'évolution des taux d'intérêt (la charge de la dette en 1983 est calculée sur l'hypothèse de taux d'intérêt ramené à 11 %) et sur une modification de la répartition des emprunts, dont une partie sera financée par des émissions de bons du Trésor.

CRÉDITS OUVERTS PAR MINISTÈRE

D'une façon générale, la plupart des ministères voient leurs crédits augmenter faiblement, voire stagner par rapport à 1982. Les chiffres que nous donnons ci-après sont des projections en valeur d'une année sur l'autre. On dira qu'il faut en retirer la hausse des prix (au moins 8 %) pour avoir une progression en volume : + 9 % pour l'agriculture ; + 14 % pour l'éducation nationale ; + 6 % pour l'environnement ; + 15 % pour l'intérieur et la décentralisation ; + 12 % pour la justice ; + 10 % pour la mer ; + 7 % pour la coopération ; + 3 % pour la jeunesse et les sports ; - 4 % pour le tourisme.

Quelques budgets sont néanmoins bien traités : commerce et artisanat (+ 29 %) ; culture (+ 17 %) ; tourisme (+ 24 %) ; aménagement du territoire (+ 33 %) ; recherche et technologie (+ 21 %) ; services diplomatiques et généraux des relations extérieures (+ 36 %) ; services généraux du premier ministre (+ 28 %) ; aviation civile (+ 19 %) ; transports extérieurs (+ 17 %) ; urbanisme et logement (+ 18 %).

REDEPLOIEMENT DES DÉPENSES : un comité des économies

Le train de vie des administrations sera réduit de 8 % en valeur réelle, la plupart des dépenses de fonctionnement stagnent en volume. En outre, un « comité permanent des économies budgétaires » sera créé. Composé de cinq membres, il

sera chargé de proposer des économies de dépenses, sous la présidence du ministre du budget, les présidents des commissions des finances de l'Assemblée et du Sénat, le commissaire au Plan et le directeur du budget. Il recherchera les économies possibles dans la gestion budgétaire et les moyens d'une meilleure efficacité de la dépense publique.

ÉDUCATION, FORMATION, LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE : un effort soutenu

L'ensemble des dotations budgétaires consacrées au soutien de l'emploi s'élève à 24,6 milliards de francs, en progression de 31,5 % par rapport à 1982. En matière d'éducation et de formation, le budget de 1983 voit les autorisations du programme de l'éducation nationale progresser de 25,8 % et atteindre 4,5 milliards de francs.

Une autre priorité a été donnée à l'extension de la rénovation des lycées, spécialement des lycées d'enseignement professionnel et des lycées techniques (2,2 milliards de francs, soit + 15 %). Les dotations d'équipement en matériel des établissements augmentent de 65 %. L'enseignement technique et professionnel est le principal bénéficiaire. Les crédits d'investissement sont de 14,5 milliards de francs pour la S.N.C.F. (+ 10 % par rapport à 1982), 2,9 milliards pour la R.A.T.P. (+ 23 %), 5,2 milliards pour C.D.F. (+ 26 %).

Logements directement aidés par l'État (hors prêts conventionnés)

| | 82 | 83 | Evolution |
|--|-----------|-----------|-----------|
| Logements neufs | 253 550 | 228 550 | - 10 % |
| dont : locatif | (75 000) | (70 000) | |
| accession | (170 000) | (150 000) | |
| D.O.M. | (8 550) | (8 550) | |
| Logements existants | | | |
| (y compris Fonds spécial des grands travaux) | 142 000 | 295 000 | + 45 % |
| TOTAL | 395 550 | 433 730 | + 10 % |

Les aides à l'industrie sous forme de dotations en capital s'élèvent à 11 milliards de francs, dont environ 7,5 en faveur des entreprises industrielles du concurrentiel et 3,5 milliards pour la S.N.C.F.

Les concours budgétaires sous forme de contribution à l'exploitation sont maintenus : 14,5 milliards de francs pour la S.N.C.F. (+ 10 % par rapport à 1982), 2,9 milliards pour la R.A.T.P. (+ 23 %), 5,2 milliards pour C.D.F. (+ 26 %).

Logements directement aidés par l'État (hors prêts conventionnés)

| | 82 | 83 | Evolution |
|--|-----------|-----------|-----------|
| Logements neufs | 253 550 | 228 550 | - 10 % |
| dont : locatif | (75 000) | (70 000) | |
| accession | (170 000) | (150 000) | |
| D.O.M. | (8 550) | (8 550) | |
| Logements existants | | | |
| (y compris Fonds spécial des grands travaux) | 142 000 | 295 000 | + 45 % |
| TOTAL | 395 550 | 433 730 | + 10 % |

SECURITE, DEFENSE, JUSTICE : encore la police et la gendarmerie

Les crédits de la police seront augmentés de mille neuf cent cinquante-quatre personnes. Tâches prioritaires : satisfaire les besoins dans certaines régions (région parisienne, grandes agglomérations), en particulier par le développement de l'hébergement ; permettre au service de police de faire face aux besoins ; surveiller la mise en œuvre de la politique de l'immigration ; lutter contre la délinquance et le terrorisme.

Les moyens en personnel de la gendarmerie nationale seront également renforcés : création de mille emplois supplémentaires auxquels s'ajoutent un transfert de deux mille appelés du contingent.

La défense nationale s'élève à 158,8 milliards de francs, soit une augmentation de 10 % par rapport à 1982 (3,9 % du PIB comme en 1982). Les crédits permettront, en particulier, une revalorisation de la condition des appelés. L'enveloppe budgétaire est en progression de 24,6 %.

La progression des crédits du budget de la justice est de 11,6 %.

gaill de ces opérations (les prêts dépassant le montant des remboursements), qui atteignait 11,6 milliards de francs en 1982, passe à 2,6 milliards de francs. Cette évolution s'explique par la nouvelle conception de ses tâches qu'a le gouvernement : ayant nationalisé les grands groupes industriels, l'État doit se comporter en actionnaire modeste. Aussi procède-t-il à des augmentations de capital : 11 milliards de francs en 1983, dont 2 milliards de francs de charges communes et 2 à 3 milliards de francs de charges communes et 2 à 3 milliards de francs de charges communes et 2 à 3 milliards de francs de charges communes.

En sens inverse, l'État estime qu'il ne doit pas être un prêteur, réservant ce rôle aux banques et aux institutions financières. Du coup, il débudgetise quelque

40 % pour l'amélioration de l'habitat.

Les crédits correspondants seront en baisse : de 19 % pour l'aide à la pierre ; de 23 % pour l'aide à la personne.

TRANSPORTS URBAINS : amélioration

Le budget de 1983 prévoit un effort particulier pour améliorer l'offre et la qualité des transports urbains. Les crédits budgétaires passeront de 780 millions en 1982 à

850 millions de francs en 1983. Il s'y ajoutera une première tranche de crédits du Fonds spécial des grands travaux s'élevant à 750 millions. Cela correspond à un doublement des crédits en faveur des transports urbains.

LE CONCOURS DE L'ÉTAT AUX ENTREPRISES NATIONALES (en millions de francs)

| | 1982 (en millions de francs) | 1983 |
|--|------------------------------|--------|
| ÉNERGIE : | | |
| E.D.F. | 380 | - |
| G.D.F. | 5 140 | 6 500 |
| C.D.F. | - | - |
| TRANSPORTS : | | |
| S.N.C.F. | 14 560 | 18 070 |
| R.A.T.P. | 3 636 (1) | 3 734 |
| C.G.M. | 607 | 934 |
| AIR FRANCE | 490 | 735 |
| AÉROPORT DE PARIS | 399 | 472 |
| INDUSTRIE : | | |
| SNIA-SNECMA | 100 | - |
| RENAULT | 1 000 | 900 |
| NOUVEAU SECTEUR NATIONALISÉ ET CHIMIE D'ÉTAT | - | 6 000 |
| DIVERS : | | |
| TOTAL (hors charges de retraites) | 400 | 40 |
| TOTAL | 26 702 | 36 934 |
| CHARGES DE RETRAITES : | | |
| S.N.C.F. | 10 100 | 10 834 |
| C.D.F. | 6 715 | 7 767 |
| TOTAL GÉNÉRAL | 43 525 | 56 534 |

(1) Dont un prêt du F.D.E.S. de 600 M. F.

LES CRÉATIONS D'EMPLOIS

| | Projet de loi de finances pour 1983 |
|---|-------------------------------------|
| Agriculture et industries agro-alimentaires | + 106 |
| Culture | + 117 |
| Économie et finances | + 2 572 |
| Éducation nationale | + 5 834 |
| Intérieur et décentralisation | + 1 992 |
| Justice | + 569 |
| Recherche et technologie | + 18 (2) |
| Relations extérieures | + 2 |
| Services du premier ministre | + 91 |
| Solidarité nationale, santé, travail | + 192 |
| Temps libre | + 519 |
| Transports | + 519 |
| Urbanisme et logement | + 175 |
| Divers | + 670 |
| Défense | + 670 |
| TOTAL POUR LE BUDGET GÉNÉRAL | + 12 886 |
| P.T.T. | - |
| Divers budgets annexes | + 2 |
| TOTAL GÉNÉRAL | + 12 888 (1) |

(1) Auxquels s'ajoutent 4 454 titularisations et 8 292 régularisations (dont 7 500 aux P.T.T.).

(2) Auxquels s'ajoutent des emplois non budgétaires (organismes de recherche) et les emplois « recherche » créés dans d'autres ministères.

EFFETS BUDGETAIRES EN 1983 DES DISPOSITIONS FISCALES NOUVELLES (par rapport à 1982)

| | en millions de francs |
|--|-----------------------|
| 1) MESURES AUGMENTANT LES RECETTES BUDGETAIRES : | |
| a) Institution d'une tranche à 65 % et maintien des plafonds de déduction et d'abattement pour l'imposition des revenus élevés | + 2 150 |
| b) Assujettissement à la T.V.A. (professions juridiques, formation professionnelle) | + 760 |
| c) Système d'imposition des assurances | + 1 400 |
| d) Réforme du régime des sociétés-mères et filiales | + 1 000 |
| e) Tabac | + 700 |
| f) Vignette | + 800 |
| TOTAL | + 7 010 |
| 2) MESURES DIMINUANT LES RECETTES BUDGETAIRES EN 1983 : | |
| a) Dégrèvement sur les petits revenus | - 180 |
| b) Réduction de 10 % à 7 % de la majoration sur les cotisations d'impôt supérieures à 28 000 francs | - 1 750 |
| c) Législation sur l'épargne et simplification de la législation sur les plus-values | - 250 |
| d) Encouragement à la vie associative | - 110 |
| e) Suppression et allègement de certaines taxes | - 2 750 |
| TOTAL | - 5 040 |
| SOLDE | + 1 970 |

PRÉFECTURE DE L'AIN AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

OBJET : ÉTAT - Ministère des Relations Extérieures
Projet d'acquisition de terrain au surface et en troncades (29 29) : culture (+ 17 %) ; tourisme (+ 24 %) ; aménagement du territoire (+ 33 %) ; recherche et technologie (+ 21 %) ; services diplomatiques et généraux des relations extérieures (+ 36 %) ; services généraux du premier ministre (+ 28 %) ; aviation civile (+ 19 %) ; transports extérieurs (+ 17 %) ; urbanisme et logement (+ 18 %).

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire (O.E.R.N.), Enquêtes publiques à la déclaration d'utilité publique et à la modification des plans d'occupation des sols résultant du projet.

Par arrêté préfectoral en date du 10 et 30 septembre 1982, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet de réalisation du projet L.E.P. (Lignes Électro-Postales) par l'Organisation européenne pour la Recherche nucléaire

1500

DE FINANCES POUR 1983

LES RECETTES

Coup d'arrêt à l'augmentation de la pression fiscale

A l'exception des quelque cent mille titulaires de hauts revenus, qui se verront appliquer une super-tranche d'imposition à 65 % au-dessus de 270 000 F par an pour un célibataire et 541 000 F pour un couple, l'ensemble des contribuables ne sera pas plus taxé en 1983 qu'il ne l'était en 1982.

Le gouvernement et M. Laurent Fabius se sont donné les gants de relever les tranches du barème à due proportion de la hausse des prix, ce que n'avait pas fait, entre 1975 et 1980, M. Barre, tout au moins pour les revenus élevés. Sans doute, la coïncidence « exceptionnelle » pour le financement d'une partie du déficit de l'assurance-chômage est-elle reconduite et risque-t-elle de se perpétuer, dans la meilleure tradition des « contributions » de ce genre. Mais son taux

est ramené de 10 % à 7 %, et son seuil d'application est ramené de 11 %, ce qui porte tout de même à plus de 70 % le taux de la super-tranche. Il n'importe ! Le réalisme consistait de ne pas davantage frapper les cadres moyens, déjà affectés par la sévère limitation du quotient familial l'an dernier, et qui se sentent d'humour particulièrement morose en cette rentrée d'automne 1982.

Bien plus, le projet de budget, tenant une des promesses du candidat François Mitterrand, après avoir taxé les grandes fortunes (dont le seuil d'imposition sera finalement relevé de 6 % en 1983, moins que l'inflation), a mis le ton d'assouplissement considérable du régime de la taxation des plus-values, « cette

tour de Babel fiscale ». La législation giscardienne n'existe plus - a affirmé, un peu andalousement, M. Fabius. Mais, en tout cas, elle est simplifiée, et l'introduction du correctif de l'érosion monétaire réside dans la détermination de la plus-value même « spéculative », ne saurait que satisfaire les propriétaires fonciers, grands ou petits. En appliquant la mesure rétroactivement au 1^{er} janvier 1982, le gouvernement entend activer le dégel des terrains et relancer la construction.

De même, l'application d'une taxation forfaitaire de 15 % aux plus-values boursières y compris celles réalisées par « la spéculation » (mais, apparemment, elle n'existe plus administrativement, mais à moins de 2 ans pour l'immobilier), est de nature à satisfaire la

« corbeille ». Une telle mesure n'est-elle pas aussi parfois plus favorable que dans les pays anglosaxons ? La Bourse a déjà donné son coup de champagne.

Mis à part cette dernière disposition, qui a chassé le « hardiment », n'a bouleversé le système fiscal, pas même le régime des successions (une chose à la fois, a suggéré M. Fabius). Les hauts revenus exonerés, les hauts revenus un peu plus frappés, quelques recettes de poche (modérées) voilà de quoi impressionner plutôt favorablement les masses une seule question : une progression de 8,5 % de recettes fiscales en 1983 (au lieu de 16,9 % en 1982) suffira-t-elle à maintenir le déficit budgétaire dans ses limites prévues (117,8 milliards de francs) ? Il va bien falloir financer l'excédent des dépenses sociales.

Impôt sur le revenu : Création d'une tranche d'imposition à 65 %

Comme en 1982, le barème de l'impôt sur le revenu est corrigé des effets de l'inflation : toutes les tranches - y compris la plus élevée - sont augmentées de 12,3 % (moyenne de la hausse des prix en 1982), contre 13,5 % en 1981. C'est la seconde fois, depuis 1975, que la correction est aussi complète.

Dans un souci de « solidarité », il est institué une tranche à 65 % (le maximum actuellement à 60 %). Elle s'applique sur la partie du revenu annuel supérieur à 270 000 F pour un célibataire, à 541 000 F pour un couple de salariés, et à 541 000 F pour un couple de cent mille contribuables.

Les tranches des allocations et des revenus professionnels sont majorées pour tenir compte de la hausse des prix. Le plafond de la déduction forfaitaire pour frais professionnels applicable aux traitements à salaires restera fixé à 50 900 F (elle concerne les contribuables ayant un salaire annuel supérieur à 510 000 F. De même, la limite de laquelle aucun abattement plus appliqué aux revenus de gestion et de non-valeur agréés reste fixée à 460 000 F.

Le produit attendu de ces mesures est un peu supérieur à 2 milliards de francs.

La limitation des effets du quotient familial au mariage, le plafond du quotient, fixé l'année dernière à 7 500 F, est relevé dans la même proportion que la hausse du coût de la vie, à 8 450 F. Corrélativement, l'abattement sur le revenu marital au titre des mariés rattachés au foyer fiscal est porté de 12 500 F à 13 000 F afin que la réduction maxi-

Augmentation de la vignette auto

La hausse serait progressive, allant de 5,6 % pour la première tranche de tarif (puissance inférieure à 5 CV) à 10 % pour la troisième tranche (11 CV et 12 CV). Dans la loi de finances de 1982, la majoration était de 25 %, sauf pour la première tranche et les véhicules anciens. La loi spéciale pour les voitures particulières de plus de 11 CV - qui ne concerne, en fait, que les voitures étrangères - serait augmentée de 16 % à 8 100 F (10 % pour les voitures de plus de

cinq ans d'âge à 4 000 F). La majoration avait été de 10 % en 1981. Les nouveaux tarifs s'appliqueront en décembre 1983.

Les voitures particulières de sociétés, taxables au 1^{er} janvier 1982, le relèvement serait de 10 % pour les puissances au plus égales à 7 CV (4 200 F) et de 16 % au-delà. En 1982, le relèvement avait été respectivement de 25 % et 40 %. Le produit attendu de ces mesures en 1983 est évalué à 800 millions de francs.

Suppressions et allègements de certaines taxes

L'exonération de la redevance télévision, qui jusqu'à présent était réservée aux personnes âgées de 100 ans et aux personnes de plus de soixante-cinq ans percevant des allocations d'invalidité (un million de personnes), est étendue aux personnes de plus de soixante ans et à leur conjoint. Le nombre des bénéficiaires passe à un million huit cent mille, pour un coût budgétaire de 120 millions de francs.

L'Etat n'opérera plus son prélèvement de 3,60 % sur le montant de la taxe d'habitation, pour financer le dégrèvement et le non-valeur. Le coût budgétaire : 900 millions de francs.

Les allocations versées par les entreprises aux salariés qui ont été licenciés, lorsqu'elles servent l'objet

d'un apport à une coopérative ouvrière de production.

Les P.M.E. et les artisans qui optent pour le régime réel d'imposition (par opposition au forfait), ont droit à des frais parfois importants. Elle sont exonérées de la tenue d'une comptabilité « super-simplifiée » (le seul serait faible). Les adhérents des comités de gestion et des associations agréées, bénéficient d'une déduction d'impôt de 2 000 francs maximum pour contribution aux frais de comptabilité. Enfin, les sociétés de gestion de recettes conditionnant l'octroi des allègements fiscaux à ces contributions seront supprimées. Le taux de l'impôt sur le revenu des revenus de 1981.

Les exonérations de la loi de 1901 à but non lucratif seront dispensées de la taxe sur les salaires dans une limite annuelle de 3 000 francs (en fait sur le premier salaire).

LE BARÈME APPLICABLE EN 1983 SUR LES REVENUS DE 1982 POUR DEUX PARTS

| Taux en % | Barème 1982 | | Barème 1983 | |
|-----------|------------------------------|--|------------------------------|--|
| | Fraction du revenu imposable | | Fraction du revenu imposable | |
| 0 | N'excédant pas 22 460 F | | N'excédant pas 22 460 F | |
| 5 | de 22 460 F à 23 480 F | | de 22 460 F à 23 480 F | |
| 10 | de 23 480 F à 24 460 F | | de 23 480 F à 24 460 F | |
| 15 | de 24 460 F à 25 460 F | | de 24 460 F à 25 460 F | |
| 20 | de 25 460 F à 26 460 F | | de 25 460 F à 26 460 F | |
| 25 | de 26 460 F à 27 460 F | | de 26 460 F à 27 460 F | |
| 30 | de 27 460 F à 28 460 F | | de 27 460 F à 28 460 F | |
| 35 | de 28 460 F à 29 460 F | | de 28 460 F à 29 460 F | |
| 40 | de 29 460 F à 30 460 F | | de 29 460 F à 30 460 F | |
| 45 | de 30 460 F à 31 460 F | | de 30 460 F à 31 460 F | |
| 50 | de 31 460 F à 32 460 F | | de 31 460 F à 32 460 F | |
| 55 | de 32 460 F à 33 460 F | | de 32 460 F à 33 460 F | |
| 60 | de 33 460 F à 34 460 F | | de 33 460 F à 34 460 F | |
| 65 | au-delà de 34 460 F | | au-delà de 34 460 F | |

TAUX MOYEN RÉEL D'IMPOSITION

| Salaires annuels perçus en 1982 | Taux moyens d'imposition en 1983 | | | | |
|---------------------------------|----------------------------------|-------|----------|-----------|-----------|
| | Célibataire | Marié | 1 enfant | 2 enfants | 3 enfants |
| 50 000 | 8,20 | 2,5 | 0,75 | - | - |
| 100 000 | 16,69 | 8,20 | 6,13 | 4,58 | 2,51 |
| 150 000 | 21,41 | 12,78 | 10,10 | 8,20 | 5,57 |
| 200 000 | 25,16 | 16,88 | 13,67 | 11,25 | 8,20 |
| 300 000 | 31,92 | 22,06 | 19,37 | 17,21 | 13,02 |
| 400 000 | 36,46 | 26,65 | 23,39 | 21,12 | 17,37 |
| 500 000 | 39,18 | 29,00 | 27,20 | 25,39 | 21,77 |
| 600 000 | 43,91 | 35,16 | 33,65 | 32,15 | 29,13 |
| 800 000 | 50,32 | 43,76 | 42,63 | 41,50 | 39,24 |
| 1 000 000 | 54,17 | 48,92 | 48,01 | 47,11 | 45,30 |

COMMENT VARIERONT LES DIVERS IMPÔTS (en millions de francs)

| NATURE DES RECETTES | RÉSULTATS 1981 | EVALUATIONS REVISÉES POUR 1982 | PROJET DE LOI DE FINANCES 1983 | PROGRESSION (en %) 1982 | PROGRESSION (en %) 1983 |
|--|----------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------|-------------------------|
| I - RECETTES FISCALES | | | | | |
| Impôt sur le revenu | 138 796 | 162 160 | 180 217 | 16,6 | 16,1 |
| Impôt sur les sociétés | 69 880 | 80 800 | 91 580 | 15,6 | 13,2 |
| Autres impôts directs | 60 877 | 74 152 | 76 732 | 21,8 | 3,5 |
| Enregistrement, timbre et taxes | 42 703 | 49 500 | 54 120 | 15,9 | 9,3 |
| Profits des entreprises | 54 610 | 61 900 | 68 368 | 15,6 | 10,4 |
| Taxes sur la valeur ajoutée | 29 125 | 34 500 | 38 335 | 15,6 | 11,4 |
| Autres impôts indirects | 19 880 | 24 833 | 25 528 | 24,9 | 2,9 |
| TOTAL DU CHAPITRE I | 405 844 | 495 245 | 530 830 | 16,5 | 11,3 |
| II - RECETTES FISCALES | 38 813 | 45 705 | 45 870 | 20,2 | 0,4 |
| III - PRELEVEMENTS sur profits des collectivités locales et de la C.E.E. | - 66 756 | - 79 800 | - 90 644 (1) | 19,6 | 23,5 |
| TOTAL DES RECETTES BUDGET GÉNÉRAL (CHAP. I à III) | 477 891 | 561 150 | 585 656 | 16,4 | 9,4 |
| IV - Affectations | | | | | |
| - Remboursements et dégrèvements | - 54 513 | - 61 925 | - 66 040 | 11,9 | 8,2 |
| - Taxes sur les salaires versées par l'Etat à lui-même | - 3 964 | - 4 584 | - 4 959 | 13,6 | 10,3 |
| TOTAL DES RECETTES (CHAP. I à IV) | 419 414 | 534 641 | 574 657 | 15,3 | 9,5 |
| Pour mémoire : | | | | | |
| RECETTES FISCALES NETTES (CHAP. I à IV) | 419 414 | 534 641 | 574 657 | 15,3 | 9,5 |

(1) Y compris fonds de péréquation pour la taxe professionnelle et fonds de compensation pour la T.V.A.

VARIATION D'IMPOT ET DE PRESSION FISCALE EN 1983 PAR RAPPORT A 1982 (pour un revenu ayant évolué comme la hausse des prix)

● POUR UN CÉLIBATAIRE

| Salaires perçus en 1982 (col. 1) | Impôt dû en 1983 (col. 2) | Taux moyen d'imposition en 1983 (col. 3 : col. 2 : col. 1) | Variation de la pression fiscale en 1983 comparée à 82 (taux moyen 1983 - taux moyen 1982) |
|----------------------------------|---------------------------|--|--|
| 39 305 | 1 498 | 3,8 % | - 0,73 |
| 44 920 | 3 170 | 7 % | - 0,04 |
| 67 380 | 7 662 | 11,3 % | - 0,01 |
| 112 300 | 20 234 | 18 % | 0,00 |
| 224 600 | 60 347 | 26,8 % | - 0,30 |
| 449 200 | 170 482 | 37,9 % | + 0,43 |
| 561 500 | 236 680 | 42,1 % | + 2,63 |

● POUR UN COUPLE

| Salaires perçus en 1982 (col. 1) | Impôt dû en 1983 (col. 2) | Taux moyen d'imposition en 1983 (col. 3 : col. 2 : col. 1) | Variation de la pression fiscale en 1983 comparée à 82 (taux moyen 1983 - taux moyen 1982) |
|----------------------------------|---------------------------|--|--|
| 39 305 | 0 | 0 % | 0,00 |
| 56 150 | 1 918 | 3,4 % | 0,00 |
| 112 300 | 10 458 | 9,3 % | - 0,01 |
| 224 600 | 39 516 | 21,2 % | - 0,71 |
| 449 200 | 122 653 | 27,3 % | - 0,85 |
| 561 500 | 184 184 | 32,8 % | + 0,98 |

● POUR UN COUPLE AYANT DEUX ENFANTS

| Salaires perçus en 1982 (col. 1) | Impôt dû en 1983 (col. 2) | Taux moyen d'imposition en 1983 (col. 3 : col. 2 : col. 1) | Variation de la pression fiscale en 1983 comparée à 82 (taux moyen 1983 - taux moyen 1982) |
|----------------------------------|---------------------------|--|--|
| 39 305 | 0 | 0 % | 0,00 |
| 56 150 | 0 | 0 % | 0,00 |
| 112 300 | 6 242 | 5,5 % | 0,00 |
| 224 600 | 22 990 | 11,3 % | - 0,01 |
| 336 900 | 62 995 | 18,7 % | - 0,62 |
| 673 800 | 244 205 | 36,2 % | + 2,13 |

CRÉATEURS D'ENTREPRISE, EXPORTATEURS, IMPORTATEURS, VOTRE SIÈGE à Paris, Londres, Jérusalem de 150 à 300 F par mois Constitution de Sociétés G.E.I.C.A. 10 rue du Louvre 75001 PARIS Tél. 390-20-15

VERS L'EXPERTISE DOMICILE préparation au D.E.C.S. - Capacité en Droit - Attestation dans les Ecoles - Au Service L'ECOLE CHEZ SOI enseignement à distance 1, rue Thénaud PARIS 13^e SEINTEL Tél. 634.21.99

Un Dépôt-Vente Différent... (2400 m² d'expositions), la qualité et la variété des meubles et objets anciens présentés et surtout le nombre de bonnes affaires qu'on y trouve ! Le Dépôt-Vente l'endroit idéal pour acheter ou vendre du mobilier ancien ou d'occasion. Le Dépôt-Vente de Paris 81, rue de Lagny, Paris 20^e 372.13.91

ÉPARGNE

L'encouragement des capitaux à risques

L'épargne sera encouragée, notamment celle constituée par les capitaux à risques investis en actions. La principale innovation dans ce domaine est la création d'un compte d'épargne en actions (C.E.A.).

Le compte d'épargne en actions (C.E.A.) destiné à se substituer, à partir du 1^{er} janvier 1983, au dispositif de la loi du 13 juillet 1978, plus connu sous le nom de « loi Monory » ou encore de « 5 000 F Monory » en raison de la déduction de 5 000 F sur le revenu imposable qu'autorisait cette législation.

Le compte d'épargne en actions ouvre droit à une réduction d'impôt égale à 20 % du montant annuel des achats de valeurs mobilières sur les cessions de mêmes valeurs, dans la limite de 10 000 F pour les personnes mariées et 20 000 F pour les couples mariés. Le caractère inéquitable du système précédent avait été supprimé : l'avantage fiscal se répartissait en fonction de l'effort d'épargne et il se croissait plus dans le système actuel, en fonction de l'importance du revenu.

Pour bénéficier de la réduction d'impôt de 20 %, les placements opérés dans un C.E.A. devront être l'achat d'actions françaises. De plus, le contribuable

devra pas être redevable de l'impôt sur les grandes fortunes et il devra déposer l'ensemble de ses valeurs mobilières, y compris celles non portées sur le C.E.A., chez un ou plusieurs intermédiaires agréés. En effet, la réduction d'impôt est liée à un effort d'épargne nouvelle : c'est pourquoi elle ne serait applicable que si, dans le C.E.A. et dans les autres comptes du contribuable, les achats excèdent les ventes à titre onéreux, ceci afin d'éviter que le C.E.A. ne soit alimenté uniquement par la liquidation d'autres comptes existants.

Cette réduction serait définitivement acquise au bout de cinq ans, sur le C.E.A., les ventes d'actions excèdent les achats, il serait pratiqué une reprise égale à 20 % du montant de cet excédent dans la limite des gains antérieurement obtenus. Toutefois, chaque réduction d'impôt susceptible d'être reprise ferait l'objet d'un abattement d'un cinquième par année civile écoulée depuis celle au titre de laquelle elle aurait été obtenue. L'avantage ne serait donc plus remis en cause au terme d'un délai de cinq ans.

Enfin, les personnes qui en raison de leur situation pourraient être

de la loi du 13 juillet 1978 auront la possibilité de choisir entre les deux systèmes.

La formule neutre

Cette nouvelle formule est « fiscalement neutre » par rapport à l'ancien système des « 5 000 F Monory » pour une tranche d'imposition à 40 %, un peu plus favorable pour un contribuable bénéficiaire d'un taux marginal d'imposition de 30 % et moins favorable pour la tranche d'imposition à 60 %.

La réduction d'impôts de 20 % applicable aux achats nets effectués dans le cadre d'un compte d'épargne en actions est cumulée avec les dispositions propres aux revenus d'obligations (franchise d'impôt portée à 1 000 F et 5 000 F et prélèvement forfaitaire libératoire de 25 %), mais avec un seuil qui n'a pas été relevé d'abattement sur les revenus d'actions. La place de ce nouveau produit d'épargne spécialisée en actions s'accompagne du remplacement de l'avoir fiscal par un système de :

● Cédant d'impôts : les dividendes nets perçus par les personnes

physiques seront assujettis dans les conditions normales à l'impôt sur le

Ces personnes physiques bénéficieront toutefois d'un crédit d'impôt égal à un pourcentage des dividendes nets encaissés. Ce pourcentage sera d'autant plus élevé que la tranche marginale d'imposition à l'impôt sur le revenu sera faible.

Plus précisément, le taux à appliquer aux dividendes nets perçus pour déterminer le crédit d'impôt sera égal à 50 %, diminué de la moitié du taux marginal effectif de l'impôt sur le revenu du contribuable concerné.

Les mécanismes du compte d'épargne en actions (C.E.A.) et du crédit d'impôt sur les dividendes distribués par les sociétés françaises ont été commentés, exemples à l'appui, dans le Monde du 28 août. Enfin, pour faciliter les émissions d'actions nouvelles, les dividendes versés à l'occasion d'augmentations de capital par les sociétés cotées en Bourse pourront être déduits en totalité de l'impôt sur les sociétés (contre une limite de 7,5 % de la valeur des actions précédemment), cette disposition étant étendue aux actions émises lors de la constitution des sociétés.

L'épargne longue favorisée

L'objectif du gouvernement, et notamment de M. Delors, était de favoriser l'épargne longue en particulier sous forme d'obligations, aux dépens de l'épargne courte, une série de mesures, allant dans ce sens, est proposée.

A partir du 1^{er} janvier 1983, l'impôt de bourse, acquitté sur les achats d'obligations, sera supprimé. A partir de la même date, l'abattement sur les revenus d'obligations prévu en matière d'impôt sur le revenu, sera porté de 1 000 F à 5 000 F, le taux du prélèvement libératoire de 25 % étant maintenu.

[Les services de la direction des impôts avaient envisagé, au moment de « modifier » le bénéfice du prélèvement libératoire en fonction des revenus, ce bénéfice diminuant progressivement. Mais le Trésor — soucieux de ne pas perturber le placement des émissions — a très vivement insisté pour le maintien de ce prélèvement au taux actuel. Quant au relèvement de l'abattement de 1 000 F à 5 000 F, il aura, vraisemblablement, pour effet de stimuler les souscriptions des particuliers. Notons, toutefois, que pour le plafond de 5 000 F, en vi-

gner depuis 1975, son relèvement compense à peine la hausse des prix depuis cette date. Au surplus, compte tenu de l'impact des taux d'intérêt, 5 000 F de coupons d'obligations à 16 % de rendement en 1982 ne correspondent guère à un capital supérieur à celui de 1975 pour 3 000 F de revenus (36 000 F à l'époque, un peu moins de 30 000 F maintenant.)

Pénalisation de l'épargne courte. — Pour les bons et titres autres que les obligations (dépôts à terme, etc.), le taux du prélèvement libératoire de l'impôt sur le revenu sera porté de 38 % à 45 %, lorsque le souscripteur est connu, et de 42 % à 50 % lorsqu'il veut rester anonyme (bons de caisse). Cette évolution, déjà amorcée du temps de M. Barre, a pour objet de pénaliser l'épargne courte au profit de l'épargne longue, et de frapper encore davantage les placements anonymes, déjà taxés au titre de l'impôt sur la fortune (1,50 % par an sur le capital sans aucun abattement, ce qui, dans le projet de budget actuel, aboutirait à une imposition sur le revenu supérieur à 65 %).

Simplification et net assouplissement du régime d'imposition des plus-values

L'une des grandes innovations du projet de budget pour 1983 est le très net assouplissement du régime d'imposition des plus-values sur les valeurs mobilières et les biens immobiliers, institué par la loi du 19 juillet 1976 et du 3 juillet 1978, qualifiée, par M. Fabius, de « plus-value complexe » et de « véritable Babel fiscale ». Dans ce régime, M. Mitterrand avait promis sinon de supprimer, du moins de réviser ce régime d'imposition. Il est proposé de simplifier considérablement la législation sans renoncer toutefois à la taxation des plus-values, qui justifiait notamment en les assujettissant, comme par le passé, à l'impôt sur le revenu, mais avec des modalités plus simples, que ce soit pour les valeurs mobilières ou les biens immobiliers.

Valeurs mobilières

Dans le régime actuel, les plus-values réalisées sur les valeurs mobilières, supérieures à 100 000 F, sont taxées à 15 %. Mais lorsque les opérations sont effectuées à court terme (sur le marché à terme, en spéculation) ou lorsque la rotation du portefeuille est importante (supérieure à 70 %), le taux de 30 % est applicable. Toutefois, si, dans l'un de ces cas, le montant de la plus-value excède l'ensemble des autres revenus du contribuable, le taux de 30 % ne s'applique plus, et la plus-value doit être ajoutée au revenu du contribuable pour être imposée suivant le barème progressif de l'impôt sur le revenu.

Il est proposé de supprimer toutes ces modalités, jugées trop complexes, et d'adopter un système unique à 15 % appliqué aux seules cessions importantes. Le projet, qui aboutit à une taxation forfaitaire des plus-values boursières, même spéculatives, s'inspire du réalisme en vigueur dans les pays anglo-saxons et veut éliminer la complexité d'un système qui constitue un véritable casse-tête pour les contribuables, les services et les intermédiaires. La Bourse a déjà accueilli, avec faveur, un tel projet, qui favorise indéniablement les placements à risques (l'évolution du marché se fait dans les deux sens, hausse et baisse, ne l'oublions jamais).

Plus-values immobilières

Le régime actuel, indéniablement complexe, et destiné à taxer la spéculation immobilière, comporte cinq catégories de plus-values.

Tout d'abord, pour les terrains et les immeubles, les plus-values à court terme (moins de deux ans entre l'achat et la vente) sont ajoutées au revenu imposable et taxées à ce titre, sans aucun abattement ni prise en compte de l'érosion monétaire.

Pour les durées de détention comprises entre deux et dix ans, les plus-values sont soumises à l'impôt sur le revenu, deux régimes diffé-

rents. Pour les plus-values qualifiées de « spéculatives » au titre de l'article 35 A du code général des impôts, aucune érosion monétaire ni abattement ne sont pratiqués. Pour les plus-values dites « non spéculatives », (changement de situation du propriétaire), le prix d'acquisition est majoré de l'érosion monétaire, fixée forfaitairement à 3 % jusqu'à cinq ans et 5 % de cinq à dix ans, sans autre abattement. Au-delà de dix ans, l'érosion monétaire est prise en compte au taux annuel de 3 % pour les propriétés bâties et de 3,33 % pour les terrains. L'exonération des plus-values acquises au bout de vingt ans pour les immeubles et de trente ans pour les terrains.

On voit que, dans ces dispositions, aucun concept de l'inflation n'est tenu pour les plus-values qualifiées de « spéculatives », ce dernier concept étant l'objet de contestations fréquentes : un acquéreur peut changer d'avis et il ne lui convient plus. D'autre part, dans le cas de l'érosion monétaire prise en compte, les taux forfaitaires relatifs à la durée de la vente, ce qui aboutit, en fait, à une plus-value nette fictive et, donc, à imposer le capital sans le dire.

Il est proposé de substituer au régime actuel et à ces cinq catégories deux catégories seulement : les plus-values à court terme (moins de deux ans) taxées à l'impôt sur le revenu, comme précédemment ; les plus-values à long terme (plus de deux ans) avec prise en compte, d'une part, de l'érosion monétaire (hausse des prix) et, d'autre part, d'abattement qui seraient, après deux ans, de 5 % annuels pour les immeubles et de 3 % pour les terrains, avec, comme dans le régime actuel, vingt ans de trente ans de déduction.

Cette prise en compte de l'inflation, même pour les plus-values jugées spéculatives auparavant, qui n'auraient plus ce caractère, est très importante par les experts, qui estiment qu'elle serait de nature à débiter la partie des transactions, ce qui a crainte de la taxation « à la vente ». Aussi est-il proposé d'appliquer la mesure rétroactivement au 1^{er} janvier 1982, ce qui inciterait le vendeur à ne pas attendre le 1^{er} janvier 1983 pour profiter du nouveau régime et stimulerait le marché immobilier, notamment celui des terrains.

Enfin, le service de M. Fabius propose d'étudier l'exonération bénéficiaire actuellement la résidence principale à la première cession de tout logement, même donné en location, à condition que le vendeur ne soit pas propriétaire de sa résidence principale. Cette mesure, appréciée par les salariés mutés pour raison professionnelle et aux Français de l'étranger.

Le coût de ces mesures est évalué à 600 millions de francs.

FRANÇOIS RENARD.



Global Natural Resources PLC A Tous Les Actionnaires

La Huitième Assemblée Générale Annuelle se tiendra
le 13 septembre 1982

- Au cours de la Huitième Assemblée Générale Annuelle, un groupe américain tentera de dissoudre le Conseil d'Administration à présent en fonction et de le remplacer par des candidats de son choix.
- En qualité d'actionnaires, cette mesure ne présente-t-elle pas une menace?
- Songez au succès que connaît Global sous la gouverne de votre Conseil d'Administration.

UN ADMIRABLE BILAN DE L'ACCROISSEMENT SOUTENU AU NIVEAU DES VENTES, DES RESERVES ET DES FONDS PROPRES

| | 1978 (\$000) | 1981 (\$000) | Accroissement annuel composé |
|---|-----------------|-----------------|------------------------------------|
| Ventes de pétrole et de gaz | 9.937 | 34.894 | +54,8% |
| Reserves de pétrole (Bbls 000) ¹ | 1.103 | 1.936 | +20,6% |
| Reserves de gaz (Mmcf) ² | 70.721 | 103.073 | +13,4% |
| Valeur actuelle des réserves confirmées | 55.500 | 174.300 | +46,3% |
| Développements des biens immobiliers | 11.803 | 30.070 | +53,3% |
| Fonds propres | 42.099 | 52.422 | +22,3% |

¹Après production de 688 (Bbls 000's) pour la durée.

²Après production de 29,686 (Mmcf) pour la durée.

Et cette réussite s'est répercutée sur le prix du marché de vos actions d'à partir de \$1,48 en septembre 1976 jusqu'à \$11½ (dernière enchère) le 25 août 1982.

LES ACCOMPLISSEMENTS CONFIRMÉS ET LES PROMETTEUSES PERSPECTIVES D'AVENIR DE GLOBAL SONT VOS MEILLEURS CRITÈRES POUR ASSURER VOTRE SOUTIEN À VOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Adressez-vous à vos banques qui vous délivreront le plan stratégique, et détaillé, qu'envisage d'adopter le Conseil d'Administration pour consolider ce remarquable exploit.

Chaque minute est précieuse — pour faire, excercez votre droit de vote en entrant dès maintenant en contact avec votre banque ou avec l'une des institutions ci-après dénommées. Déposez votre vote bien avant le 13 septembre 1982 — on ne saurait trop insister sur l'importance de cette démarche.

Global Natural Resources PLC
Brighton, England

Hambros Bank Limited
London
01-588 2851

Lehman Brothers Kuhn Loeb Incorporated
New York
212-558 2940

DE FINANCES POUR 1983

LES RÉACTIONS DES MILIEUX POLITIQUES

Modération dans l'éloge comme dans le blâme

Le projet de loi de finances pour 1983, présenté, mercredi 1^{er} septembre, par M. Laurent Fabius, au conseil des ministres, puis devant la commission des finances de l'Assemblée nationale, a été accueilli avec une certaine modération. Le rapporteur général de la commission des finances, M. Pierret (P.S.), juge le projet du ministre du budget - courageux, calme et sincère - « ce dernier admettant qu'il n'y a pas de miracle magique au regard du revenu et du revenu de l'impôt sur le revenu en fonction de l'inflation ».

M. PIERRET (P.S.) : courageux, calme, sincère

M. Christian Pierret, député (P.S.) des Vosges, rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale, déclare que le projet de budget pour 1983 « répond aux priorités de l'heure, en donnant à la France les moyens de faire face à la guerre économique et en accentuant la lutte pour l'emploi et le renforcement de notre appareil productif ».

Selon M. Pierret, ce projet « est courageux, car, accentuant les efforts entrepris pour assurer les grands équilibres et contenir les déficits, notamment en limitant la progression des dépenses de fonctionnement, il s'agit d'un budget sélectif qui poursuit la mise en ordre des interventions de l'Etat ; calme, car le poids de la fiscalité de l'Etat ne s'est pas accru et les efforts fiscaux de solidarité sont circonscrits aux très hauts revenus ; sincère, car ce projet relève les tranches de l'inflation et allège ou supprime l'imposition des bas revenus ».

M. Pierret estime, enfin, que « les importantes mesures proposées en faveur de l'épargne illustrent la volonté de la majorité de ne pas étatiser l'économie ». Le rapporteur général a souligné « l'importance et l'urgence d'une limitation des déficits sociaux », et il a affirmé que le projet de budget est « le contraire d'un budget d'austérité ».

M. Michel Berson, député (P.S.) de l'Essonne, rapporteur du budget de la formation professionnelle, observe que, dans le projet de budget pour 1983, « 3 milliards de francs permettront à cent mille jeunes de seize à dix-huit ans et à trente-cinq mille de plus de dix-huit ans de bénéficier, dès la rentrée 1982, d'un programme d'insertion sociale et professionnelle », qu'une somme de « 1,8 milliard permettra de porter le nombre des contrats emploi-formation de six mille dix mille à cent mille » et que, « sur les seize mille emplois créés par le budget de l'Etat, six mille cinq cents seront dans l'éducation, dont trois mille six cents dans l'enseignement professionnel et technique ».

Dans la presse

L'HUMANITÉ : des choix pour 1983.

« D'une manière générale, ce projet reprend les orientations fondamentales des choix de l'an passé. C'est ainsi qu'un nouvel effort de justice sociale est prévu. (...) Sans aucun doute, il était possible d'obtenir plus de moyens encore pour atteindre les buts que s'est fixés le gouvernement en prenant une part plus grande sur les trésors que recèlent les grandes fortunes. La contribution qui leur est demandée - et qui vient d'être légèrement atténuée - reste en effet bien faible. (...) »

JACQUES COUBART.

LIBÉRATION : changement de décor.

« (...) Le fusil a vraiment changé d'épave, et ce n'est plus tant maintenant la croissance que l'on veut faire baisser. Le chiffre de 8 % avancé pour l'an prochain apparaît optimiste à beaucoup. Il faut reconnaître en tout cas que ce budget est conforme à l'image d'austérité - que s'est donnée le gouvernement, même s'il se garde bien de prononcer l'épouvantable mot. (...) »

PIERRE BRIANÇON.

LE MATIN DE PARIS : la réalisme.

« Réalisme : s'il faut, par un mot, définir le projet de budget présenté hier par le gouvernement, c'est sans doute celui-là qui convient le mieux. Dans la mesure où le budget est l'instrument essentiel de la politique économique d'un pays, celui de 1983 confirme, voire amplifie, le tournant pris par le gouvernement Mauroy au lendemain de la seconde dévaluation du franc, en juin dernier. Il est bien fini le temps de la croyance en une paix naïve dans les vertus de la consommation en tant que moteur d'une croissance forte. Les prévisions sur lesquelles les auteurs du projet se sont basés pour fixer les grandes masses budgétaires paraissent raisonnables : 2 % de croissance l'an prochain, c'est un

Paradoxalement, M. Lecanuet, président de l'U.D.F., en accusant le gouvernement d'insincérité, porte un jugement qui n'est pas très différent de celui de M. Pierret. Selon M. Lecanuet, en effet, « le gouvernement fait, aujourd'hui, le contraire de ce qu'il préconisait l'an dernier ». C'est que la situation a changé, pense M. Pierret, qui se félicite des facilités d'adaptation du pouvoir ; c'est que le pouvoir a changé de méthode, estime M. Lecanuet, qui le soupçonne de duplicité.

LES DÉPUTÉS COMMUNISTES : accroître l'imposition des grandes fortunes

Le groupe communiste de l'Assemblée nationale estime que le projet de budget pour 1983 « comporte des aspects positifs », notamment la « priorité nationale » donnée à la modernisation de l'appareil productif et à la formation des hommes. Les députés communistes estiment, toutefois, que « des insuffisances existent, en particulier en matière de justice fiscale ».

Le groupe communiste approuve l'institution d'une tranche supplémentaire d'imposition des revenus, l'élargissement des exonérations pour les bas revenus, l'ajustement du barème au taux de l'inflation, etc., mais il juge « regrettable que l'effort fiscal réclamé aux grandes fortunes ne soit pas accru, car cela prive le budget de crédits indispensables pour la relance et l'emploi, et alourdit la contribution des petits contribuables ».

Aussi, les députés communistes proposent-ils : « Une augmentation de 0,30 % de la taxe sur les grandes fortunes au-dessus de 1,5 milliard d'anciens francs, comme cela avait été promis par le gouvernement ; « Une taxation des profits non investis dans la production nationale, en vue d'encourager l'investissement pour produire français ; « Une taxe dissuasive pour empêcher l'exportation des capitaux à l'étranger. »

Il estime que « des ressources supplémentaires pourraient être apportées par la majoration, un moment envisagée, des droits de succession au-dessus de 1 milliard d'anciens francs, assortie d'un allègement pour les petits héritages ».

Le groupe communiste regrette que les mesures annoncées en faveur de l'épargne favorisent les « gros possesseurs », et que ces dispositions, ajoutées à celles qui concernent les plus-values, entraînent « un manque de recettes de 25 milliards d'anciens francs ». Les députés communistes pensent, enfin, que « le taux de croissance retenu comme base pour ce budget pour 1983, n'est pas réaliste ».

Plus de projet, pas de débat

M. Laignel est un proche de M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. M. Joxe, justement, avait préparé un projet de réforme fiscale qui devait être soumis au bureau exécutif du parti, mercredi 1^{er} septembre.

Les réactions des milieux socio-professionnels

« La C.G.C. : « On continue à plumer les poulets. Avec le maintien d'une majoration d'impôt exceptionnelle et la création d'un taux d'imposition à 65 %, le gouvernement accentue les rentrées fiscales. (...) Aucune mesure favorable aux familles et, pour l'encadrement, une pression fiscale d'autant plus intolérable que, dans le même temps, le gouvernement envisage de réduire son pouvoir d'achat au titre de la solidarité et de la lutte contre l'inflation. La C.G.C. le note négativement. (...) »

« Le C.N.P.F. : En 1983, les entreprises continueront de supporter ou de subir les conséquences d'impôts néfastes, comme la taxation des frais généraux et celle de l'outil de travail, affirme le patronat, qui ajoute cependant que « le gouvernement a sérieusement freiné le rythme d'accroissement des dépenses publiques, qui avait atteint, l'an dernier, un rythme déraisonnable ». Le C.N.P.F. s'insurge aussi de l'aggravation de l'impôt sur le revenu pour les cadres : « On maintient - exceptionnellement - l'impôt exceptionnel - voté l'an dernier, on plafonne à nouveau les effets du quotient familial et on institue une nouvelle tranche de l'impôt sur le revenu. Qu'on prenne garde de ne pas décourager durablement l'esprit d'initiative, le goût du travail et des responsabilités dans ce pays. »

Les députés communistes expriment quelques regrets, mais ils défendent, pour l'essentiel, les orientations que traduit le budget. Tant de sagesse de la part du gouvernement le met à l'abri des mécontentements trop vifs, mais rend aussi hors de saison les ardeurs réformatrices de certains des siens. Le bureau exécutif du P.S., qui devait examiner, mercredi soir, les projets de M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée, en matière de réforme fiscale, devra patienter encore quelque temps... - P.J.

M. LECANUET : le gouvernement se contredit

M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., a déclaré à La Clusaz (Haute-Savoie), à propos du budget pour 1983, que « le gouvernement se contredit et ne sait pas où il va ». Interrogé à l'occasion de l'université d'été des Jeunes Démocrates

à ne pas dépasser, si l'on veut que subsiste l'esprit d'initiative et la capacité d'épargne. Les radicaux de gauche estiment « indispensable une réelle maîtrise des dépenses publiques, car, en période de sacrifices, l'Etat doit donner l'exemple et faire des économies en réduisant son train de vie ».

Le président de l'U.D.F. constate que « ce déficit s'ajoute, hélas ! aux autres, le plus grave étant celui du commerce extérieur ». Il a ajouté : « Toute une série de dépenses sont hors budget ». Selon M. Lecanuet, aujourd'hui, c'est la restriction, mais une restriction qui est encore insuffisante ».

Le président du Centre des démocrates sociaux, M. Pierre Méhaignerie, a déclaré, pour sa part, que « le grand tort de ce budget est qu'il risque d'aboutir à une aggravation de la baisse des investissements ».

SOCIAL

LES NOUVELLES FONCTIONS DE M^{me} GEORGINA DUFOIX

Le secrétaire d'Etat annonce un renforcement de l'action en faveur des retraités en zone rurale

De notre envoyée spéciale

Nantes. - Pour inaugurer, en quelque sorte, l'intérêt du secrétariat d'Etat chargé des personnes âgées, qui vient de lui être confié, M^{me} Georgina Dufoux, secrétaire d'Etat chargée de la famille, a rencontré le mardi 31 août environ sept mille personnes âgées dans le cadre du deuxième rassemblement national des retraités et personnes âgées organisé par la Fédération nationale des associations familiales rurales, à Mesnard-la-Barotière, en Vendée. Elle a ensuite visité la Maison départementale de Mindin, à Saint-Brevin-Les-Pins, en Loire-Atlantique, qui, avec sa population de mille deux cents pensionnaires (enfants, adolescents, adultes handicapés physiques et mentaux, vieillards valides ou invalides) et neuf cents salariés, nécessite des mesures de restructuration.

Le thème choisi par la famille rurale pour ce rassemblement - « A travers les âges, tous solidaires » - ne pouvait que séduire M^{me} Dufoux. Même si M. Bardereau, le président de la F.N.A.F.R. (ent quarante mille familles), après avoir « salué les importantes améliorations menées par le ministère en faveur des personnes âgées », a ajouté : « Je ne puis passer sous silence les dernières initiatives en matière de prestations. Il est regrettable que les rigueurs imposées par la situation économique s'exercent au détriment des personnes âgées et des familles ayant charge d'enfant. »

Quant à Mme Dufoux, rappelant que, en milieu rural, une personne sur cinq a soixante-cinq ans et plus, elle a exposé « l'action menée par le gouvernement » et a annoncé « un renforcement de l'action pour les retraités et personnes âgées en milieu rural ». Par action, a ajouté Mme Dufoux, j'entends une priorité budgétaire. Souvenez-vous donc, en retournant chez vous, que des efforts redoublés seront possibles au titre du budget 1983. Efforts accrus pour le maintien à domicile, l'hébergement temporaire et la polyvalence des services publics. Mais le ministre a surtout promis à son auditoire que la Fédération nationale des associations familiales rurales aura sa place au sein du tout nouveau Comité national des retraités et personnes âgées.

Pas de mise à l'écart

Si dans le parc de loisirs de Mesnard-la-Barotière, il s'agissait, pour Mme Dufoux, d'expliquer (et de séduire) par un discours classique fait de bilans et de promesses, il n'en fut pas de même à la Maison départementale de Mindin. Cette maison constituée en fait par une série de pavillons, répartis sur 23 hectares, héberge une population hétérogène d'enfants, adolescents, adultes et vieillards, handicapés à des degrés divers, mais, tous, incapables de vivre de façon autonome ou hors d'un cadre adapté à leurs be-

soins. Mindin, c'est un véritable village. Presque deux mille personnes (avec le personnel) y vivent. Il y a, chapelle, sa cafétéria et son salon de coiffure. Les pavillons les plus neufs et modernes (1978) construits pour mettre en quarantaine les équipages et les passagers venant de pays infestés par les maladies contagieuses. Mais, aujourd'hui, « Mindin ne correspond plus aux normes souhaitables pour l'accueil des enfants, des handicapés et des personnes âgées », a déclaré Mme Dufoux. Aussi est-il de plus en plus question d'une « restructuration » de l'établissement. Il semble que deux conceptions de cette « restructuration » soient en jeu.

Celle du conseil d'administration qui prévoit la dissolution, réaffectation à l'intérieur du périmètre de la maison, par la construction d'une maison d'accueil spécialisée pour les adultes handicapés mentaux, de centres de cure médicale pour les personnes âgées, de services de long séjour de psychiatrie, abaissant à moins de mille personnes le nombre des pensionnaires. Celle des pouvoirs publics : s'ils approuvent de telles transformations, ils les souhaitent hors du cadre géographique de Mindin, comme l'écrit récemment M. Franceschi : « Je suis prêt à examiner favorablement toute demande de financement conduisant à planifier à l'extérieur de Mindin des structures d'accueil tant pour les adultes handicapés que pour les personnes âgées. » Par ailleurs, disait-il, il me paraît indispensable de mener à bien, dans les meilleurs délais possibles, la réflexion sur la mise en place de services adaptés à la sortie des personnes les plus autonomes.

Mme Dufoux a donc engagé le conseil d'administration de la maison départementale à lui proposer un plan de redistribution des fonctions de l'établissement pour un effectif de pensionnaires inférieur à neuf cents personnes et visant à les insérer dans un cadre social moins coupé du monde extérieur. Elle « débloquent » alors les crédits nécessaires à la modernisation d'une unité d'hébergement de quatre-vingt lits pour personnes âgées. Quant aux syndicats (F.O., C.F.D.T. et C.G.T.) inquiets de ces remaniements, Mme Dufoux a pu rassurer sur le maintien des emplois. Ils craignent, en effet, que le départ d'un certain nombre de pensionnaires n'entraîne des diminutions d'effectifs qui perpétueraient « la pénurie dramatique de personnel » (vingt-sept infirmiers) - dont seulement six titulaires d'un diplôme d'Etat - pour encadrer deux cent quarante-six aides-soignants et deux cent soixante-deux agents de services hospitaliers) et « les dangers possibles encourus par les malades dont il ne saurait être tenu pour responsable ».

CHRISTIANE GROLIER.



côte d'azur varoise



VOTRE VILLA OU APPARTEMENT



les Bartavelles

ÉNERGIE

A partir de 1986

LA NORVÈGE VA LIVRER 3,5 MILLIARDS DE MÈTRES CUBES DE GAZ NATUREL PAR AN A L'EUROPE CONTINENTALE

Sept entreprises d'Europe de l'ouest ont signé mercredi 1^{er} septembre un contrat de 75 milliards de couronnes (78 milliards de francs français) pour la fourniture annuelle de 3,5 milliards de mètres cubes de gaz naturel norvégien à partir de 1986.

Les sept compagnies sont Gaz de France, Distrigaz (Belgique) Gasunie (Pays-Bas) et quatre entreprises ouest-allemandes filiales de Ruhrgas. La part de la France dans ce contrat ne fera cependant que 400 millions de mètres cubes par an.

Les conditions de ce contrat sont relativement élevées. Le prix de base - fixé à la fin de 1981 - en était de 5,80 dollars par million de B.T.V. (soit approximativement le niveau du gaz algérien depuis février 1982) mais l'indexation repose pour moitié sur un panier de brut et pour l'autre moitié sur des fuels lourds.

Les compagnies européennes étaient surtout soucieuses de voir le gaz du gisement de Statfjord acheminé vers l'Europe continentale et non vers la Grande-Bretagne. La construction d'un gazoduc de 1 300 km via Ekofisk jusqu'à Emden (pour un coût de 21 milliards de francs) leur donne cette assurance. Une manière de prendre date puis-que les importantes découvertes de Shell sur le bloc 31-2 de la zone norvégienne de la mer du Nord - on parle déjà de plus de dix fois les réserves de Frigg - font de la Norvège un des fournisseurs potentiels les plus prometteurs de l'Europe occidentale.

LA CONSTRUCTION DU GAZODUC EURO-SIBÉRIEN

Les Etats-Unis s'apprentent à réduire les sanctions à l'encontre des sociétés françaises

Douze séparateurs (filtres à gaz) fabriqués par Creusot-Loire pour le gazoduc sibérien devaient quitter Nantes pour l'Union soviétique vers le 6 septembre. « Cette livraison sera effectuée en dépit de l'embargo américain, qui ne devrait pas gêner les activités du groupe Creusot-Loire », a précisé le 1^{er} septembre un dirigeant de la société.

Ainsi les pays européens poursuivent, sans se soucier des sanctions américaines, la livraison de matériels à l'U.R.S.S. dans les délais prévus. Mme Thatcher a d'ailleurs réaffirmé le 1^{er} septembre à Glasgow la détermination de son gouvernement : « Nous respectons nos engagements. Nous voulons effectuer les livraisons et nous le ferons » a-t-elle précisé, ajoutant que, en cas de sanctions américaines, « si le pire devait arriver, et il n'est pas encore arrivé, John Brown toucherait des compensations de la part du service de garantie des crédits à l'exportation ». Mais, a dit le premier ministre britannique, « il pourrait aussi y avoir des actions en justice aux Etats-Unis. Nous commencerions par examiner cela en premier ».

Face à cette volonté sans faille des Européens, les Américains semblent faire quelque peu marche arrière. Après le secrétaire d'Etat, M. Shultz, et le secrétaire au commerce, M. Baldrige, M. Donald Regan, le secrétaire au Trésor, a annoncé, le 1^{er} septembre, l'intention de Washington d'adoucir les sanctions prises à l'encontre des firmes européennes. Les sanctions annoncées par le département du commerce à l'endroit de Creusot-Loire et de Dresser-France « ont peut-être

été mal interprétées, ou bien étaient-elles dans leur forme originale trop radicales, et sans précisions suffisantes de ce qu'elles signifiaient ».

M. Donald Regan a précisé que l'embargo américain ne toucherait que les technologies et matériels relatifs aux hydrocarbures. Cette « clarification », si elle ne change guère la situation pour Dresser-France - principalement engagée dans cette activité - est d'importance pour Creusot-Loire, société aux activités multiples.

L'efficacité des mesures américaines - quelles qu'elles soient - est d'ailleurs remise en cause par un mémorandum de la C.I.A. La centrale estime que l'Union soviétique parviendra à livrer du gaz à l'Europe occidentale « dans le courant des années 80 ».

L'U.R.S.S. a plusieurs options, indique la C.I.A. :

• Les livraisons pourraient commencer en 1984, comme prévu, en utilisant les gazoducs existants qui ont une surcapacité d'un moins six milliards de mètres cubes par an.

• L'utilisation d'une combinaison d'équipements européens et soviétiques permettrait de livrer du gaz par le nouveau gazoduc à partir de 1985.

• A un coût plus élevé pour l'économie intérieure, l'U.R.S.S. pourrait utiliser les matériels et personnels destinés à de nouveaux gazoducs intérieurs pour permettre les exportations. Seule cette dernière solution entraînerait des difficultés importantes pour l'U.R.S.S. - (A.F.P., Reuter.)

AFFAIRES

Les difficultés d'A.E.G.-Telefunken

LE GOUVERNEMENT OUEST-ALLEMAND ACCORDE SA GARANTIE POUR UN PRÊT DE 1,1 MILLIARD DE DM.

Bonn. - Le gouvernement ouest-allemand a donné, mercredi 1^{er} septembre, son accord pour une caution publique pouvant aller jusqu'à 1,1 milliard de DM (3,2 milliards de francs) destinée à sauver définitivement le groupe A.E.G.-Telefunken, qui emploie encore plus de 100 000 personnes dans le monde.

Cette décision satisfait, selon les observateurs à Bonn, les responsables du groupe, qui estimaient à plus de 2 milliards de DM ses besoins pendant la durée de la procédure de mise en réhabilitation judiciaire de A.E.G.-Telefunken, demandée le 9 août. La nouvelle caution de 1,1 milliard permettra à A.E.G. de bénéficier d'un crédit bancaire d'un montant équivalent. Elle s'ajoute à une autre caution de Bonn sur les exportations, totalisant 600 millions de DM, et à un second crédit bancaire, payable par tranches de 1,2 milliard de DM.

Le ministre de l'économie, M. Lambrecht, a estimé que l'accord du gouvernement permettrait de stabiliser la situation de A.E.G. et de redonner confiance aux clients et utilisateurs du deuxième constructeur ouest-allemand de matériel électrique, après Siemens. M. Lambrecht a demandé aux travailleurs du groupe de soutenir le plan de restructuration, et il a souligné que les Länder prussiens avaient une décision concernant leur participation à la nouvelle caution publique.

Initialement, le gouvernement voulait que cette somme de 1,1 milliard de DM soit garantie à 50 % par les Länder. Cependant, selon M. Lambrecht, il semble que les négociations entre l'Etat fédéral et les régions portent maintenant sur une participation de ces derniers de 30 % et que ses modalités, en particulier la répartition de leurs engagements respectifs, restent encore à déterminer.

P.U.K. A PERDU 2,5 MILLIARDS DE FRANCS EN 1981

Catastrophique : c'est le terme qu'il convient d'employer pour qualifier les résultats de P.U.K. pour 1981. Publiés avec beaucoup de retard sur le calendrier habituel, les comptes du groupe font état d'un déficit exceptionnel de 2,5 milliards de francs pour un chiffre d'affaires de 40,96 milliards accrus de 7,54 %.

La situation s'est donc considérablement aggravée puisque, l'année précédente, bien qu'enregistré une baisse de 40 % de ses produits consolidés ramenés à 600 millions de francs.

Le communiqué se borne à préciser que ce chiffre inclut une provision de 750 millions de francs constituée pour tenir compte de la perte résultant de la cession d'Ugine-Aciéries à Sacyr en février dernier.

Il n'est pas cependant très difficile de reconstituer le schéma. Si l'activité aluminium (41 % du chiffre d'affaires), a encore été légèrement bénéficiaire, de même que la filiale américaine Howmet, la chimie a coûté 885 millions de francs au groupe (dont 500 millions pour la seule branche « colorants » récemment cédée au groupe chimique

britannique I.C.I. avec la bénédiction des pouvoirs publics), en revanche, Tréfinmétaux a perdu un peu plus de 170 millions de francs, et la division « électrometallurgie » environ 142 millions. A cela, il faut surtout ajouter la perte d'Ugine-Aciéries (environ 500 millions de francs).

Malgré l'apurement total des pertes occasionnées par Ugine-Aciéries, il ne semble pas que le groupe soit appelé en 1982 à rentrer dans l'ère des bénéfices. Peu avant les grandes vacances, Aluminat-Pechiney prévoyait pour l'exercice en cours 500 millions de francs de déficit en raison de la très forte baisse de la demande. Le problème du groupe P.U.K. est que ce dernier ne dégage que peu de valeur ajoutée doit investir aussi lourdement que la sidérurgie ou l'industrie chimique et ne dispose pas de trésor de guerre. Sans doute est-ce la raison pour laquelle la décision a été prise en haut lieu d'augmenter de 2 milliards de francs le capital de P.U.K. d'ici la fin de 1982, et qu'un groupe de banques a récemment accordé un prêt participatif de 400 millions de francs à la société. - A. D.

Faits et chiffres

Affaires

• Volvo cède à Spie-Offshore ses intérêts dans Nordex-Wilco. - Volvo-Energy, division du groupe Volvo, a signé le 1^{er} septembre avec Spie-Offshore, filiale de Spie-Batignolles, un accord de cession de sa participation dans la société d'exploitation sous-marine Nordex-Wilco, basée à Stavanger. La nouvelle société prendra le nom de Norsub-Wilco, et ses activités seront coordonnées avec celles de Spie-Offshore et de sa filiale Interbus-Services. En 1981, la filiale offshore de Spie-Batignolles, un des plus importants groupes français dans le secteur de l'énergie et du bâtiment, a réalisé un chiffre d'affaires de 163 millions de francs.

Energie

• Découverte de gaz en Haute-Marne. - Un gisement de gaz, dont la production correspond à 200 000 mètres cubes par jour, a été découvert dans la forêt de Trois-Fontaines, en Haute-Marne. Le forage sur ce nouveau chantier a été entrepris il y a un mois par la société Eurafrep.

Social

• Le travail a repris, mercredi 1^{er} septembre, au centre informatic de la caisse d'allocation familiale de Paris. - Le personnel en grève depuis le 31 juillet a en effet accepté les dernières propositions de la direction d'octroyer quatorze jours de congés supplémentaires pendant quatre ans, pour compenser l'allongement du temps de trajet consécutif au transfert du centre à

Marne-la-Vallée. Malgré le différend qui subsiste sur les modalités du non-paiement du mois de grève, les grévistes ont accepté la reprise du travail après l'accord donné par la direction d'ouvrir immédiatement sur ce point, comme sur d'autres (par exemple, passage à deux équipes au lieu de trois), des négociations.

Etranger

ETATS-UNIS

• Record hebdomadaire du nombre de faillites depuis la grande dépression. - Il y a eu plus de faillites d'entreprises aux Etats-Unis au cours de la semaine du 23 au 29 août que dans aucune semaine depuis la grande dépression, a annoncé, le 1^{er} septembre à New-York, une société de conseils aux entreprises. Selon une étude effectuée par Dun Bradstreet Corp., 696 entreprises commerciales ou industrielles ont fermé leurs portes ou réclamé une réorganisation judiciaire au cours de la semaine dernière. Ce chiffre représente plus qu'un doublement du nombre de faillites par rapport à la même semaine de 1981. Pour trouver un nombre de faillites supérieur, il faut remonter à janvier 1932 (799 faillites en une semaine). Depuis le début de l'année 1982, les analyses de la firme ont recensé 15 829 faillites, en augmentation de 47 % par rapport à la période similaire de 1981. Cette mortalité accrue est due essentiellement aux effets des deux récessions de 1980 et des longues périodes de taux d'intérêt élevés. - (A.F.P.)



50 ans pour le progrès de l'économie italienne

SYNTHÈSE DU BILAN AU 31 MARS 1982 (chiffres en milliards de lires)

ACTIF

| | |
|---|-----------|
| Prêts en cours | L. 15 316 |
| Titres reçus pour les créances transférées à la Cassa Depositi e Prestiti | « 1 142 |
| Participations | « 279 |
| Participation à la GEPI (loi n° 184 du 22/3/1971, article 6) | « 583 |
| Caisse et banques | « 907 |
| Titres et acceptations bancaires | « 998 |
| Autres éléments de l'actif | « 2 409 |

L. 21 634

Hors bilan :

| | |
|--------------------------------------|----------|
| engagements reçus et comptes d'ordre | « 17 505 |
|--------------------------------------|----------|

L. 39 139

PASSIF

| | |
|---|-----------|
| Capital versé | L. 500 |
| Réserves légales, fonds et provisions | « 1 094 |
| Emprunts | « 17 085 |
| dont : obligations | L. 11 088 |
| cert. de dépôt | « 544 |
| Contribution de l'Etat (loi n° 184 du 22/3/1971, article 6) | L. 583 |
| Montants à verser | « 1 046 |
| Autres éléments du passif | « 1 254 |
| Bénéfice net de l'exercice | « 72 |

L. 21 634

Hors bilan :

| | |
|---------------------------------------|----------|
| engagements donnés et comptes d'ordre | « 17 505 |
|---------------------------------------|----------|

L. 39 139

Le bilan de l'exercice a été examiné par les réviseurs comptables Arthur Andersen and Co s.n.c. Un exemplaire du Rapport est disponible au Siège central et, à partir du mois de septembre, aux Bureaux de représentation de l'IMI à l'étranger.

L'Assemblée des Participants du 20/4/1982 a approuvé l'augmentation du capital de l'Institut de 500 milliards de Lires à 1 000 milliards de Lires, réservé à la conversion d'un emprunt obligataire de 500 milliards de Lires, déjà entièrement souscrit.

ISTITUTO MOBILIARE ITALIANO

Organisme de droit public
Siège central : ROME (Italie) - Viale dell'Arte, 25

Bureaux de représentation à l'étranger : LONDON EC 4R 0BE, 8 Laurence Poutney Hill - WASHINGTON 20038 D.C. 21 Dupont Circle, The Euron Building
BRUXELLES 1040, 6 Square de Meuse, BTE 1 - MEXICO CITY 06500 D.F. Paseo de la Reforma, 195, Despacho 1301 - ZÜRICH 8002, Glemischstrasse 30, Postfach.
Capital : 500 milliards de Lires - Réserves : 338 779 713 156 Lires - Fonds et provisions : 756 839 426 916 Lires

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



COMPAGNIE GÉNÉRALE DE GÉOPHYSIQUE

Au conseil d'administration de la Compagnie générale de géophysique réuni le 31 août 1982, le président M. Roger Dessaint a présenté l'évolution du marché depuis le mois de juin et la situation actuelle de la compagnie.

Les produits totaux consolidés de 1982 devraient dépasser de 20 % environ ceux de 1981 grâce à la répartition géographique des activités de la C.G.G. et à sa réputation technique qui lui ont permis de mieux résister que la plupart de ses concurrents à la récession impor-

tante du marché américain de la géophysique.

Le résultat net consolidé de 1982 devrait être proche de celui de 1981. Le conseil a également décidé de convoquer prochainement une assemblée générale extraordinaire, à laquelle il sera demandé d'autoriser le conseil à augmenter, selon les modalités qu'il appréciera, le capital social pour le porter de son montant actuel de 30 332 510 F jusqu'à un montant maximum de 70 millions de francs.

CESSATION DE GARANTIE

En application de l'article 20 du Décret n° 77-363 du 28 mars 1977, l'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DE SOLIDARITÉ DES AGENCES DE VOYAGES annonce qu'elle cesse d'accorder sa garantie à : RIVAGES S.A.R.L. AU CAPITAL DE 230 000 F. LICENCE A 609 dont le siège social est sis : 26, rue Soufflot, 75005 PARIS.

L'Association précise que la cessation de sa garantie prend effet à l'expiration d'un délai de 3 jours suivant la publication du présent avis et qu'un délai de 3 mois est ouvert aux créanciers éventuels pour produire leurs créances.

CESSATION DE GARANTIE

En application de l'article 20 du Décret n° 77-363 du 28 mars 1977, l'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DE SOLIDARITÉ DES AGENCES DE VOYAGES annonce qu'elle cesse d'accorder sa garantie à : CODA-TOUR S.A. AU CAPITAL DE 100 000 F. LICENCE A 1028, dont le siège social est sis : 67, rue Archereau, 75019 PARIS.

L'Association précise que la cessation de sa garantie prend effet à l'expiration d'un délai de trois jours suivant la publication du présent avis et qu'un délai de trois mois est ouvert aux créanciers éventuels pour produire leurs créances.

CESSATION DE GARANTIE

En application de l'article 20 du Décret n° 77-363 du 28 mars 1977, l'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DE SOLIDARITÉ DES AGENCES DE VOYAGES annonce qu'elle cesse d'accorder sa garantie à : MONTMARTRE VOYAGES S.A. AU CAPITAL DE 1 430 000 F. LICENCE A 620,

dont le siège social est sis : 67, rue Archereau, 75019 PARIS.

L'Association précise que la cessation de sa garantie prend effet à l'expiration d'un délai de trois jours suivant la publication du présent avis et qu'un délai de trois mois est ouvert aux créanciers éventuels pour produire leurs créances.

150 من الال

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. FEMMES : « Miroir », par Myriam Labrousse-Laroche ; « La femme mariée », par France Quéré ; « La France amputée de moitié », par Christine Papez ; « Pourquoi pas 50 % ? », par Catherine Valbréghes.

ÉTRANGER

3. EUROPE
4. LA CRISE DU PROCHE-ORIENT
5-8. AMÉRIQUES
— Le drame des réfugiés salvadoriens (11), par Philippe Boggio.
9. ASIE
— CHINE : le deuxième congrès du P.C.

POLITIQUE

7. Le communiqué officiel du conseil des ministres.
8. M. Lacoste annonce un report du congrès du R.U.D.F.

SOCIÉTÉ

9. JUSTICE
10. MÉDECINE : les progrès de la médecine accidentelle ; les anesthésiques seraient responsables chaque année de cinq mille accidents graves, dont mille deux cent cinquante décès.
— SPORTS.

LE MONDE DES LIVRES

13-14. LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH : un poète d'inspiration française.
— Mauthoulet, dix ans après : un texte inédit.
15. ROMANS : deux écrivains bretons.
16. JOURNAUX LITTÉRAIRES D'AILLEURS : les « papes » de la critique allemande.

CULTURE

17. LE FESTIVAL DE VENISE : le retour de Zavattini.
— CINÉMA : Qu'est-ce qu'on attend pour être heureux ? de Coline Serreau.
— EXPOSITIONS : les affiches de Cannes et la Clémence de Viollet au Centre Georges-Pompidou.

ÉCONOMIE

26. AFFAIRES : PUK a perdu 2,5 milliards de francs en 1981.
— ÉNERGIE.

RADIO-TELEVISION

(19)
INFORMATIONS
« SERVICES » (12) :

Loisirs ; Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel » ; Loterie, loto.
Annonces classées (20) : Carnet (11) ; Bourse (37) ; Programmes spectacles (18, 19).

Le numéro du Monde daté 2 septembre 1982 a été tiré à 521 195 exemplaires.

TENNIS A PARIS

STAGES LONGUE DUREE
1 heure semaine pendant 4 ou 5 mois
Pte d'Orléans, Pte de Neuilly
Pte Chapelle, Pte d'Ivry, etc.
tennis-action
734.36.36
équipé par **tennis-action**

C.C.A.

CHAMPAGNES VINS ALCOOLS

VENTE "PROMOTIONS"

CHAMPAGNES :
Champagne brut 55,00
Massé brut 62,80
Heidsieck Monopole brut 66,80
brut 76
Pol Roger brut 67,80

Tarif contre env. timbré
Magasin principal :
103, rue de Turin - Paris 75003
— 277.59.27
Équipement magasin distribution :
— 277.59.27
Dépense 92 - Versailles 78

A B C D E F G

M. Marchais met en garde le gouvernement contre les « pressions » qui visent à le faire « dévier de sa route »

« L'Humanité-Dimanche » du 2 septembre publie une interview de M. Georges Marchais, dans laquelle le secrétaire général du parti communiste s'élève contre « la présentation catastrophique que la droite fait de la situation » de la France. M. Marchais fait observer que, « depuis quinze mois qu'elle gouverne, la gauche n'est pas restée inactive » et que « des choses non négligeables ont été faites ». Il estime que les résultats obtenus sont meilleurs que ceux auxquels avait abouti le précédent septennat et que ceux qu'obtiendrait actuellement les États-Unis ou la Grande-Bretagne.

M. Marchais souligne que le gouvernement « ne doit pas dévier de sa route », qu'il doit, au contraire, « aller de l'avant », en faisant preuve de « fermeté ». Le secrétaire général du P.C.F. souligne, notamment, que soit poursuivie la politique de revalorisation du SMIC et des bas salaires, mais aussi que le pouvoir d'achat des moyens salaires soit amélioré et que celui des « salaires garantis par les conventions collectives et les statuts » soit maintenu. Il insiste enfin sur la nécessité d'une « grande politique industrielle » axée sur la reconquête du marché intérieur.

« Il y a dans ce pays, estime M. Marchais, des millions d'hommes et de femmes, de jeunes, qui connaissent des conditions de vie difficiles et ne comprennent pas qu'il y ait des gens qui ne travaillent pas et qui ne paient pas d'impôts. Ils ne demandent pas le P.C.F. ; ils sont sérieux et ne reculent pas devant l'effort. Mais ils s'inquiètent d'autant plus de leur situation qu'ils constatent que ceux qui avaient hier la vie facile n'ont rien changé à celle-ci. Ils ont toujours trop d'argent et le gaspillent, ou bien l'exportent au détriment des intérêts du pays. »

« Et puis, à cette inquiétude pour le présent s'ajoute, ici ou là, je fais constater, une crainte pour l'avenir devant les pressions de ceux qui voudraient bien que l'on perde — si je puis dire — le fil du changement. »

Selon le secrétaire général du P.C.F., si l'on « réduit le pouvoir d'achat des salariés, si, par conséquent, on bloque ou diminue la consommation, immensément la reprise de l'activité économique, qui s'est déjà fortement affaiblie, cessera ; la récession se réinstaurerait avec toutes ses conséquences sur la situation de l'emploi. Ce serait tourner le dos au choix fait par les Français. »

« Si ne fait donc pas, ajoute M. Marchais, face aux difficultés que se présentent, de reprendre les racines usées du Giscard et des Chirac, qui ont fait la preuve de leur malhonnêteté ; il ne s'agit pas de reculer devant les obstacles qui se présentent et de revenir en arrière ; il s'agit, tout au contraire, de franchir ces obstacles, en menant plus loin la politique conduite, en allant de l'avant, que l'on a fait. »

M. Marchais poursuit : « Naturellement, nous savons bien — et nous ne l'avons jamais caché — que l'aggravation sérieuse de la crise des pays capitalistes et des difficultés de l'économie mondiale nous imposent des sacrifices sur notre économie. Et nous savons également que les pressions économiques et politiques des États-Unis et de l'Europe nous imposent des sacrifices sur notre économie. »

« Mais, nous savons aussi que nous sommes en France la plus grande démocratie du monde. Nous ne sommes pas une démocratie de façade, nous sommes une démocratie réelle. Nous ne sommes pas une démocratie de façade, nous sommes une démocratie réelle. Nous ne sommes pas une démocratie de façade, nous sommes une démocratie réelle. »

« Pour ce qui est de la lutte contre l'inflation, le secrétaire général du P.C.F. déclare : « Nous partageons le point de vue du gouvernement qui a souligné, le 25 août, qu'il fallait « s'attaquer aux causes structurelles de l'inflation ». Et le pouvoir d'achat des salariés n'en est pas une. Nous pensons donc que le gouvernement devrait conditionner la sortie du blocage des prix à des exigences d'investissement financier et de contrôle sur la formation des prix industriels, ainsi que sur les pratiques bancaires et de crédit qui contribuent à augmenter les gaspillages et les mécanismes inflationnistes. »

(Publié)

Micro-informatique :

DECISION

Le prix réel d'un micro-ordinateur utilisable pour des applications professionnelles est aujourd'hui compris entre 10.000 F et 60.000 F. Cadres d'entreprises, dirigeants de PME, professions libérales, ingénieurs, se posent légitimement la question : comment choisir ? comment s'en servir sans avoir à programmer ?

DECISION Informatique, spécialisée « Pour choisir et utiliser votre micro-ordinateur et ses programmes » est la première publication de ce genre. Elle est placée à la portée de tous ceux qui souhaitent exploiter l'outil sans en connaître la technique.

DECISION

Ordinateur pour tous,

Dernières nouveautés, expositions, baisses de prix : DECISION est toujours au fait de l'actualité. Bases d'essai de programmes standards : DECISION porte chaque quinzaine un jugement en termes accessibles et concrets. Exemples d'applications réalisées par des non-spécialistes : DECISION livre des témoignages d'utilisateurs pratiques.

DECISION

10 FF chez votre marchand de journaux. Abonnement : 195 FF (23 numéros) 41, rue de la Grange-aux-Belles, 75483 Paris Cedex 10.

4, pl. de la Madeleine 260.31.44
86, rue de Rivoli
138, rue La Fayette
Catalogue couleur gratuit sur demande

MP

MP

MP

MP

MP

MP

MP

MP

MP

MP

MP

MP

LES ORIENTATIONS DE LA C.F.D.T.

« Il faut échapper au « barrisme » fut-il teinté de gauche »

déclare M. Edmond Maire

« Regarder en face les problèmes annoncés » et « mener une action collective, réfléchie et décidée en commun », telles sont les orientations qu'a définies jeudi 2 septembre, M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., en détaillant et précisant les revendications de sa confédération.

Face aux contraintes internationales et en raison de l'« atmosphère de guerre économique » que développent les pays qui « restent assés et sourds devant l'impérieuse nécessité de développer la coopération », M. Maire demande à nouveau au gouvernement de « trouver un second souffle » et de « tracer les voies d'un nouvel élan » pour « échapper au barrisme, fût-il teinté de gauche ». Il demande aussi à un « patronat » dont « l'attitude d'arrière-garde est néfaste », d'ouvrir les négociations.

● **SALAIRES**. — Outre le pourcentage de la revalorisation du SMIC, « la C.F.D.T. revendique des augmentations de salaires différenciées » et des discussions libres. Elle propose le rétablissement du pouvoir d'achat, dès le 1^{er} novembre, des « bas salaires » jusqu'à 4 100 F (quatre millions deux cent dix-neuf mille sept cent personnes soit 24,6 % de l'ensemble des salariés) et le maintien du pouvoir d'achat des autres salariés. L'année 1982, des « salariés situés entre 4 100 et 8 000 F (soit 48,2 % des salariés) ».

« Pour les salariés supérieurs à 8 000 F, le rattrapage progressif du pouvoir d'achat sur la fin 1982 et l'année 1983 doit être mené simultanément à une réduction de l'essentiel hiérarchique et en tenant compte des résultats de la négociation sur la création d'emplois liés à la deuxième étape de réduction de la durée hebdomadaire du travail. »

« Ces négociations doivent donner lieu à une remise en ordre des politiques salariales. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

● **Dans la fonction publique** : « Des points uniformes pour la totalité des catégories d'emplois, la mise en ordre des « grilles de classification », tant pour rétablir une hiérarchie normale, que pour redéfinir l'essentiel hiérarchique et une structure de salaires — par exemple en deux éléments — permettant de réduire progressivement les inégalités et la déformation des grilles des salaires. »

M. JACQUES FOURNIER EST NOMMÉ MEMBRE DU COMITÉ DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

Sur proposition du premier ministre M. Jacques Fournier, secrétaire général du gouvernement, a été nommé membre du comité de l'énergie atomique lors du conseil des ministres du 1^{er} septembre.

[Né le 3 mai 1928 à Spinal (Vosges), diplômé de l'Institut d'études politiques. Ancien élève de l'école nationale d'administration. Maître des requêtes au Conseil d'État (1960). Conseiller juridique à l'ambassade de France au Maroc (1961-1964). Représentant au Conseil d'État et nommé conseiller du gouvernement près les formations contentieuses du Conseil d'État (1968-1970). Secrétaire général adjoint de la présidence de la République (1981), il est nommé secrétaire général en juillet 1982.]

REPLI DU DOLLAR :

6,95 F.

Le dollar s'est nettement replié sur les marchés des changes, revenant à Paris, de 7,01 F à un peu plus de 6,95 F, et, à Francfort, de 2,475 DM à 2,470 DM. Aucune raison plausible n'a été donnée pour ce repli, qui se produit au moment même où les taux d'intérêt remontent un peu aux États-Unis. L'annonce du projet de budget n'a pratiquement pas eu d'effet sur la tenue du franc au sein du système monétaire européen, le cours du mark restant stable à Paris aux alentours de 2,000 F.

L'AFFAIRE TANASE

Scepticisme et rumeurs

Les autorités, tant à Paris qu'à Bucarest, continuent d'observer le mutisme le plus complet au sujet de l'affaire Tanase. L'effacement d'origine roumaine s'est, pour sa part, rendu ce jeudi 2 septembre à Vieux-Marché (Côtes-du-Nord) pour ramener à Paris son épouse, ses deux enfants et sa belle-mère.

Le juge d'instruction chargé de l'information ouverte après la « disparition » de M. Tanase, en mai, M. Jean-Louis Debré, entend, vraisemblablement la semaine prochaine, M. Motu Haiduc, alors « Monsieur Z », l'homme qui est à l'origine de l'affaire. Deux jours après les révélations de la presse sur le rôle de la D.S.T. dans cette affaire, certains observateurs font preuve de scepticisme à l'égard du rôle joué par « Monsieur Z ».

Après son « enlèvement » par la D.S.T. et jusqu'à la fin du mois d'août, M. Tanase a séjourné au hameau du Scovet, sur la commune de Vieux-Marché (Côtes-du-Nord). Il s'agit d'un petit hameau isolé où habitent deux familles d'agriculteurs. La villa louée pour M. Tanase appartient à M. et Mme Anguste Lucas, un certain habitant les Hauts-de-Seine. Elle avait été louée à la suite d'une petite annonce parue dans la presse.

Les voisins de la famille Tanase ne se sont doutés de rien. « Nous avions, nous, dit l'un d'eux, quelques contacts avec eux. Les enfants venaient parfois jouer à la ferme. Nous pensions à ce qu'étaient des étrangers, mais nous n'avions jamais entendu parler de l'affaire de M. Tanase. Le maître de la commune, M. Michel Dizez, a appris mercredi par les journaux que M. Tanase avait séjourné longtemps au Vieux-Marché. Ses voisins, nous, n'y avons rien vu de particulier. »

Il faut se souvenir cependant que depuis juillet 1978, les services roumains ont été désorganisés à la suite du passage à l'Ouest du général Ceausescu, qui assurait à Bucarest la liaison entre les services et le président Ceausescu. Le général est aujourd'hui réfugié aux États-Unis. On a de bonnes raisons de croire qu'il a « donné » nombre d'agents et que ceux-ci ont préféré regagner la Roumanie après sa démission. C'est un fait en tout cas que les services roumains, plutôt que de faire effectuer des missions d'élimination par leurs propres agents, ont de plus en plus souvent recours à des troupes étrangères les passant par la main. A en croire « Z », tel était le travail qui lui avait été finalement demandé et pour lequel il avait reçu 10 000 dollars.

● **Accident aérien dans les Andes** : une quarantaine de disparus. — Un avion des lignes aériennes équatoriennes Condor, ayant à son bord une quarantaine de passagers, a été porté disparu, le 1^{er} septembre, en fin de journée, dans la région andine de Zamora-Chimbo, au sud du pays. Les recherches entreprises par les forces aériennes n'avaient pas encore permis de localiser l'appareil ce jeudi matin 2 septembre.

Halte au Vol

1 serrure à 5 points

IZIS - LAPICHE

ou PIERRE

Matériel

GARANTI 5 ANS

1 blindage acier

15/10"

4 goudons d'acier

anti-dégondage

renforcement

du bâti bois par

1 cornière en acier

1 cornière anti-pince